

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La politique monétaire et du crédit de la Banque Nationale de Belgique en 1954 — Les banques centrales, leurs rapports avec le gouvernement et les autres institutions bancaires, par M. Roger Auboin — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Graphiques de la situation économique de la Belgique — Statistiques.

LA POLITIQUE MONETAIRE ET DU CREDIT DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE EN 1954

*Extrait du Rapport présenté par le Gouverneur à l'Assemblée générale des Actionnaires
du 28 février 1955*

L'évolution économique de l'Europe a été caractérisée en 1954 par une reprise générale d'activité qui s'est également étendue à la Belgique.

Cette reprise s'est développée sans hausse spéculative des prix. Les marchés de matières premières, sauf quelques-uns d'entre eux qui ont connu des variations de prix erratiques dues à des causes particulières, ont bénéficié, en général, de conditions d'équilibre satisfaisantes.

En Belgique, le développement de la production a été entraîné à la fois par la fermeté continue de la demande intérieure et par l'accroissement du volume des exportations.

Il en est résulté une amélioration très nette du marché de l'emploi accentuée par diverses mesures prises par les pouvoirs publics.

Le climat de paix sociale qui, depuis la fin de la guerre, a si largement contribué au rapide relèvement du pays et au développement ultérieur de son activité économique, a été consolidé en 1954 par la signature d'un Protocole de la Productivité auquel ont adhéré les principales organisations patronales et syndicales.

Les termes d'échange se sont détériorés par suite de la baisse des prix à l'exportation, mais le volume des ventes à l'étranger a été supérieur à celui de 1953. Cet accroissement a été particulièrement net durant les derniers mois de l'année pendant lesquels

l'industrie métallurgique notamment a bénéficié d'une recrudescence des commandes.

Ce développement des exportations s'est produit en dépit de la concurrence très vive des autres pays et des obstacles créés par la politique protectionniste sur de nombreux marchés.

Les échanges ont été fort importants dans le cadre des accords avec les Pays-Bas.

Dans toute la mesure de ses moyens, la Banque a continué à seconder les efforts de l'économie belge pour développer les exportations. Des indications sont données ci-après sur le crédit accordé par le système bancaire, les institutions financières du secteur public et la Banque elle-même, en vue d'assurer le financement de celles-ci.

Il est clair cependant qu'en dehors des crédits qu'elle est amenée à consentir pour satisfaire aux besoins légitimes des industries exportatrices, l'aide la plus efficace que la Banque puisse apporter à ces industries réside dans le maintien de la stabilité monétaire, car c'est de la sauvegarde de cette stabilité que dépendent, en fin de compte, la capacité de concurrence de l'économie belge et le niveau élevé de l'emploi.

La stabilité monétaire contribue en effet à assurer l'équilibre interne des prix et des salaires et à résorber les disparités éventuelles de ceux-ci par rapport aux pays concurrents. Elle permet aussi

d'améliorer la productivité en favorisant les investissements adéquats, leur financement étant assuré par de l'épargne réelle, dont la formation est largement influencée par la confiance dans la monnaie.

L'expérience faite au cours des dernières années dans plusieurs pays d'Europe occidentale, notamment en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Autriche et en France, a montré que le rétablissement de l'équilibre monétaire a été un facteur déterminant de l'expansion économique, du développement de l'emploi et de la prospérité.

**

Une des conditions, non pas exclusive mais essentielle, de la stabilité monétaire est le strict contrôle du volume de la circulation.

Il est essentiel que les disponibilités monétaires soient maintenues à un niveau qui permette de satisfaire aux besoins de l'économie tout en tenant celle-ci à l'abri des mouvements spéculatifs malsains, auxquels elle est particulièrement exposée dans les périodes de haute conjoncture. Il faut aussi la prémunir contre toute hausse injustifiée des prix intérieurs et des rémunérations nominales, qui constituerait un obstacle au développement futur de son activité.

Sans doute, dans l'appréciation du volume de la circulation, convient-il de tenir compte d'un certain nombre de données encore difficiles à préciser dans les chiffres, mais que la pratique et le contact constant avec les marchés permettent d'évaluer. C'est le cas, notamment, pour la vitesse de circulation de la monnaie, les usages nationaux en matière de paiements, le volume réel de la production globale, l'évolution des prix mondiaux et la conjoncture internationale.

En tout état de cause, l'évolution propre de la circulation monétaire, fiduciaire et bancaire, doit être suivie avec la préoccupation vigilante d'éviter toute contraction ou toute expansion excessive susceptible de revirements ultérieurs violents.

**

Durant la période qui suivit immédiatement la libération du pays et la réforme monétaire, la poursuite des opérations militaires sur notre sol provoqua une augmentation rapide et considérable de la circulation.

Mais dès 1946, le redressement des finances publiques et le rétablissement de l'équilibre budgétaire, réalisés grâce à des recettes fiscales ordinaires et extraordinaires considérables, au remboursement des avances faites aux armées alliées et à la réduction des dépenses exceptionnelles, permirent de reprendre en main le contrôle de l'expansion monétaire.

Depuis lors, celle-ci s'est poursuivie de façon persistante mais à un rythme beaucoup plus lent. Elle a connu trois phases successives.

Durant une première période de trois ans et demi, s'étendant du début de 1947 à la fin du mois de juin 1950, la circulation augmenta de 18 milliards de francs, parallèlement au redressement économique qui, à cette époque, fut plus rapide en Belgique que dans la plupart des pays étrangers, et aux demandes de crédit émanant de l'économie privée qui en furent la conséquence; les prix de détail s'élevèrent encore jusqu'en septembre 1948, puis demeurèrent stables.

Les événements de Corée et la recrudescence d'activité qui s'ensuivit, provoquèrent entre la fin du mois de juin 1950 et la fin du mois de décembre 1951, c'est-à-dire en dix-huit mois seulement, une nouvelle augmentation de 10 p.c. de la circulation totale, soit 14 milliards de francs. Cette expansion eut pour contrepartie, tout d'abord un développement du crédit à l'économie, puis l'augmentation des crédits officiels consentis à l'étranger et le financement du Trésor, notamment par l'utilisation de la réévaluation de l'encaisse de la Banque. La hausse des prix de détail atteignit environ 15 p.c., celle des prix de gros fut plus forte encore.

Au cours des années 1952, 1953 et du premier semestre de 1954, bien que les prix de détail se fussent stabilisés et malgré la baisse des prix de gros sur les marchés mondiaux, la circulation totale s'accrut encore de 12 milliards, soit près de 8 p.c.; les crédits accordés à l'Etat par le système bancaire furent cette fois le principal facteur d'augmentation.

L'expansion de la circulation totale a donc trouvé d'abord son origine dans l'augmentation du volume des moyens de paiement mis à la disposition de l'économie privée par l'octroi de crédits à court terme. Pour l'ensemble des périodes envisagées, cette augmentation, supérieure à celle des prix, se justifiait par le développement de l'activité économique et de la production.

Ensuite, particulièrement à la fin de la période qu'on est convenu d'appeler le « boom de Corée », l'excédent de la balance des paiements et les crédits à l'étranger accordés à cette occasion, furent les principaux facteurs de l'accroissement de la circulation.

Celui-ci se poursuivit, après cette phase critique de la conjoncture internationale, mais cette fois principalement à raison des crédits consentis aux pouvoirs publics.

Pour l'ensemble des trois périodes envisagées, la circulation globale passa de 136 à 180 milliards, augmentant ainsi de 32 p.c., tandis que la hausse des prix de détail n'était que de 27 p.c.

L'augmentation de la circulation fiduciaire seule, c'est-à-dire celle des billets de la Banque Nationale et de la monnaie émise par le Trésor, a été de 33 p.c. pendant la même période. Elle a été nettement plus élevée en Belgique que dans de nombreux pays étrangers, tels les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse, bien que le franc belge eût été dévalué en

1949 dans une moindre mesure que la livre sterling et le florin.

Les comparaisons internationales doivent évidemment tenir compte des contingences particulières à chaque pays, des différences de structure économique et financière et des difficultés inhérentes à l'interprétation des statistiques. Il apparaît cependant que, compte tenu de l'évolution des prix et de la production, la circulation monétaire en Belgique se caractérise actuellement par un niveau relativement élevé.

*
**

L'une des données essentielles qui conditionnent l'évolution de la situation monétaire, mais qui échappe à l'action de la Banque, est la gestion des finances publiques.

Au cours des dernières années, une fraction importante des dépenses de l'Etat a dû être couverte par l'emprunt, ce qui a entraîné un accroissement rapide de la dette publique. Depuis la fin de juin 1950, date à laquelle celle-ci atteignait le chiffre de 250 milliards, elle est passée à 255 milliards à fin 1951, à 266 milliards à fin 1952, à 282 milliards à fin 1953 et à près de 300 milliards à la fin de 1954.

Le financement par l'emprunt d'une fraction des dépenses de l'Etat peut certes se justifier dans la mesure où celles-ci accroissent la valeur de son patrimoine et comportent des investissements de nature à améliorer la productivité de l'outillage national. De tels investissements renforcent la capacité de concurrence du pays par rapport à l'étranger et contribuent ainsi d'une manière indirecte à la stabilité monétaire.

A cet égard, il est juste de dire qu'une fraction de l'accroissement de la dette publique au cours des dernières années a comporté une contrepartie économique et que, si cet accroissement a été rapide, le niveau atteint actuellement par la dette ne peut pas encore être considéré comme excessif par comparaison avec l'étranger.

On doit cependant remarquer que la dette publique a évolué, au cours des dernières années, de façon divergente en Belgique et aux Pays-Bas. Alors que de fin 1949 à fin 1954 elle a augmenté, en Belgique, de près de 50 milliards de francs, aux Pays-Bas, au contraire, elle a diminué de 6 milliards de florins environ.

Mais même si l'accroissement de la dette publique correspond à des investissements productifs, il importe que le recours à l'emprunt par les pouvoirs publics n'épuise pas la capacité d'épargne du pays et laisse une partie raisonnable de celle-ci disponible pour les investissements du secteur privé dans le cadre d'un programme d'expansion et d'équipement industriel.

Il importe également que ceux-ci puissent s'effectuer dans les conditions les plus favorables, aussi bien en ce qui concerne les taux d'intérêt que la durée des remboursements. Il n'est pas douteux

que les appels massifs et répétés adressés ces dernières années au marché des capitaux par les pouvoirs publics ont entravé la tendance à la baisse des taux d'intérêt. Les gouvernements ont ainsi été amenés à envisager, en faveur de diverses catégories d'investissements, certaines mesures destinées à permettre d'emprunter à des taux inférieurs à ceux relativement élevés maintenus dans le marché.

Le plus sûr moyen de favoriser une baisse réelle et permanente des taux et de faciliter les investissements privés à des conditions favorables, serait cependant pour l'Etat et les pouvoirs publics de réduire l'excédent de leurs dépenses par rapport à leurs recettes, soit par une diminution des dépenses, soit par une augmentation des recettes, afin de permettre d'espacer et de limiter leurs recours au marché des capitaux.

Du point de vue monétaire, deux aspects de l'évolution de la dette publique doivent retenir l'attention.

Dans la mesure où l'Etat a largement recours aux disponibilités des banques, celles-ci se voient obligées, dans les périodes d'expansion et de demande accrue de crédit émanant du secteur privé, de recourir elles-mêmes plus largement aux institutions financières du secteur public.

D'un autre côté, les emprunts étrangers, dans la mesure où leur produit est acquis par la Banque contre création de monnaie nationale, entraînent eux aussi un accroissement de la circulation.

Dans une période d'expansion, comme celle que nous traversons en ce moment, il est indispensable de combattre la tendance éventuelle à la hausse des prix pour conserver à l'économie une meilleure capacité d'adaptation aux difficultés pouvant résulter d'un renversement de la conjoncture internationale.

L'un des moyens les plus efficaces pour atteindre cet objectif est de limiter dans toute la mesure du possible les augmentations de circulation qu'entraîne l'accroissement de la dette publique. Une action dans ce sens est largement facilitée en période de prospérité par le rendement accru des impôts, le niveau élevé de l'emploi et l'accroissement général des profits et des rémunérations qui doivent permettre de couvrir une part plus large des dépenses de l'Etat sans recours à l'emprunt.

*
**

De nouveaux progrès ont encore été réalisés depuis un an dans le sens de l'établissement de la convertibilité de fait du franc belge préalable à sa convertibilité de droit.

Ces progrès ont pu être acquis sur la base du large développement de l'activité économique dans le pays, du maintien sans difficulté d'un équilibre suffisant de la balance des paiements, de la stabilité des réserves de change de la Banque et de la fermeté des cours sur le marché des rentes malgré l'augmen-

tation de la dette publique. La confiance dans le franc n'a en même temps jamais cessé de s'affirmer. Elle a montré que la politique de stabilité monétaire poursuivie depuis la libération rencontre toujours l'approbation de l'opinion publique éclairée.

La Banque souhaite que de nouvelles mesures dans la voie de la liberté puissent être prises le plus rapidement possible, mais pour qu'il en soit ainsi, il est indispensable que certaines règles fondamentales continuent à être strictement observées dans la gestion des finances publiques et privées.

Nous ne pouvons mieux faire à cet égard que rappeler ici les remarques que nous formulions déjà dans notre rapport de l'an dernier.

« Il est essentiel », disions-nous à cette époque, « de ne pas perdre de vue que la convertibilité

requiert une discipline financière rigoureuse, d'autant plus rigoureuse que le pays qui s'y soumet est plus exposé aux fluctuations de la conjoncture internationale, comme c'est le cas pour le nôtre ».

« La convertibilité exige en ordre principal, le contrôle du volume de la circulation par le contrôle du crédit, tant aux pouvoirs publics qu'à l'économie privée et aux pays étrangers débiteurs, afin d'assurer le maintien constant d'un niveau de prix compétitif. »

C'est du respect de la discipline ainsi définie, aussi bien par le secteur public que par le secteur privé, que dépendront en fin de compte la permanence d'un degré d'emploi élevé, l'amélioration du niveau de vie réel de la population, le maintien de la stabilité du franc et le rétablissement de sa convertibilité.

LES BANQUES CENTRALES, LEURS RAPPORTS AVEC LE GOUVERNEMENT ET LES AUTRES INSTITUTIONS BANCAIRES (1)

par M. Roger AUBOIN,

Directeur Général de la Banque des Règlements Internationaux.

En me demandant de vous faire ce soir un bref exposé sur ce sujet, vous m'avez fait un grand honneur mais imposé aussi une tâche délicate. La question mériterait certainement, pour être traitée d'une manière approfondie, plutôt un fort volume qu'une courte étude et je n'ai pas besoin de souligner que les problèmes qu'elle soulève ont été depuis plus de vingt ans l'objet de controverses animées, aussi bien sur le plan scientifique que sur le plan politique.

Après la première guerre mondiale et jusqu'à la « grande crise », il existait un certain nombre de principes généralement admis concernant le fonctionnement de banques centrales plus ou moins indépendantes. Mais si je me réfère purement et simplement à ces principes, vous pourriez avec raison m'accuser de défendre des idées bien démodées. D'autre part, vous n'attendez certainement pas de moi que je répète les slogans de la nouvelle orthodoxie qui s'attache à sous-estimer l'importance de la politique monétaire en général et du rôle des banques centrales en particulier. Les événements des dix dernières années ont en effet fortement ébranlé cette nouvelle doctrine et elle me paraît avoir bien des chances de se démoder plus vite encore que l'ancienne.

Je pense que le mieux est pour moi de vous présenter ce soir un certain nombre d'observations inspirées surtout par les expériences récentes en matière de politique monétaire et par le rôle des banques centrales telles que nous avons pu les suivre quotidiennement de Bâle.

Si, après la première guerre mondiale, tout le monde était implicitement d'accord pour revenir au plus tôt au régime monétaire « normal » d'avant 1914 qui, comparé à l'inflation de guerre, apparaissait comme un idéal, on peut dire qu'en 1945 il existait une tendance irrésistible à *ne pas* revenir au régime d'avant-guerre. Car cette fois l'avant-guerre c'étaient les années 1930 et la « grande crise » avec son cortège de souffrances et de chômage.

La grande crise avait tellement marqué les esprits

(1) Conférence faite le 25 novembre 1954 à Londres, dans la série de conférences organisées par la London University et l'Institute of Bankers.

et provoqué un courant à la fois idéologique et passionnel si puissant que toute l'organisation monétaire et économique d'après-guerre a été influencée presque par un seul impératif : avant tout, plus jamais de crise. Dans un certain sens, cette position avait quelque chose de paradoxal, car depuis la crise, il y avait eu une guerre de six ans, l'inflation, la pénurie, le manque de main-d'œuvre. La situation était donc fondamentalement différente, à beaucoup de points de vue l'inverse de ce qu'elle était en 1930. Le danger immédiat, c'était l'inflation et la désorganisation économique et monétaire provoquées par la guerre.

On se rendait bien compte sans doute qu'un gigantesque effort de reconstruction s'imposait d'abord. Mais la plupart étaient néanmoins persuadés qu'une sérieuse « dépression » allait être la conséquence inévitable de la démobilisation économique. L'expérience a prouvé que c'était une erreur, mais une erreur si généralement répandue qu'elle a en pratique fait loi et que le spectre de la « déflation » future a masqué les dangers immédiats de l'inflation actuelle.

C'est parce que les événements ont été loin de répondre aux prophéties des doctrinaires des deux côtés de l'Atlantique qu'il a bien fallu, sous la pression des circonstances, reviser peu à peu les idées trop simplistes des premières années d'après-guerre. Nous assistons ainsi depuis plusieurs années à une revanche des faits sur les systèmes préfabriqués et à une adaptation empirique à des circonstances réelles très différentes de celles qui avaient été prévues par de nombreux économistes.

C'est dans ce cadre qu'il faut se placer si l'on veut comprendre l'évolution récente des idées concernant les rapports entre les gouvernements, les banques centrales et les autres institutions bancaires.

*
**

Je n'essaierai pas de décrire comment le législateur a réglé ces rapports dans les divers pays. Même en me bornant aux principaux pays européens, cette entreprise déborderait largement les limites de mon exposé. Nous savons tous que d'importantes banques centrales ont été nationalisées dans l'après-guerre,

notamment la Banque d'Angleterre et la Banque de France. La France a nationalisé également les principales banques de dépôt, mais non les banques régionales ni les banques d'affaires. En Belgique, le capital de la Banque Nationale a été doublé et 50 p.c. du total en ont été cédés à l'Etat. Bien entendu toutes les banques de l'Est ont été nationalisées. En Suède et en Finlande la banque centrale dépend directement du Parlement — système qui remonte au XVII^e siècle, où il avait été institué pour éviter que les gouvernements n'abusent du privilège de l'institution d'émission. Dans le monde entier la liste des banques d'Etat ou nationalisées est en fait beaucoup plus longue que celle des banques centrales privées ou mixtes.

Ce qui est plus important encore que la propriété juridique du capital de la banque centrale, c'est que d'une part l'influence de l'Etat sur la désignation des dirigeants a été partout établie ou renforcée. Il est vrai que des dispositions ont généralement été prises en même temps pour assurer une certaine stabilité de ces dirigeants en dépit des vicissitudes de la politique. Il faut ajouter que le droit pour le gouvernement de donner des directives à la banque centrale et le droit pour la banque centrale de donner des directives aux banques commerciales ont été fréquemment précisés par une législation formelle.

Le cas de la Grande-Bretagne est particulièrement typique. La coopération de la Banque d'Angleterre et de la Trésorerie, celle de la Banque d'Angleterre et des banques commerciales avaient été fermement établis en pratique au cours du XIX^e siècle, mais aucun texte ne les réglait. La loi de 1946 sur la Banque d'Angleterre détermine au contraire les compétences d'une manière juridique. D'une part « la Trésorerie a le droit de donner de temps à autre à la Banque les directives que, après consultation avec le Gouverneur, elle estime nécessaires dans l'intérêt général ». D'autre part, la Banque peut exiger des informations des banques commerciales ou leur faire des recommandations et, d'accord avec la Trésorerie, leur donner des instructions obligatoires à cet effet.

La tendance est très nette partout : avec des nuances et des réserves plus ou moins grandes selon les pays, la banque centrale est juridiquement obligée de tenir compte de la politique générale et souvent même des directives précises du gouvernement; en même temps, son influence sur les banques commerciales et sur l'ensemble du crédit bancaire a été en général fortement renforcée.

Cette influence est naturellement beaucoup plus grande dans les pays où les entreprises utilisent largement le crédit bancaire et où les banques doivent recourir couramment à la banque centrale. Elle est beaucoup moins directe dans les pays où, comme en Suisse ou aux Pays-Bas par exemple, le recours au crédit de la banque centrale garde encore un caractère exceptionnel.

Il faut bien voir cependant que la nationalisation d'une banque centrale n'entraîne pas nécessairement une diminution de son influence. Le fait qu'elle n'a, par son statut même, aucun intérêt privé à défendre peut au contraire renforcer sa position auprès de l'opinion et donner plus de poids à ses avis en matière économique et financière.

*
**

Quelles sont donc les raisons principales de cette évolution très nette dans tous les pays, malgré les différences de régime politique et de conditions techniques ?

D'abord la *suspension même de l'étalon-or* tel qu'il était en vigueur avant 1914. Celui-ci imposait une discipline qui était loin d'être aussi rigide qu'on le prétend, mais qui fournissait néanmoins à tout le système bancaire des règles permanentes relativement simples et précises, que la banque centrale pouvait et devait appliquer sans en référer à aucune autorité politique.

Mais quand, après 1930, les conditions monétaires eurent changé d'une manière si radicale qu'il n'était plus toujours possible d'appliquer les règles classiques de l'étalon-or, on s'est trouvé devant des décisions d'une importance telle que seuls les pouvoirs publics étaient en mesure de les prendre — ce qui était le cas notamment lorsqu'il s'agissait de fixer la valeur de la monnaie.

Un autre facteur important a été la *crainte de la déflation*, née de la grande crise des années 1930. En renforçant l'influence du pouvoir politique sur le système bancaire, on visait avant tout à écarter toute politique déflationniste pour laquelle les banquiers sont volontiers soupçonnés d'avoir une complaisance coupable — bien qu'ils subissent eux-mêmes de lourdes pertes quand les prix baissent.

Enfin *la guerre* a nécessairement exigé une action directe des gouvernements sur la vie économique sous forme de priorités, de rationnement, de contrôles physiques de toutes sortes. Par ailleurs, dès avant mais surtout pendant les hostilités, de nouvelles méthodes statistiques ont permis d'établir des « comptabilités nationales » et des analyses économiques plus complètes et plus détaillées (comme, par exemple, la méthode d'analyse « input-output »). Ces méthodes ont d'ailleurs un intérêt certain, mais elles sont encore bien imparfaites et portent généralement surtout sur l'aspect *physique* des problèmes économiques. Néanmoins, la diversité de ces moyens d'action à la disposition des pouvoirs publics a soulevé de grands espoirs. On a cru que les méthodes de guerre pourraient être adaptées utilement au temps de paix. On a cru surtout que, grâce à ces nouvelles méthodes, les anciennes disciplines financières et monétaires pourraient être enfin reléguées au rang de servitudes périmées.

Il me souvient d'un petit fait caractéristique de cet état d'esprit. Peu après la fin de la guerre, de hautes personnalités représentatives de tous les

secteurs économiques étaient réunies à Paris pour approuver des plans de reconstruction d'ailleurs fort utiles. Jugez de ma surprise quand j'entendis l'une d'elles, de très bonne foi certainement, résumer la discussion en disant : « Et maintenant que les banques sont nationalisées, qu'on ne vienne pas nous dire que les plans ne pourront être réalisés faute de moyens financiers ».

Telles étaient les idées couramment admises dans la plupart des pays au lendemain de la guerre. Quel a été le résultat de leur mise en pratique ?

*
**

Il est clair aujourd'hui, avec le recul, que *le problème monétaire a été après la guerre fortement sous-estimé*. Sauf de rares exceptions (la première étant la Belgique et la seconde l'Italie); les autorités monétaires, soumises à l'impératif rigide de l'argent bon marché et de l'expansion de crédit à tout prix, ont été, pendant les premières années d'après-guerre, empêchées d'utiliser les méthodes éprouvées de la politique monétaire pour combattre efficacement l'inflation, qu'elle ait été « ouverte » ou « réprimée » d'une manière plus ou moins efficace par les contrôles physiques. Les gouvernements, trop longtemps confiants dans l'efficacité de ces contrôles, ont généralement négligé d'ajuster leurs plans aux ressources réelles du pays augmentées cependant souvent d'une importante aide extérieure. Malheureusement la forme même de l'aide américaine, proportionnée en fait aux déficits des balances des paiements, a souvent contribué à retarder les redressements nécessaires. Si une part appropriée de l'aide Marshall avait été réservée à un assainissement monétaire fondamental en Europe, il est probable que des résultats bien plus décisifs auraient pu être atteints à moindres frais.

Un autre facteur important a joué dans les années d'après-guerre. Le contrôle des changes constitue nécessairement un *moyen de protection commerciale* plus efficace et plus arbitraire que n'importe quel droit de douane. Du fait de l'inconvertibilité des monnaies, chaque négociation extérieure a pris un caractère à la fois monétaire et commercial, toute « allocation de devises » faisant l'objet d'un âpre marchandage. Dans ce genre de négociation il est évident que la banque centrale a peu à dire et que la politique monétaire elle-même subit fortement l'influence des facteurs commerciaux.

Le résultat de la politique suivie au lendemain de la guerre a été un grand retard dans la restauration des diverses monnaies et plus encore d'un système monétaire international digne de ce nom, dont l'absence n'a été que bien imparfaitement compensée par la multiplicité d'accords de paiement, objets de marchandages permanents.

Mais l'affaiblissement continu des réserves monétaires européennes puis l'ajustement provoqué d'abord par la légère récession américaine de 1949, ensuite par le déclenchement de la guerre de Corée

ont montré la fragilité des résultats obtenus jusqu'alors sur le plan monétaire.

La création de l'Union Européenne de Paiements a été une solution provisoire qui a permis d'atténuer, au moins partiellement, les inconvénients des accords strictement bilatéraux sans d'ailleurs en supprimer le système. En constituant une réserve de liquidité internationale relativement modeste, on a pu faire des progrès dans la voie de la libération des échanges, tâche à laquelle l'O.E.C.E. s'est attachée non sans succès.

En fait, c'est seulement sous la pression des événements de Corée qu'on a commencé à apprécier plus justement l'efficacité de la politique monétaire et en particulier d'une politique de crédit et de taux d'intérêt flexibles.

Chaque pays, l'un après l'autre, a renoncé à la politique systématique d'argent bon marché. On a compris, à la lumière d'expériences cruelles, que l'expansion artificielle du crédit bancaire ne pouvait tenir lieu de la reconstitution d'une épargne authentique et que celle-ci exigeait d'abord une monnaie indiscutée, c'est-à-dire une monnaie protégée contre toute hausse inflationniste des prix à l'intérieur et une monnaie n'accusant pas sur les marchés libres étrangers un écart sensible avec le cours de change officiel. Cette politique réaliste a donné des résultats d'autant plus frappants que l'efficacité des méthodes éprouvées de la politique monétaire avait été jusqu'à plus fortement sous-estimée.

L'expérience a prouvé d'ailleurs que les moyens à mettre en œuvre ont plus ou moins varié selon la structure économique du pays et le degré de détérioration monétaire antérieure. Ici il a suffi d'une faible modification des taux d'intérêt pour rétablir l'équilibre. Là il a fallu des mesures beaucoup plus draconiennes allant jusqu'à un contingentement passagèrement sévère du crédit. Partout un ensemble de mesures à la fois budgétaires et monétaires ont été nécessaires pour contribuer à rendre à l'épargne sa vigueur naturelle et en particulier améliorer ou reconstituer un marché des capitaux anémié par les ponctions opérées pour couvrir les déficits budgétaires de guerre et d'après-guerre. Un autre fait à noter, particulièrement ici en Grande-Bretagne, a été la réouverture progressive des grands marchés commerciaux au comptant et à terme, préparation essentielle du retour à une économie de marché capable d'expansion sous un régime de concurrence internationale.

La tâche est loin d'être achevée et dans certains pays des problèmes essentiels n'ont pas encore été résolus, mais dans l'ensemble, des résultats remarquables ont été obtenus.

En dehors de la Belgique et de l'Italie auxquelles j'ai déjà fait allusion, les Pays-Bas, l'Allemagne occidentale et l'Autriche ont eux aussi appliqué une politique de crédit flexible au cours des dernières années. Nombre de Hollandais envisageaient l'avenir de leur pays sous un jour plutôt sombre au lendemain de la perte de l'Indonésie, mais il apparaît

maintenant que ce pessimisme était injustifié : en effet, la production a atteint des niveaux sans précédents, les réserves monétaires ont été reconstituées et l'épargne restaurée, ce qui a permis de placer de nouveau des emprunts étrangers sur le marché hollandais. L'Allemagne, bien qu'encore divisée, et l'Autriche, bien que toujours occupée et ayant perdu ses débouchés traditionnels à l'Est, ont vu leur production se développer d'une façon remarquable et en même temps leurs réserves monétaires se renforcer sensiblement, ce qui a contribué à restaurer la confiance dans leur monnaie. Mon pays, la France, a encore bien des problèmes à résoudre, mais sa situation s'améliore incontestablement. Les prix y sont stables depuis plus de deux ans et il est frappant de constater à quel point cette stabilité a favorisé la rationalisation de l'économie et la reprise de l'épargne.

Enfin, un exemple particulièrement significatif dans ce domaine est celui de la Grande-Bretagne où l'efficacité de la politique de taux d'intérêt flexibles mise en œuvre à la fin de l'automne 1951 et au printemps de 1952 ne peut guère être mise en doute. N'est-il pas heureux d'ailleurs qu'après avoir été relevé voici deux ou trois ans, le loyer de l'argent ait pu être abaissé ensuite à plusieurs reprises? Il s'agit moins, en effet, de substituer une politique d'argent cher à une politique d'argent bon marché que de poursuivre une politique de taux réellement flexibles.

Nous avons tiré grand profit de ces expériences et je crois qu'on a compris désormais qu'une monnaie solide, appuyée par une forte et authentique épargne, était la base essentielle d'un progrès économique et social durable, en même temps que d'un système monétaire international satisfaisant. On ne doute plus que la reconstitution d'un tel système international fondé non plus sur des expédients artificiels et temporaires et sur d'incessants marchandages mais sur une économie nationale équilibrée et sur un large marché des changes, ne soit désormais pour tous « l'investissement à la fois le plus urgent et le plus payant », selon l'expression employée dans le dernier Rapport annuel de la Banque des Règlements Internationaux.

Le principe du retour à ce qu'on appelle d'un terme un peu imprécis la convertibilité, c'est-à-dire en fait à un marché des changes réel, n'est plus en cause et, malgré leur répugnance à abandonner la fausse sécurité que donnent des contrôles physiques de plus en plus illusoire, les gouvernements de tous les pays occidentaux ont pour objectif commun le retour à la convertibilité et ne discutent plus guère que sur les modalités et les délais d'une réforme que chacun sait non seulement urgente mais en fait inévitable.

*
**

Le moment semble donc venu de faire un examen de conscience et de réviser les idées trop simplistes et les conceptions trop doctrinales d'il y a dix ans

sur les rapports entre le gouvernement et le système bancaire.

Aucun pays n'envisage certes de revenir en arrière à une politique monétaire trop rigide ou trop automatique. Il faut pouvoir utiliser en vue d'une politique résolue de progrès économique et social, tous les moyens d'action dont disposent les autorités politiques et monétaires.

Les économies modernes, surtout celles des grands pays dont la monnaie circule dans une large zone, sont trop complexes pour que des règles simples et automatiques suffisent à régler les problèmes de la monnaie et du crédit.

Mais d'autre part l'expérience prouve clairement qu'il ne suffit pas de donner au Trésor la haute main sur la banque centrale, et à celle-ci sur les banques commerciales en vue de pratiquer systématiquement une politique d'argent facile, pour que tout aille pour le mieux.

Si aucune solution simpliste ne répond ainsi aux nécessités actuelles, quel est le meilleur moyen, compte tenu des réalités d'une économie moderne et des expériences pratiques que nous avons vécues depuis dix ans, d'établir d'une manière rationnelle les rapports entre les gouvernements, les banques centrales et l'ensemble du système bancaire?

Si l'on analyse objectivement les récentes expériences monétaires des pays européens, il est évident que les méthodes éprouvées de ce qu'on appelle la « politique monétaire » n'ont rien perdu de leur efficacité. Une politique de crédit et de taux d'intérêt flexibles reste un des moyens d'action les plus puissants pour régler d'une manière ordonnée et harmonieuse le développement économique.

On peut même ajouter que dans les pays démocratiques (au sens occidental du mot) les contrôles physiques et les mesures administratives, indispensables en temps de guerre, se sont avérés très mal adaptés à une politique d'expansion saine en temps de paix.

Si donc une politique de crédit et de taux d'intérêt flexibles est plus que jamais un facteur essentiel dans un pays moderne, force est bien de prévoir une organisation telle que la banque centrale, qui est l'agent normal de cette politique, ne soit pas empêchée de jouer son rôle en adaptant objectivement son action aux circonstances.

Les hommes étant ce qu'ils sont, il faut donc lui maintenir une liberté d'action suffisante pour la mettre à l'abri de la pression quotidienne des intérêts particuliers et des préoccupations politiques à courte vue.

C'est un fait d'expérience que les pressions que subit une banque centrale sont toujours à *sens unique* pour donner soit au Trésor, soit aux banques, soit à telle ou telle catégorie d'entreprises, des facilités toujours accrues. En temps de défiance monétaire notamment et lorsqu'il est dès lors indiqué de prendre des mesures restrictives, il existe une tendance puissante à demander à la banque centrale

de remplacer par une expansion intérieure de crédit les ressources réelles qu'absorbe le déficit de la balance des comptes.

Pour résister, dans l'intérêt général, à ces pressions de toutes sortes, il faut évidemment une institution stable ayant une responsabilité propre et chargée en vertu d'une législation permanente, de veiller à l'intégrité intérieure et extérieure de la monnaie.

Les diverses administrations publiques ayant d'autres responsabilités, sont nécessairement amenées à faire passer le souci de la monnaie au second plan et, en tout cas, à sous-estimer constamment les conditions nécessaires au maintien de sa stabilité.

On constate régulièrement que les fonctionnaires chargés de négocier les « accords de paiement et de commerce » ont tendance à faire passer les préoccupations de concurrence commerciale avant le souci proprement monétaire. Chaque libération du commerce ou des changes leur apparaît comme une « concession » regrettable alors qu'elle peut être au contraire le moyen le plus efficace de rétablir la monnaie dans son intégrité.

Il appartient aux pouvoirs publics, comme ils l'ont fait dans le passé en établissant la loi monétaire, de fixer les objectifs essentiels et de définir la mission de la banque centrale, et il leur appartient aussi, en régime démocratique, de régler en dernier ressort les questions que peut poser un conflit toujours possible entre les divers intérêts nationaux. L'essentiel est que la banque centrale ait les moyens pratiques de remplir efficacement son rôle et d'intervenir en temps voulu, c'est-à-dire avant que des mesures imprudentes aient compromis l'avenir de la monnaie.

L'opinion publique doit être avertie loyalement en temps utile des menaces qui peuvent peser sur la monnaie, et les questions controversées doivent être, le cas échéant, tranchées en toute clarté par le gouvernement.

*
**

Mais ce n'est pas tout. La banque centrale a aussi à jouer un rôle comme conseiller du gouvernement. Personne ne se rend mieux compte des limites de la technique purement monétaire que les dirigeants des banques centrales. A deux reprises, Mr C.F. Cobbold, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, a fait allusion à cette question et dans des termes sensiblement analogues, dans les allocutions qu'il a prononcées au banquet du Lord Maire. Le 14 octobre 1953 notamment il a déclaré :

« L'importance attachée aux modifications de taux d'intérêt et à l'efficacité de ces modifications depuis dix-huit mois comporte un danger — à savoir qu'on attende trop ou qu'on exige trop de la politique monétaire. A l'heure actuelle, le niveau des dépenses publiques, directes et indirectes, de l'Etat ou des collectivités locales est un facteur dominant dans la situation économique. La politique moné-

taire ne peut être efficace que si elle est soutenue par la politique financière générale du Gouvernement et en harmonie avec elle. »

Mr Mc Chesney Martin, Président du Conseil des Gouverneurs du Système de Réserve Fédérale, a exprimé la même idée lorsqu'il a déclaré au début de cette année que la politique monétaire à la disposition de la banque centrale, si elle est indiscutablement « puissante », n'est pas « toute puissante ».

Dans une économie moderne, les décisions des pouvoirs publics ont nécessairement des conséquences décisives pour l'orientation de l'économie et l'avenir de la monnaie. Le Gouverneur de la Banque d'Angleterre a fait allusion aux dépenses publiques. On citera également les décisions en matière de budget, de gestion de la dette publique, de fiscalité, de protection douanière, de soutien de certains prix, notamment agricoles.

Il est clair que la politique monétaire subit le contre-coup de toutes ces mesures et il importe par conséquent au plus haut point que leurs incidences monétaires soient sérieusement étudiées et surtout perçues clairement en temps utile.

La solution la plus rationnelle serait que la banque centrale se trouve en position de conseiller naturel du gouvernement dans ce domaine, et pour le moins en mesure d'appeler en temps utile son attention sur les conséquences monétaires des dispositions qu'il envisage de prendre sur le plan économique.

Les divers aspects de l'action économique ne peuvent être séparés et l'aspect monétaire, s'il n'est pas le seul, est en tout cas l'un des plus importants.

Une coopération étroite et permanente entre les autorités responsables de l'orientation générale de la politique économique et financière et les dirigeants de la banque centrale est devenue une nécessité qu'il est impossible d'esquiver, aussi bien par un retour à une « indépendance » absolue qui ne correspondrait plus aux réalités si elle signifiait l'isolement de la banque centrale, que par la solution simpliste d'une banque centrale aveuglément aux ordres du Trésor.

*
**

Certains penseront qu'en conférant à la banque centrale une liberté d'action suffisante pour remplir objectivement sa mission et en prenant son avis sur l'incidence monétaire des mesures qui sont du ressort direct de l'action gouvernementale, les autorités politiques risquent d'imposer à cette action une limitation excessive et de subir ce qu'on appelle dans un sens péjoratif la « dictature de la monnaie ». Ce serait là une grave erreur et qu'il est indispensable de dissiper si l'on veut organiser une action économique rationnelle. En fait les pouvoirs publics n'aliènent aucune liberté d'action s'ils organisent d'une manière appropriée une étroite coopération entre autorités politiques et autorités monétaires. Ils ne s'imposent, ce faisant, aucune

autre limitation que celle de tenir compte des réalités, des réalités monétaires comme des autres.

Sans doute il existe aux problèmes d'une économie moderne beaucoup de solutions possibles, même si l'on exclut celles qui exigeraient en fait pour être efficaces un Etat totalitaire. Il appartient au pouvoir politique de choisir les solutions fiscales, commerciales, financières qui répondent au mandat qu'il a reçu du pays. Mais il est bien rare que les grandes lignes de la politique monétaire ne soient pas imposées par les faits. C'est pourquoi en pratique le choix entre les différentes politiques monétaires possibles est beaucoup plus limité qu'on ne croit. En fait il n'y a guère souvent à choisir qu'entre une bonne et une mauvaise politique monétaire.

Si donc les pouvoirs publics et l'opinion ont conscience qu'une bonne monnaie est — comme elle est indubitablement — la base même de toute expansion économique et de tout progrès social durable, ils n'ont rien à perdre et tout à gagner en se protégeant contre les erreurs fatales que pourrait leur faire commettre une connaissance inexacte ou incomplète de la situation monétaire.

L'expérience prouve qu'en ce domaine les erreurs se paient très cher et exigeront demain des mesures de redressement beaucoup plus sévères que les mesures de simple prudence qui, prises à temps, auraient été suffisantes.

Il est d'ailleurs un autre aspect de la question qu'on ne soulignera jamais trop.

Il existe une contradiction fondamentale entre la prétention d'organiser l'action des pouvoirs publics en les affranchissant des soi-disant « servitudes périmées » de la discipline monétaire et la nécessité pourtant évidente du monde moderne (et que personne ne conteste, du moins en principe) de briser les étroites frontières du nationalisme économique.

S'il est un fait établi à l'évidence par toutes les expériences d'après-guerre, c'est bien le lien — souvent nié mais toujours aussi fort — qui relie la politique financière et monétaire à l'intérieur avec l'évolution de la balance extérieure des comptes et celle des réserves monétaires. Ni la gestion — si habile soit-elle — des « budgets de devises », ni les artifices d'accords de paiement complexes et de réglementations arbitraires des changes ne peuvent — l'expérience le prouve — remplacer un redressement fondamental de la politique monétaire lorsque celui-ci est devenu indispensable. Tout au plus ces méthodes peuvent-elles retarder quelque temps — mais au détriment du pays et de la masse de la population — les décisions inévitables.

Si, au contraire, la politique générale est fondée sur une technique monétaire saine poursuivie avec la fermeté et la flexibilité nécessaires, on s'aperçoit très vite que les restrictions artificielles deviennent plus nuisibles qu'utiles et la voie se trouve largement ouverte à la suppression des restrictions et à une participation active et de plus en plus libre aux

échanges internationaux. La prétendue nécessité de protéger une monnaie affaiblie par une fausse politique est le prétexte constant d'un protectionnisme toujours en quête d'alibis.

Organiser d'une manière appropriée les relations entre autorités politiques et autorités monétaires, c'est poser en pratique et non pas en théorie les fondements d'une intégration économique durable de toutes les nations.

*
**

Il ne m'est naturellement pas possible ce soir de tirer d'une manière détaillée les conséquences pratiques de ces nécessités fondamentales, et d'ailleurs une analyse plus complète exigerait une étude des conditions techniques propres à chaque pays, que nous ne pouvons entreprendre ici.

Mais je voudrais cependant conclure par une remarque sur un point important.

Si une politique monétaire rationnelle ne peut être conçue et menée d'une manière arbitraire et si, avec ou sans étalon-or, la gestion financière à l'intérieur ne peut être séparée de celle des réserves de change et de l'orientation de la balance extérieure, il est clair que pour les autorités monétaires comme pour les dirigeants des banques commerciales, se pose un problème essentiel de *liquidité*, un problème de relation entre leurs engagements et leurs réserves. La banque d'émission se trouve au centre du système comme réserve centrale de liquidité à l'intérieur et responsable des réserves de liquidité à l'extérieur.

C'est pourquoi son action est une action bancaire; non une action administrative et encore moins bureaucratique. C'est pourquoi les principes de cette action ne se laissent pas enfermer dans des règles simplistes, que celles-ci définissent le nombre de signatures que doit comporter le papier escomptable ou les autorisations exigées de tels ou tels organes gouvernementaux.

Quels que soient le régime légal ou les dispositions statutaires, il y aura toujours un facteur essentiel : l'autorité morale que les dirigeants de la banque centrale auront su acquérir par leur compétence technique, leur abstention systématique de toute ingérence dans le domaine politique, l'objectivité indiscutable de leur action et de leurs avis dans leurs rapports tant avec les pouvoirs publics qu'avec les institutions bancaires particulières.

C'est certes une tâche redoutable que de diagnostiquer et combattre en temps utile les tendances dangereuses qui pourraient entraîner le pays dans une inflation ou une déflation plus tard incontrôlable. Il est extrêmement délicat de faire le départ entre, d'une part, les fluctuations normales et les réactions saines d'une économie qui doit toujours demeurer flexible et capable de s'adapter au progrès et, d'autre part, les symptômes d'un déséquilibre qu'il faut au contraire combattre sans attendre qu'il s'aggrave.

La responsabilité de la banque centrale est d'autant plus grande que les autorités monétaires sont en fait souvent les seules qui puissent avoir un jugement objectif. Les recherches récemment faites sur l'opinion et les phénomènes économiques montrent l'écart impressionnant qui existe entre les idées couramment reçues dans le public (et qui influencent nécessairement les autorités politiques) et les faits tels qu'ils peuvent être scientifiquement établis après coup. La banque centrale, moins sensible à ces influences, doit étudier les problèmes monétaires en toute objectivité et veiller à ce qu'il soit tenu compte des conclusions auxquelles elle a abouti.

C'est précisément parce qu'il est extrêmement difficile de tirer des conclusions correctes d'une masse d'éléments d'informations souvent contradictoires et dépendant largement des réactions humaines, que la gestion d'une banque centrale s'apparente beaucoup plus à un art qu'à une science exacte, si perfectionnés que soient les moyens modernes d'investigation.

A ce point de vue, une connaissance approfondie non seulement des problèmes intérieurs mais de ceux des autres pays, un contact intime et permanent avec les dirigeants des autres banques centrales sont des facteurs de première importance.

Il me sera sans doute permis de remarquer que la Banque des Règlements Internationaux a été

précisément fondée pour maintenir ces contacts et organiser une coopération pratique permanente entre les banques centrales européennes, à l'écart de toutes considérations politiques.

De Bâle nous avons été en mesure d'observer la curieuse évolution des idées depuis 25 ans à l'égard du rôle de la politique monétaire et des banques centrales. Dans l'ensemble, celles-ci disposent de moyens plus sûrs, sont mieux organisées et collaborent entre elles plus étroitement qu'autrefois. Les progrès sont donc réels. Mais le niveau actuel des dépenses publiques réduit l'importance du secteur sur lequel l'intervention de la banque centrale est précisément la plus efficace, c'est-à-dire le secteur privé. En ce qui concerne le secteur public, le financement des déficits budgétaires pèse souvent lourdement sur l'ensemble du système bancaire. Dans une telle conjoncture, la banque centrale doit, pour assurer l'intégrité de sa monnaie, faire preuve d'une grande fermeté. Dès lors la question de l'autorité de la banque centrale et son droit à une véritable indépendance de jugement prennent une importance toute particulière. Tant que les dépenses publiques se maintiendront à un niveau très élevé, il restera bien des problèmes à résoudre. Leur solution exigera beaucoup de réflexion et de vigilance, non seulement des autorités responsables mais aussi de tous ceux qui sont en mesure de constituer une opinion éclairée en matière de politique monétaire.

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de janvier 1955. Il y lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

De Belgische geld- en kapitaalmarkt in September en October 1954. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, n° 1956, 1^{er} décembre 1954, p. 962.*)

De Belgische geld- en kapitaalmarkt in November 1954. (*Economisch-Statistische Berichten, n° 1961, 12 janvier 1955, pp. 32-34.*)

JANSSEN A.E., Bruxelles : centre financier. (*Revue commerciale, Bruxelles, n° 1, janvier 1955, pp. 9-12.*)

La vente à tempérament, rapport du groupe de travail constitué au sein de Fabrimétal. (*Fabrimétal, Bruxelles, n° 448, 24 janvier 1955, pp. 43-50.*)

Le crédit professionnel et artisanal. (*Vita, Revue bimensuelle de la Confédération de l'alimentation belge, Bruxelles, n° 2, 31 janvier 1955, pp. 67-69.*)

Progrès et innovation dans le domaine de la vente à tempérament. (*Confédération internationale du crédit populaire, Paris, n° 11, octobre 1954, pp. 12-15.*)

VAN GRONSVELD J., De voorschotten van de Nationale Bank aan de Schatkist en de invloed van de kredietverlening aan de E.B.U. (*Economica Documentatie, Louvain, IV, n° 6, 1954, pp. 249-264.*)

2. BOURSE — EPARGNE

De Belgische geld- en kapitaalmarkt in September en October 1954. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, n° 1956, 1^{er} décembre 1954, p. 962.*)

De Belgische geld- en kapitaalmarkt in November 1954. (*Economisch-Statistische Berichten, n° 1961, 12 janvier 1955, pp. 32-34.*)

DE RIDDER V., Encore les investissements. A propos d'une statistique récente. (*Bulletin d'information du Comité national pour le développement de l'épargne mobilière, Bruxelles, n° 22, février 1955, pp. 3-15.*)

Het particulier sparen in Belgisch-Kongo en Ruanda-Urundi. (*V.E.V.-Berichten, Anvers, n° 2, 31 janvier 1955, pp. 211-215.*)

JANSSEN A.E., Bruxelles : centre financier. (*Revue commerciale, Bruxelles, n° 1, janvier 1955, pp. 9-12.*)

Le marché belge des actions en 1954. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, X, n° 2, 9 janvier 1955, pp. 9-10; 14-16.*)

Le marché belge des obligations en 1954. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, X, n° 5, 30 janvier 1955, pp. 33-34; 38-40.*)

VLOEBERGHS M.H., Werkloosheid, tewerkstelling en investeringen in Vlaanderen. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, I, n° 5, 1955, pp. 318-331.*)

3. PRIX — SALAIRES

Les prix imposés : La position de la Fédération des industries belges. (*Bulletin de la Fédération des industries belges, Bruxelles, n° 3, 20 janvier 1955, pp. 169-177.*)

REY J., Les prix belges. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 163, novembre-décembre 1954, pp. 875-878.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

DELMOTTE L., Rond onze buitenlandse schuld. (*V.E.V.-Berichten, Anvers, n° 2, 31 janvier 1955, pp. 187-194.*)

Le budget pour 1955. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, X, n° 4, 23 janvier 1955, pp. 25-26, 31-32.*)

Le portefeuille du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. (*Bulletin de la Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi, Bruxelles, III, n° 12, décembre 1954, pp. 485-497.*)

Le régime fiscal néerlandais et belge. (*Vita, Revue bimensuelle de la Confédération de l'alimentation belge, Bruxelles, n° 1, 15 janvier 1955, pp. 7-9.*)

Les finances communales d'après les comptes de l'exercice 1951 et les budgets de l'exercice 1953. (*Bulletin de statistiques, Ministère des Affaires Economiques, Bruxelles, n° 1, janvier 1955, pp. 166-189.*)

L'évolution des finances communales depuis la réforme du 24 décembre 1948. (*Crédit communal de Belgique, Bruxelles, IX, n° 31, janvier 1955, pp. 1-12.*)

VAN GRONSVELD J., De voorschotten van de Nationale Bank aan de Schatkist en de invloed van de kredietverlening aan de E.B.U. (*Economica Documentatie, Louvain, IV, n° 6, 1954, pp. 249-264.*)

5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT

DE BEER E., La société nationale des habitations à bon marché. (*L'Habitation, Bruxelles, VII, n° 9-10, novembre-décembre 1954, pp. 565-584.*)

Le crédit professionnel et artisanal. (*Vita, Revue bimensuelle de la Confédération de l'Alimentation belge, Bruxelles, n° 2, 31 janvier 1955, pp. 67-69.*)

THOMAS A., Het Delcredere steunt de export. (*V.E.V.-Berichten, Anvers, n° 2, 31 janvier 1955, pp. 119-135.*)

6. REEQUIPEMENT — LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

RAEMAEKERS J., Seizoenwerkloosheid. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles*, n° 11-12, novembre-décembre 1954, pp. 1049-1089.)

VLOEBERGHES M.H., Werkloosheid, tewerkstelling en investeringen in Vlaanderen. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles*, I, n° 5, 1955, pp. 318-331.)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Another chapter in the story of gold. (*Midland Bank Review, Londres*, février 1955, pp. 1-5.)

DAVIN L., Défense et illustration de l'Union Européenne de Palements. (*Revue de Science et de Législation financière, Paris*, n° 1, janvier-mars 1955, pp. 77-91.)

DESJACQUES P., Convertibilité monétaire et solidarité internationale. (*Les cahiers de Bruges, Bulletin trimestriel du Collège de l'Europe, Bruges*, IV, n° 4, décembre 1954, pp. 290-302.)

EINZIG P., Soviet Gold. (*The commercial and financial chronicle, New York*, n° 5390, 30 décembre 1954, p. 15.)

GALLARATI SCOTTI T., Le problème de la convertibilité. (*Société belge d'études et d'expansion, Liège*, n° 163, novembre-décembre 1954, pp. 1.009-1.012.)

HARTOG F. Dr., Het convertibiliteitseffect. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam*, n° 1961, 12 janvier 1955, pp. 25-27.)

KACKENHOFF G., Konvertierbarkeit bleibt Ziel. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt*, n° 3, 1^{er} février 1955, pp. 96-98.)

ROBERTSON D., La convertibilidad. (*Moneda y credito, Madrid*, n° 50, septembre 1954, pp. 15-27.)

SCHASSMANN W., Die Zahlungsbilanzschwierigkeiten Westeuropas nach dem II. Weltkrieg insbesondere gegenüber den U.S.A. (*Polygraphischer Verlag, Zurich*, 1954, 201 p.)

8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX

Le régime fiscal néerlandais et belge. (*Vita, Revue bimensuelle de la Confédération de l'alimentation belge, Bruxelles*, n° 1, 15 janvier 1955, pp. 7-9.)

Revaluation of the Dutch florin? (*The Statist, Londres, CLXL*, n° 4008, 1^{er} janvier 1955, pp. 14-15.)

TINBERGEN J., Was 1954 inflatoir? (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam*, n° 1956, 1^{er} décembre 1954, pp. 949-952.)

9. PLAN SCHUMAN

Accord concernant les relations entre la C.E.C.A. et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. (*C.E.C.A., Luxembourg*, 21 décembre 1954, 20 p.)

BERTRAND F., Het steenkolenvraagstuk in België. (*Tijdschrift voor Politiek, Bruxelles*, n° 6, 31 décembre 1954, pp. 559-569.)

DELMER A., Les transports présents et futurs de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. (*Bulletin de la Société Belge d'Etudes géographiques, Louvain, XXIII*, n° 2, 1954, pp. 169-186.)

Die Kostenstruktur im Stahl- und Eisenbau. Ergebnisse der Kostenstrukturerhebung 1950. (*Statistische Berichte, Wiesbaden*, n° 11/7/8, 8 janvier 1955, pp. 1-13.)

HOUSE J.W., La Grande-Bretagne et la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. (*Revue des Sciences économiques, Liège*, n° 100, décembre 1954, pp. 179-204.)

The future of the Schuman plan. (*The Statist, Londres*, n° 4013, 5 février 1955, pp. 186-187.)

10. GENERALITES

FALK A., De ekonomische toestand van België in 1953 en 1954. (*Tijdschrift voor Politiek, n° 6*, 31 décembre 1954, pp. 606-624.)

MASOIN M., Chronique économique. (*La Revue politique, Bruxelles*, n° 6, 31 décembre 1954, pp. 558-567.)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté royal du 10 décembre 1954

modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1954 coordonnant et modifiant les arrêtés relatifs aux statistiques annuelles de la production industrielle. (Moniteur du 8 janvier 1955, p. 71).

Arrêté royal du 24 janvier 1955

prorogeant la Commission des Prix (Moniteur des 31 janvier - 1^{er} février 1955, p. 473).

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Loi du 27 décembre 1954

contenant le budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1954 (Moniteur du 9 janvier 1955, p. 79).

Loi du 30 décembre 1954

contenant le budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954 (Moniteur du 19 janvier 1955, p. 234).

Loi du 28 décembre 1954

contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1955 - Errata (Moniteur du 7 janvier 1955, p. 57).

Arrêté royal du 8 janvier 1955

autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 450 millions de francs (Moniteur du 29 janvier 1955, p. 428).

Loi du 28 décembre 1954

contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1954 (Moniteur du 14 janvier 1955, p. 150).

Arrêté royal du 31 janvier 1955

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur des 31 janvier - 1^{er} février 1955, p. 470).

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté royal du 28 décembre 1954

relatif à la répartition d'un crédit entre les planteurs de tabac (Moniteur du 8 janvier 1955, p. 66).

V — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté royal du 8 janvier 1955

rendant obligatoire la décision en date du 27 octobre 1954 de la Commission paritaire nationale de l'industrie transformatrice du bois, relative à l'octroi de congé à l'occasion d'événements particuliers aux ouvriers occupés dans les entreprises relevant de la même commission (Moniteur du 20 janvier 1955, p. 261).

Arrêté royal du 8 janvier 1955

rendant obligatoire la décision en date du 17 juin 1954 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de graviers et sables exploitées à ciel ouvert des provinces de Limbourg, d'Anvers, de la Flandre occidentale et de la Flandre orientale, relative à l'octroi de congé à l'occasion d'événements particuliers aux ouvriers occupés dans les entreprises relevant de la même commission (Moniteur du 26 janvier 1955, p. 368).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 17 janvier 1955

relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises (Moniteur du 20 janvier 1955, p. 265).

Article 1^{er}. — § 1. L'importation et l'exportation de toutes marchandises sont soumises à licence.

Toutefois, les Ministres peuvent, dans les limites de leur compétence respective, suspendre pour les marchandises qu'ils désignent l'application de cette mesure. Ils peuvent limiter cette suspension aux marchandises en provenance ou à destination des pays qu'ils déterminent.

§ 2. Le transit n'est soumis à licence que pour les marchandises désignées par le Ministre des Affaires économiques. Le Ministre peut limiter cette mesure aux marchandises en provenance ou à destination des pays qu'il détermine.

Art. 2. — Les licences indiquent nominativement les personnes physiques ou morales à qui elles sont destinées. Il est interdit de les céder ou d'en accepter la cession.

Art. 3. — Les licences sont datées; elles font mention du délai de leur validité.

Art. 4. — Les demandes de licences ne sont recevables qu'à la condition que le demandeur certifie sincères et véritables les déclarations contenues dans sa demande.

Art. 5. — § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 20 décembre 1897, modifié par la loi du 30 juin 1951, sont nulles :

1° les licences obtenues à la suite de demandes contenant de fausses déclarations;

2° les licences utilisées pour couvrir d'autres opérations que celles pour lesquelles elles ont été délivrées;

3° les licences dont les conditions fixées au moment de leur octroi ne sont pas respectées par leurs titulaires.

§ 2. Le titulaire d'une licence nulle est tenu de renvoyer

immédiatement celle-ci à l'Office central des contingents et licences.

§ 3. L'Administration des Douanes et Accises est habilitée à retenir les licences nulles qui lui seraient présentées.

Art. 6. — Les infractions au présent arrêté et à ses arrêtés d'exécution sont punies conformément aux articles 1^{er} et 4 de la loi du 20 décembre 1897 relative à la répression de la fraude en matière d'importation, d'exportation et de transit de marchandises prohibées, modifiée par la loi du 30 juin 1951 concernant les douanes et accises.

Art. 7. — L'arrêté du Régent du 15 décembre 1944 relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifié par les arrêtés du Régent du 13 novembre 1945 et du 29 juin 1946, est abrogé.

Art. 8. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. — Notre Ministre des Affaires Etrangères, Notre Ministre de l'Agriculture, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre du Commerce Extérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté royal du 24 janvier 1955

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 29 janvier 1955, p. 429).

Arrêté ministériel du 27 janvier 1955

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 29 janvier 1955, p. 434).

Arrêté ministériel du 27 janvier 1955

réglant l'application des franchises en matière de douane (Moniteur du 29 janvier 1955, p. 434).

Arrêté royal du 31 janvier 1955

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur des 31 janvier - 1^{er} février 1955, p. 470).

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 28 décembre 1954

rendant obligatoires les décisions du 24 février 1954 de la Commission paritaire nationale de l'Industrie des cuirs et peaux concernant la fixation des salaires minimums dans l'industrie de la maroquinerie, articles de voyage, selleries et équipements militaires, ainsi que le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail du royaume (Moniteur des 24-25 janvier 1955, p. 339).

Arrêté royal du 11 janvier 1955

rendant obligatoires les décisions du 31 mai 1954 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de la province de Liège concernant le rattachement des salaires contractuels à l'index-number des prix de détail et à l'octroi de congé à l'occasion d'événements particuliers (Moniteur du 26 janvier 1955, p. 370).

X — LEGISLATION SOCIALE (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté royal du 20 décembre 1954

fixant le taux des loyers des logements appartenant aux sociétés agréées par la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché ou à la Société nationale elle-même - Erratum (Moniteur du 22 janvier 1955, p. 317).

Arrêté royal du 28 décembre 1954

majorant les allocations supplémentaires octroyées par l'arrêté du Régent du 23 mai 1949, à certaines bénéficiaires de la loi du 24 juillet 1927 sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles (Moniteur des 17-18 janvier 1955, p. 216).

Arrêté royal du 28 décembre 1954

majorant les allocations octroyées par l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 à certaines victimes d'accidents du travail (Moniteur des 17-18 janvier 1955, p. 214).

Arrêté royal du 28 décembre 1954

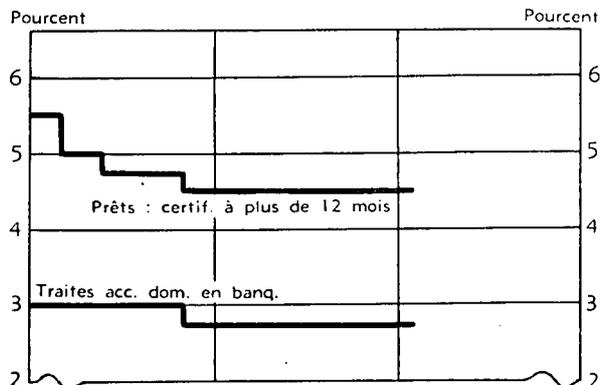
majorant les allocations octroyées par l'arrêté royal du 10 avril 1954, à certaines catégories de victimes d'accidents du travail survenus aux gens de mer (Moniteur des 17-18 janvier 1955, p. 217).

Arrêté royal du 22 janvier 1955

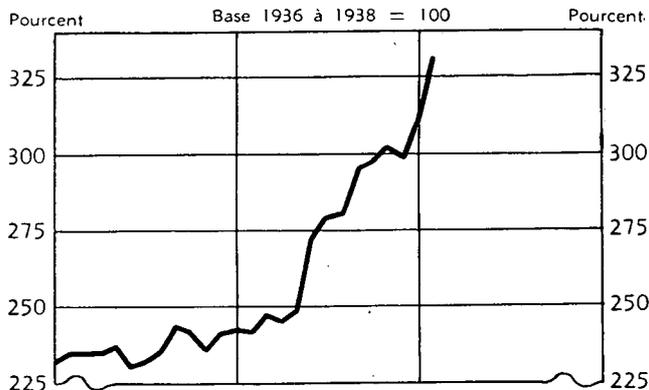
modifiant l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 concernant l'organisation de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité (Moniteur des 24-25 janvier 1955, p. 342).

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

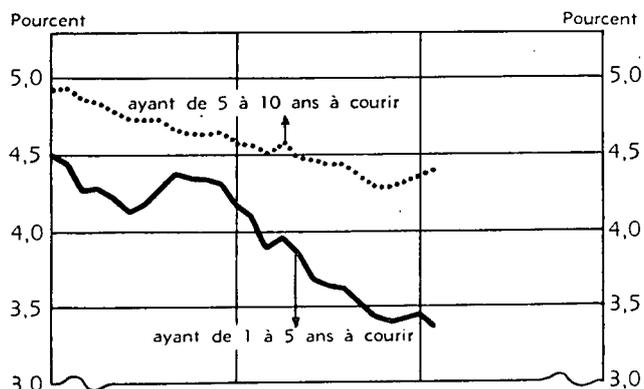
B.N.B. - TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS



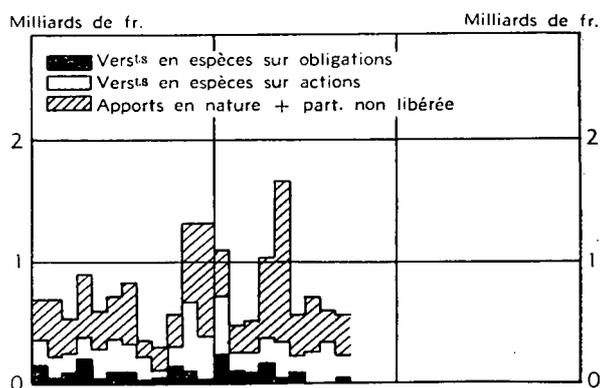
INDICE GENERAL DES ACTIONS



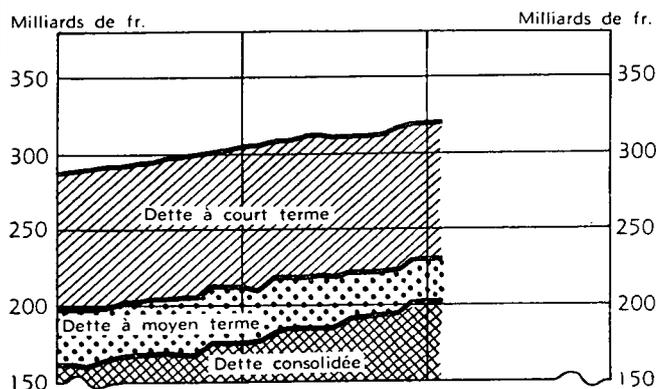
RENDEMENTS D'OBLIGATIONS (1)



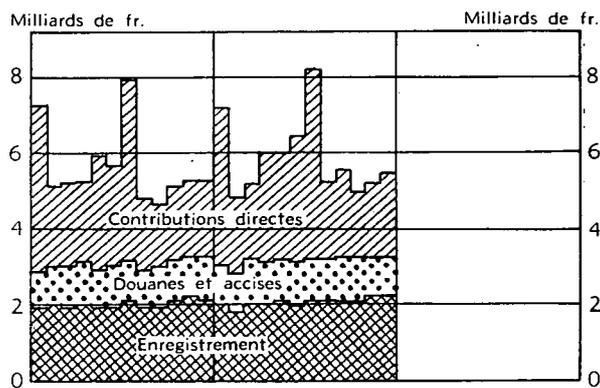
EMISSIONS DE CAPITAUX



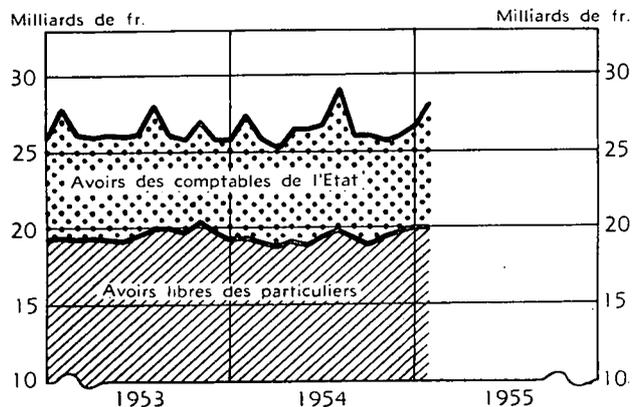
DETTE PUBLIQUE



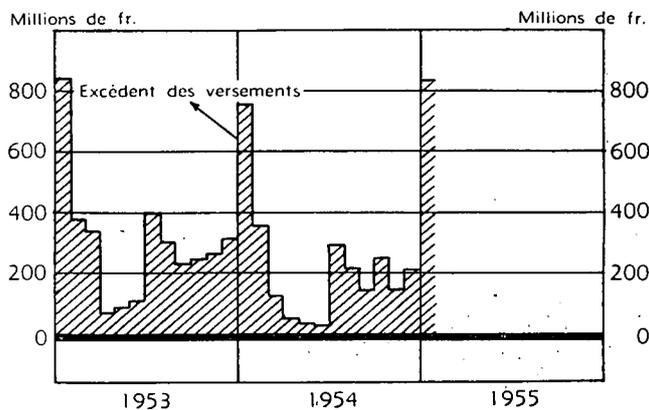
RECETTES FISCALES



AVOIRS A L'OFFICE DES CHEQUES POSTAUX

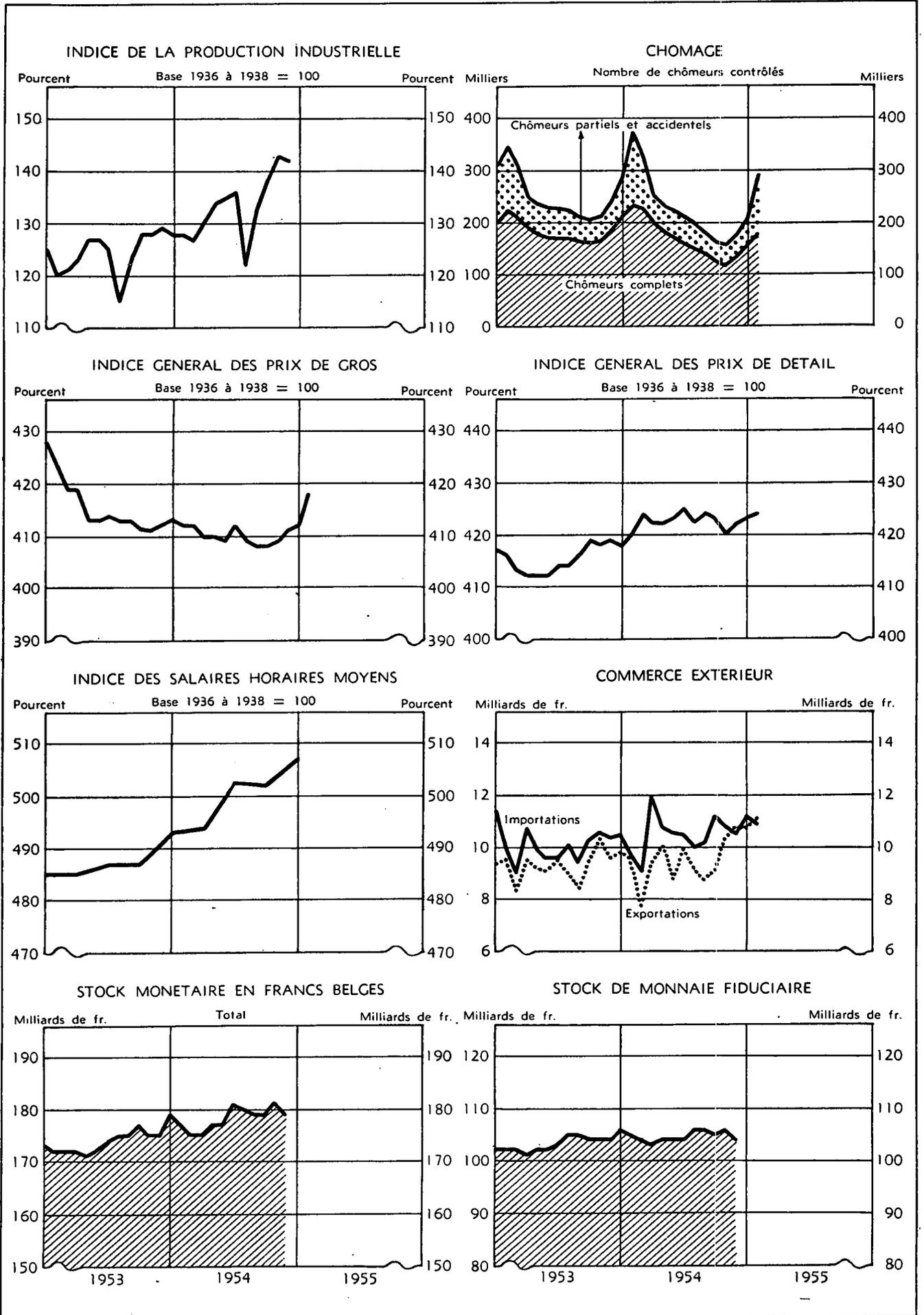


CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE



(1) Bons de caisse 4 1/2 % (parastataux) dont l'Etat garant. l'intérêt et l'amort.

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE



STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

MARCHE DE L'ARGENT

I. — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

Epoques	Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique										Call-Money		
	Escompte				Prêts et avances sur ¹ *						Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arrêtés 22-8-53 et 26-7-52)	En chambre de compensation	Hors compensation
	Traites acceptées domiciliées en banque Warrants et acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à courir	Certificats ayant maximum 6 mois à courir	Certificats ayant maximum 12 mois à courir	Certificats à plus de 12 mois et emprunts à moyen terme	Autres effets publics				
1953 Moyenne	2,96	3,46	4,46	4,89	2,—	2,1875	2,375	4,89	4,89	3,34	1,25	1,25	
1954 Moyenne ...	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75 ²	1,25	1,25	
1953 Novembre ...	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75 ³	1,25	1,25	
1954 Janvier	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Février	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Mars	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Avril	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Mai	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Juin	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Juillet	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Août	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Septembre ...	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Octobre	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25	
Novembre ...	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25	
Décembre ...	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25	
1955 Janvier	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25	

¹ Depuis le 15 avril 1954 la Banque Nationale de Belgique admet en nantissement d'avances en compte courant et de prêts à court terme, les certificats de trésorerie spéciaux U.E.P. Les taux de ces opérations s'élèvent respectivement à 2,50 %, 2,80 %, 3,20 % et 3,50 % pour les certificats émis à 6, 12, 18 et 24 mois.

² Moyenne des neuf premiers mois.

* Quantité de l'avance au 31 janvier 1955 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	max. 95 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	max. 90 %
Certificats de trésorerie émis à plus de 12 mois	90 %	Certificats de trésorerie 4 %, à 5 ans 1954	90 %
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1951 à 10 ou 15 ans	90 %	Certificats de trésorerie 3,75 % à 5 ans 1954	90 %
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1952 à 10 ans	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	90 %
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1952-1964, à 12 ans	90 %	Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 3 ½ % à 15 ans au plus 1942	90 %	Obligations 3 ½ % de l'Assainissement Monétaire 2 ^e série ...	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 20 ans au plus 1948	90 %	Obligations 3 ½ % de l'Assainissement Monétaire 3 ^e série ...	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1947	90 %	Autres effets publics	80 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1948	90 %	Certificats de trésorerie spéciaux U.E.P.	50 %

II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

Epoques	Banques — Comptes de dépôts à *					Caisse générale d'Epargne (dépôts sur livrets)		
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusqu'à 75.000 fr.	75.001 à 150.000 fr.	au delà de 150.000 fr.
1953 Moyenne	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954 Moyenne	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1953 Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50

* Moyenne de quatre banques.

¹ Depuis le 1^{er} janvier 1955 le taux d'intérêt a été modifié comme suit : 3 % jusqu'à 100.000 fr.; 1,50 % de 100.001 à 150.000; 0,50 % au delà de 150.000 fr.

III. — L'argent au jour le jour
(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés		
	par des organismes compensateurs		Total	par des organismes non compensateurs ²	en compensation ³	hors compensation ⁴
	Banques de dépôts	Autres organismes ¹				
1953	2.378	694	3.072	2.319	2.996	2.395
1954	2.930	422	2.752	2.584	2.731	2.605
1954 Mai	2.322	418	2.740	2.541	2.740	2.541
Juin	2.380	118	2.498	2.114	2.498	2.114
Juillet	2.138	127	2.265	1.665	2.265	1.665
Août	2.003	318	2.321	2.522	2.321	2.522
Septembre	2.121	277	2.398	2.747	2.398	2.747
Octobre	2.364	280	2.644	2.890	2.553	2.981
Novembre :	2.548	187	2.735	3.633	2.631	3.737
Décembre :	2.220	211	2.431	2.997	2.431	2.997
1955 Janvier	2.167	479	2.646	2.642	2.646	2.642
7 au 13	2.288	275	2.563	2.869	2.563	2.869
14 au 20	1.916	730	2.646	2.629	2.643	2.632
21 au 27	1.964	593	2.557	2.653	2.557	2.653
28 au 3/2	1.975	439	2.414	3.197	2.414	3.197
Février						
4 au 10	1.813	512	2.325	3.559	2.325	3.559

¹ Notamment le Crédit Communal de Belgique et la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

² Notamment la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et l'Office National de Sécurité Sociale.

³ Notamment l'Institut de Réescampte et de Garantie et l'Office National du Ducroire.

⁴ Notamment le Fonds des Rentes et l'Office Central de Crédit hypothécaire.

Cours des métaux précieux¹

Moyennes journalières	Londres ¹		Bombay ²	
	Or en sh. et d. par oz. fin	Or Conversion en sh. et d. par oz. fin	Or Conversion en pence par oz. fin	Argent Conversion en pence par oz. fin
1953			345/9	75
1954	249/9½ ⁴		350/11	76
1953 Novembre			330/3	73
Décembre			326/6	73
1954 Janvier			339/9	75
Février			347/5	78
Mars	248/4½ ²		356/0	79
Avril	248/8½		371/9	82
Mai	248/10½		365/6	79
Juin	248/10½		341/0	75
Juillet	248/11½		340/0	74
Août	249/2		351/6	74
Septembre	250/5½		349/11	75
Octobre	250/9½		350/9	76
Novembre	250/10½		353/0	76
Décembre	251/4½		350/7	74
1955 Janvier	251/7		361/3	76

¹ Prix de l'oz d'or fin : 1o) à New-York : 85 \$ depuis le 1er février 1954; 2o) à Londres : 248 sh. du 18 sept. 1949 au 19 mars 1954. — Réouverture du marché libre de l'or le 22 mars 1954.

² Moyenne du 22 au 31 mars 1954.

³ Cotations originales en roupies et annas respectivement par fine tola et par 100 fine tolas.

⁴ Moyenne des 9 derniers mois.

MARCHE DES CHANGES

I. — Cours officiels, au 31 janvier 1955, fixés par la Banque Nationale de Belgique en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil¹⁰¹
(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)
(francs belges)

Devises	Cours contractuel	Transferts	
		Cours acheteur	Cours vendeur
100 francs congolais	—	100,—	100,—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—
100 couronnes tchécoslovaques	694,44225	692,50	696,50

II. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles¹⁰²
(francs belges)

Moyennes	1 franc suisse	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ canadien	1 Livre Sterling	100 Escudos	1 fl. P.B.	1 Cr. suéd.	1 Cr. dan.	1 D. M.	1 Cr. norv.
1953	11,47	49,96	14,27	50,81	140,14	174,04	13,19 ¹	9,67 ²	7,24 ³	11,97 ⁴	6,99 ⁵
1954	11,46	50,05	14,27	51,44	140,05	174,04	13,18	9,64	7,21	11,94	7,—
1953 Novembre	11,48	49,85	14,30	50,99	140,24	174,05	13,17	9,70	7,23	11,97	
Décembre	11,45	49,87	14,28	51,26	140,00	174,05	13,17	9,66	7,22	11,97	6,99 ⁵
1954 Janvier	11,46	49,95	14,29	51,34	139,92	174,08	13,18	9,65	7,23	11,97	6,99
Février	11,45	49,91	14,25	51,62	139,76	174,07	13,16	9,63	7,21	11,94	6,99
Mars	11,47	50,18	14,24	51,71	139,99	174,05	13,16	9,63	7,21	11,95	7,00
Avril	11,50	50,32	14,27	51,23	140,62	174,04	13,20	9,66	7,23	11,97	7,03
Mai	11,49	50,22	14,27	51,03	140,65	174,04	13,22	9,67	7,23	11,96	7,03
Juin	11,49	49,90	14,29	50,85	140,46	174,04	13,21	9,69	7,22	11,96	7,02
Juillet	11,49	49,97	14,28	51,27	140,26	174,04	13,20	9,66	7,22	11,96	7,01
Août	11,47	50,01	14,25	51,55	139,93	174,04	13,17	9,64	7,21	11,94	6,99
Septembre	11,46	49,99	14,31	51,56	139,91	174,03	13,18	9,65	7,20	11,92	6,99
Octobre	11,44	50,05	14,28	51,62	139,93	174,03	13,17	9,63	7,20	11,90	6,99
Novembre	11,41	50,04	14,24	51,64	139,74	174,03	13,16	9,60	7,19	11,87	6,98
Décembre	11,39	50,10	14,24	51,77	139,49	174,02	13,17	9,60	7,19	11,86	6,97
1955 Janvier	11,38	50,10	14,28	51,87	139,35	174,03	13,17	9,60	7,19	11,86	6,96

¹ Moyenne du 26 janvier au 31 décembre 1953. — ² Moyenne du 23 février au 31 décembre 1953. — ³ Moyenne du 18 mai au 31 décembre 1953. — ⁴ Moyenne du 4 mai au 31 décembre 1953. — ⁵ Moyenne du 14 au 31 décembre 1953.

MARCHE DES CAPITAUX

I. — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

Désignation des titres	Cotation pour	Cours au				
		1er oct. 1954	2 nov. 1954	1er déc. 1954	4 janvier 1955	1 février 1955
I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge (Intérêts à bonif.)						
Dette 3 ½ %, 1937 ^{1 2}	100,—	83,60	84,05	84,20	84,50	84,80
Dette 3 ½ %, 1943 ^{1 2}	100,—	84,90	84,85	85,05	85,50	86,20
Dette unifiée 4 % ^{1 2}	100,—	94,70	94,95	95,05	95,25	95,95
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 ²	100,—	91,80	91,70	91,80	92,10	93,05
Emprunt 4 ½ %, 1951 ²	100,—	101,60	100,90	100,55	100,60	100,85
Emprunt 4 ½ %, 1952, à 10 ans ²	100,—	101,80	101,20	101,—	101,25	101,25
Emprunt 4 ½ %, 1952-1964, à 12 ans ²	100,—	100,85	100,25	100,60	100,75	100,90
Emprunt 4 ½ %, 1953, à 20 ans ²	100,—	99,65	99,50	99,35	99,60	100,25
Emprunt 4 ½ %, 1953-1968, à 15 ans ²	100,—	99,75	99,30	99,25	99,55	100,10
Emprunt 4 ½ %, 1954-1972, à 18 ans ²	100,—	99,60	99,—	98,95	99,45	99,95
Emprunt 4 ¼ %, 1954-1974, à 20 ans ²	100,—	—	97,—	97,—	—	97,30
Certif. de Trés. à 15 ans au plus, 3 ½ %, 1942, 1 ^{re} série ^{1 2}	100,—	113,70	113,70	113,50	113,20	113,65
Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 3 ½ %, 1943, 1 ^{2 3}	100,—	108,60	108,55	108,05	108,10	108,50
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 ²	100,—	105,30	105,20	104,90	105,—	105,30
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 ²	100,—	108,20	107,70	107,35	107,40	107,60
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 ²	100,—	102,45	101,65	101,35	101,45	102,35
Certif. de Trés. à 5 ans, 4 % 1954 ²	100,—	100,75	100,70	100,40	100,40	100,50
Certif. de Trés. à 5 ans, 3 ¾ % 1954 ²	100,—	99,70	99,90	99,55	99,65	100,—
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	512,—	510,—	508,—	509,—	512,—
Emprunts à lots 1941 (4 % depuis 1951)	1.000,—	998,—	997,—	997,—	997,—	1.003,—
Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967) ²	1.000,—	1.003,—	1.006,—	1.008,—	1.013,—	1.021,—
II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat (Int. à bonif.)						
Domages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	529,—	526,—	527,—	532,—	535,—
Empr. de la Reconstr. 1 ^{re} tr. 1947 (2 %, 5 % dès 1957) ²	1.000,—	1.003,—	1.005,—	1.008,—	1.021,—	1.033,—
Empr. de la Reconstr. 2 ^e tr. 1949 (2 %, 5 % dès 1958) ²	1.000,—	1.015,—	1.015,—	1.015,—	1.017,—	1.036,—
Empr. de la Reconstr. 3 ^e tr. 1950 (2 %, 5 % dès 1960) ²	1.000,—	1.041,—	1.041,—	1.039,—	1.048,—	1.062,—
Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 % ^{1 2}	500,—	492,—	490,—	491,—	495,—	500,—
Caisse autonome des Domm. de Guerre 1 ^{re} tr. 5 % 1953 ²	100,—	102,—	101,10	101,15	101,35	102,05
Régie des Télégr. et Téléph. à 10 ans, 4 ½ %, 1952, 2 ^e s. ²	100,—	102,55	102,45	102,—	101,85	102,—
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 ½ %, 1953, 1 ^{re} s. ²	100,—	100,35	100,25	100,15	100,20	100,50
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 ½ %, 1953, 2 ^e s. ²	100,—	100,30	100,20	99,85	99,85	100,05
Régie des Télégr. et Téléph. à 20 ans, 4 ¼ %, 1954, 1 ^{re} s. ²	100,—	97,15	97,—	97,—	97,05	97,25
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 ¼ %, 1954-1974 ²	100,—	—	—	—	—	97,10
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 ½ %, 1953-1965 ²	100,—	100,75	100,65	100,40	100,60	101,—
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 ½ %, 1954-1972 ²	100,—	99,25	99,—	98,85	99,20	100,—
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1951 ²	100,—	101,60	101,55	101,05	101,20	101,60
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1952, 2 ^e s. ²	100,—	102,35	101,75	101,05	101,30	101,75
III. — Dette directe de la Colonie.						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888 ...	100,—	285,—	264,—	261,—	260,—	261,—
Intérêts à bonifier :						
Dette coloniale 1936, 4 %	100,—	93,60	93,75	93,75	93,75	93,75
Dette coloniale 1950-60, 4 % ²	100,—	99,75	99,55	99,20	99,15	100,05
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 ²	100,—	102,90	102,90	102,60	102,65	102,90

¹ Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944. — ² Titres créés après le 6 octobre 1944. — ³ Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.

II. — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

15¹

Source : Institut National de Statistique.

Dates	Indice général	Assur., banq., soc. à portéf.	Entr. immob., hypoth. et hôtel	Chemin de fer et transport par eau	Tramw., Chem. de fer vicinaux et transports	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entr. de gaz et d'électricité	Distribution d'eau	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verreries	Industrie de la construction	Ind. textiles et soieries	Entreprises coloniales	Plantations	Alimentation	Industries diverses
Indices par rapport aux cours du mois précédent																				
1955 4 janv. ...	107	109	101	104	111	104	110	106	106	110	107	111	109	111	103	110	106	133	102	103
1er février ...	100	97	101	102	102	100	101	97	104	98	98	100	99	102	103	99	99	93	100	102
Indices par rapport à la période 1936 à 1938																				
1954 1er février ...	247	277	132	319	79	125	226	47	189	260	189	215	77	95	238	158	472	52	151	285
1er mars ...	245	269	132	328	78	131	221	47	184	272	187	201	75	102	239	157	474	53	152	276
1er avril ...	255	279	137	331	75	130	220	46	181	298	188	197	77	98	244	151	512	56	154	304
3 mai ...	272	291	139	345	77	133	230	53	198	307	203	206	87	104	255	154	558	63	156	313
1er juin ...	280	302	144	351	78	143	236	56	207	322	204	200	89	106	258	153	579	57	161	305
1er juill. ...	281	298	145	340	77	145	243	61	208	317	204	208	100	133	254	149	582	57	165	309
2 août ...	296	317	148	344	79	162	256	62	220	333	214	229	104	133	271	150	610	58	173	304
1er sept. ...	297	312	151	362	85	161	261	62	221	337	212	222	110	142	274	154	608	55	175	312
1er oct. ...	302	325	155	346	82	160	247	69	217	378	214	216	115	146	279	155	629	55	175	330
2 nov. ...	298	322	151	352	83	155	232	65	216	388	209	208	122	140	275	152	620	57	178	334
1er déc. ...	310	326	151	373	80	152	222	63	228	396	213	219	140	156	277	156	669	61	192	343
1955 4 janv. ...	331	356	153	387	89	158	245	67	241	437	228	244	153	173	285	172	709	81	195	355
1er février ...	331	347	154	396	91	158	247	65	251	429	223	244	152	176	294	170	700	75	195	362

III. — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15²

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

Périodes	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1953	248	135	130	12.484	16.443	12.619	16.573
1954	249	129	127	20.654	27.191	20.783	27.318
1954 Janvier	20	10	9	1.144	1.226	1.154	1.235
Février	20	11	10	1.401	1.609	1.412	1.619
Mars	23	12	11	1.766	2.550	1.778	2.561
Avril	20	9	9	1.615	2.114	1.624	2.123
Mai	19	12	12	1.677	2.485	1.689	2.497
Juin	21	12	11	1.692	2.218	1.704	2.229
Juillet	20	10	10	1.992	2.705	2.002	2.715
Août	21	10	10	1.982	2.102	1.992	2.112
Septembre	22	11	11	1.835	2.622	1.846	2.633
Octobre	21	10	10	1.455	2.118	1.465	2.128
Novembre	19	12	12	1.784	2.397	1.796	2.409
Décembre	23	11	11	2.312	3.046	2.323	3.057
1955 Janvier	20	10	10	2.607	3.239	2.617	3.249

IV. — RENDEMENT DES TITRES A REVENU FIXE

16

1. — Dette unifiée et emprunts remboursables globalement à date fixe

Début de mois	Dette unifiée 4 %	Emprunts remboursables globalement à date fixe												
		Echéance de 1 à 5 ans								Echéance de 5 à 10 ans				Echéance de 10 à 20 ans
		Etat		Paraétatiques		Villes		Sociétés	Etat		Paraétatiques		Villes	Sociétés
		3 ½ %	4 %	4 %	4 ½ %	4 %	4 ½ %	4 ½ %	4 %	4 %	4 ½ %	4 ½ %	4 et 4 ½ %	
1953 Décembre ...	4,35	3,93	3,85	3,57	4,18	4,16	4,48	5,31	4,51	4,49	4,59	4,72	5,18	
1954 Janvier	4,33	3,84	3,74	3,29	4,10	4,03	4,32	4,97	4,49	4,46	4,55	4,67	5,10	
Février	4,32	3,65	3,34	3,78	3,88	3,96	4,01	5,16	4,38	4,32	4,50	4,54	4,99	
Mars	4,34	3,60	3,52	3,94	3,94	3,96	4,15	5,26	4,47	4,41	4,57	4,59	5,06	
Avril	4,32	3,58	3,40	3,62	3,84	3,94	4,07	4,69	4,43	4,36	4,49	4,58	5,14	
Mai	4,32	3,56	3,79	3,58	3,68	3,95	4,06	5,04	4,44	4,36	4,44	4,58	5,13	
Juin	4,30	3,57	3,68	3,21	3,65	3,96	4,03	5,19	4,40	4,22	4,42	4,54	4,97	
Juillet	4,25	3,44	3,56	3,25	3,63	3,96	3,96	5,21	4,33	4,24	4,41	4,49	4,91	
Août	4,26	3,34	3,56	3,98	3,52	3,96	3,86	4,71	4,29	4,29	4,34	4,45	4,77	
Septembre ...	4,22	3,28	3,46	3,93	3,41	3,84	3,73	4,36	4,10	4,15	4,28	4,40	4,72	
Octobre	4,22	3,38	3,47	3,92	3,40	3,77	3,61	4,77	4,17	4,22	4,29	4,31	4,72	
Novembre ...	4,21	3,38	3,52	4,01	3,41	3,89	3,58	4,67	4,27	4,33	4,32	4,30	4,78	
Décembre ...	4,21	3,44	3,68	4,08	3,42	3,96	3,72	4,77	4,35	4,36	4,36	4,36	4,66	
1955 Janvier	4,20	3,62	3,64	4,07	3,36	3,91	3,71	5,11	4,36	4,42	4,38	4,50	4,98	
Février	4,17	3,48	3,58	3,90	3,28	3,84	3,60	4,73	4,24	4,14	4,37	4,49	4,73	

2. — Emprunts amortissables par annuités et emprunts à lots

Début de mois	Emprunts amortissables par annuités constantes							Emprunts à lots	
	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance de 5 à 10 ans		Echéance de 10 à 20 ans			Echéance à plus de 20 ans	Echéance à plus de 20 ans	
	Sociétés	Villes	Sociétés	Colonie	Villes	Sociétés	Villes	Dette directe de l'Etat	Dette indirecte de l'Etat
	4 ½ et 5 %	4 %	4 à 5 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %
1953 Décembre ...	4,82	4,99	5,12	4,51	4,91	5,36	4,87	4,63	5,24
1954 Janvier	4,56	4,97	5,15	4,51	4,90	5,39	4,88	4,58	5,12
Février	4,54	4,96	5, —	4,53	4,89	5,32	4,87	4,54	5,14
Mars	4,88	4,96	5,04	4,54	4,89	5,48	4,86	4,54	5,21
Avril	4,30	4,94	5,01	4,54	4,90	5,51	4,86	4,55	5,23
Mai	4,72	4,90	5,15	4,53	4,89	5,50	4,86	4,53	5,20
Juin	4,71	4,88	5,17	4,54	4,90	5,63	4,86	4,49	5,16
Juillet	4,78	4,81	5,13	4,56	4,90	5,58	4,86	4,48	5,10
Août	4,34	4,72	5,04	4,57	4,89	5,40	4,85	4,41	5,03
Septembre ...	4,25	4,38	4,87	4,57	4,83	5,30	4,83	4,38	4,96
Octobre	4,33	4,30	4,86	4,57	4,79	5,08	4,78	4,38	4,90
Novembre ...	4,37	4,30	4,91	4,56	4,73	5,10	4,55	4,38	4,91
Décembre ...	4,48	4,30	4,88	4,56	4,69	5,19	4,50	4,42	4,91
1955 Janvier	4,26	4,32	4,81	4,56	4,69	5,01	4,50	4,43	4,88
Février	4,18	4,29	4,59	4,56	4,67	4,78	4,43	4,38	4,79

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation d'avril 1953, p. 281.

Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Constitutions de sociétés			Augmentations de capital				Emissions d'obligations		Ensemble des émissions	Primes d'émission	Libération sans espèces		Emissions nettes	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Montant nominal	Montant nominal		1	Apports en nature		Incorporations de réserves au capital

A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions,
sociétés de personnes à responsabilité limitée)

1952	2.165	1.640	1.401	1.235	14.251	16.407	15.698	72	3.476	21.523	41,4	1.386	13.666	5.541
1953	2.209	1.736	1.546	647	6.040	2.924	2.593	73	1.496	6.156	19,5	1.713	1.288	2.627
1953 10 prem. mois	1.815	1.430	1.285	460	2.724	1.763	1.566	22	764	3.957	0,2	1.405	614	1.596
1954 10 prem. mois	1.796	1.551	1.378	536	7.653	3.824	3.413	23	859	6.234	5,5	1.288	1.715	2.653
1953 Octobre	195	171	131	60	126	131	122	2	140	442	—	83	64	246
Novembre ...	138	69	55	61	631	336	226	3	90	495	1,2	51	112	209
Décembre ...	256	237	206	126	3.010	825	801	2	22	1.084	18,1	257	562	228
1954 Janvier	213	179	156	38	184	272	262	5	236	687	—	121	62	471
Février	198	149	128	42	194	165	106	2	100	414	—	127	14	193
Mars	238	220	185	54	244	162	152	2	80	462	—	171	43	203
Avril	194	133	120	71	1.401	561	520	4	158	852	—	149	347	302
Mai	183	274	262	67	819	1.120	943	2	23	1.417	1,5	194	814	221
Juin	186	106	100	62	163	151	132	3	100	357	—	80	79	173
Juillet	156	103	92	58	511	447	439	—	—	550	—	140	198	193
Août	114	99	86	28	153	147	144	—	—	246	3,0	77	66	90
Septembre ...	156	159	142	55	2.493	246	172	2	31	436	0,9	148	54	144
Octobre	158	129	106	61	1.491	554	543	3	130	813	—	80	38	661
Novembre ... p		64	62			409	313		—	473	102,0	66	118	293
Décembre ... p		207	183			1.433	1.144		30	1.670	89,6	348	619	480

B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

1952	279	1.187	835	110	6.417	6.182	5.093	5	212	7.581	46,6	1.806	2.570	1.811
1953	253	1.047	785	103	3.029	2.185	1.480	4	130	3.362	8,1	332	227	1.844
1953 9 prem. mois	169	808	568	67	2.114	1.196	865	3	105	2.109	8,1	208	214	1.124
1954 9 prem. mois	227	982	624	61	1.053	795	715	2	25	1.802	9,0	388	50	935
1953 Juillet	30	204	109	10	209	161	127	1	35	400	—	42	55	174
Août	17	75	35	8	123	134	124	—	—	209	—	14	—	145
Septembre ...	13	61	43	4	27	30	13	—	—	91	—	12	—	44
Octobre	24	76	64	10	121	55	53	—	—	131	—	54	—	63
Novembre ...	16	25	23	18	698	803	475	—	—	828	—	15	13	470
Décembre ...	28	100	96	6	95	130	85	—	—	230	—	33	—	148
1954 Janvier	25	211	116	11	205	201	180	—	—	412	—	61	6	229
Février	20	61	56	5	19	8	8	—	—	69	—	23	1	40
Mars	20	43	30	4	10	26	26	—	—	69	—	22	2	32
Avril	27	176	79	6	12	5	5	1	5	186	—	20	—	69
Mai	27	130	97	13	214	95	95	1	20	245	9,0	78	15	128
Juin	27	104	46	6	123	100	71	—	—	204	—	54	1	62
Juillet	27	111	83	4	37	20	20	—	—	131	—	33	10	60
Août	26	57	38	8	368	295	266	—	—	352	—	37	15	252
Septembre ...	28	88	78	4	66	43	43	—	—	131	—	58	—	63

¹ Non comprises dans les montants libérés.² Compris dans les constitutions et augmentations de capital.³ Comprises dans les augmentations de capital.⁴ Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Classification	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			Emissions d'obligations			Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces		Dissolutions		Réduction de capital Montant	
	anonymes et en command. par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature	Incorporations de réserves	Liquidations		Fusions
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale													

1. — Selon le lieu où s'exerce leur activité

OCTOBRE 1954

Belgique	46	90,8	69,9	112	38,3	36,5	60	1477,8	546,7	535,9	3	130,0	—	—	80,1	37,9	76,5	10,1	1,4
Etranger	—	—	—	—	—	—	1	13,5	6,8	6,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.....	46	90,8	69,9	112	38,3	36,5	61	1491,3	553,5	542,7	3	130,0	—	—	80,1	37,9	76,5	10,1	1,4

2. — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins ...	30	12,5	11,1	104	19,8	18,4	35	32,4	18,0	14,2	—	—	—	—	19,8	4,7	17,5	0,1	1,4
de 1 à 5 millions	12	31,8	21,4	7	13,1	12,7	19	30,9	40,2	33,2	—	—	—	—	27,3	15,0	5,9	—	—
de 5 à 10 millions	2	18,0	17,3	1	5,4	5,4	4	18,0	25,3	25,3	1	10,0	—	—	16,9	18,2	—	10,0	—
de 10 à 20 millions	2	28,5	20,1	—	—	—	1	25,0	15,0	15,0	1	20,0	—	—	16,1	—	32,1	—	—
de 20 à 50 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,0	—	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	1	1385,0	65,0	65,0	1	100,0	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	1	—	390,0	390,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.....	46	90,8	69,9	112	38,3	36,5	61	1491,3	553,5	542,7	3	130,0	—	—	80,1	37,9	76,5	10,1	1,4

VI. — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITÉ PUBLIQUE ¹

18

(Emissions publiques à long et moyen terme)

Périodes	en Belgique	à l'étranger
	(millions de francs)	(millions)
1953	20.996	fr. cong. 265 fr. s. 60
1954	37.721	fr. s. 129 fl. P.-B. 132,5
1953 Décembre .	400	—
1954 Janvier ...	1.500	—
Février	11.514	—
Mars	1.574	—
Avril	2.220	—
Mai	1.400	fr. s. 129
Juin	650	—
Juillet ...	7.535	fl. P.-B. 100
Août	—	—
Septembre .	1.650	fl. P.-B. 12,5
Octobre .	24	—
Novembre .	8.854	fl. P.-B. 20
Décembre .	800	—

VII. OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

19

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

Périodes	Dépenses extraordinaires		Dépenses ordinaires
	Prélèvements sur comptes	Remboursements nets	Avances nettes
	(millions de francs)		
1953 Moyenne ...	415	57	233
1954 Moyenne ...	474	86	209
1953 Décembre .	424	12	240
1954 Janvier ...	370	688	268
Février	432	14	269
Mars	509	25	335
Avril	288	18	272
Mai	407	11	148
Juin	417	14	204
Juillet ...	473	19	206
Août	439	24	260
Septembre .	652	14	155
Octobre ...	695	137	126
Novembre .	439	23	87
Décembre .	570	41	183

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES ³

20

Périodes	Montant selon droits d'inscription perçus
(millions de francs)	
1953 Moyenne ...	1.466
1954 Moyenne .	1.652
1953 Décembre .	1.669
1954 Janvier ...	1.458
Février ...	1.334
Mars	1.566
Avril	1.710
Mai	1.606
Juin	1.751
Juillet ...	1.939
Août	1.541
Septembre .	1.879
Octobre ...	1.760
Novembre .	1.499
Décembre .	1.727

¹ Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie). — ² Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat. — ³ Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

FINANCES PUBLIQUES
I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE
(millions de francs)

25¹

Fin de mois	Dettes consolidées				Dettes à moyen terme ³			Dettes à court terme ⁴			Avoirs des partic. en C.C.P.	Dettes totales ^{1 5}
	intérieure			extérieure ^{1 2}	intérieure	extérieure ²	totale	intérieure ³	extérieure ²	totale		
	directe	indirecte	totale									
1953 Novembre ...	130.992	8.632	139.624	14.612	33.996	2.817	36.813	64.532	4.549	69.081	20.528	280.658
1953 Décembre ...	130.564	8.624	139.188	14.578	33.098	2.567	35.665	66.732	4.543	71.275	21.223	281.929
1954 Janvier	129.315	8.600	137.915	14.606	32.897	2.570	35.467	69.615	4.545	74.160	19.945	282.093
1954 Février	138.124	8.593	146.717	14.636	31.327	2.572	33.899	68.510	4.547	73.057	19.241	287.550
1954 Mars	140.614	8.586	149.200	14.670	30.687	2.584	33.271	65.571	4.559	70.130	20.071	287.342
1954 Avril	140.493	8.576	149.069	14.687	29.564	2.591	32.155	69.875	4.567	74.442	19.791	290.144
1954 Mai	140.387	8.565	148.952	14.616	30.619	4.059	34.678	68.887	4.808	73.695	19.470	291.411
1954 Juin	141.026	8.558	149.584	14.504	30.520	2.057	32.577	68.294	4.146	72.440	20.450	289.555
1954 Juillet	146.408	8.553	154.961	14.660	28.560	2.054	30.614	64.955	3.834	68.789	20.387	289.411
1954 Août	147.605	8.553	156.158	15.469	25.845	2.050	27.895	67.862	3.267	71.129	19.841	290.492
1954 Septembre ...	147.504	8.545	156.049	15.478	25.808	2.050	27.858	67.284	4.470	71.754	19.523	290.662
1954 Octobre	147.155	9.935	157.090	15.598	25.809	2.045	27.854	70.068	4.462	74.530	20.118	295.190
1954 Novembre ...	155.604	9.929	165.533	15.713	25.815	2.041	27.856	62.415	4.459	67.324	20.867	296.943
1954 Décembre ...	155.163	9.920	165.083	15.666	25.818	2.038	27.856	62.307	4.600	66.907	22.376	297.888
1955 Janvier	153.914	9.896	163.810	16.393	26.020	2.787	28.807	64.193	4.234	68.427	20.560	297.997

¹ Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — ² Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — ³ Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — ⁴ Certificats à un an d'échéance au plus. — ⁵ Non compris la Dotation des Combattants.

II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
(millions de francs)

25²

Fin de mois	A 120 jours au maximum		A plus de cinq ans		Total
	Certificats de trésorerie ¹		Créance consolidée sur l'Etat ²	Effets publics nationaux ³	
1951 Juin	1.222		34.860	1.172	37.254
1951 Septembre	2.949		34.860	1.188	38.997
1951 Décembre	6.529		34.860	1.221	42.610
1952 Mars	7.178		34.763	1.269	43.210
1952 Juin	8.865		34.763	1.435	45.063
1952 Septembre	8.953		34.763	1.475	45.191
1952 Décembre	6.260		34.763	1.478	42.501
1953 Mars	7.819		34.660	1.565	44.044
1953 Juin	6.009		34.660	1.653	42.322
1953 Septembre	8.965		34.660	1.678	45.303
1953 Décembre	8.040		34.660	1.678	44.378
1954 Mars	5.449		34.660	1.781	41.890
1954 Juin	7.983		34.660	1.790	44.433
1954 Septembre	8.681		34.660	1.792	45.133
1954 Décembre	7.939		34.660	1.792	44.391

¹ Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la B.N.B. — ² Art. 8 § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — ³ Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS (sans distinction d'exercice)
(millions de francs)

25³

Source : *Moniteur belge*.

Recettes	du 1/I au 31/XII/1954	Dépenses	du 1/I au 31/XII/1954
<i>Voies et moyens :</i>		<i>Dépenses ordinaires :</i>	
Impôts	70.682	Dettes publiques	11.152
Taxes, péages et redevances	2.373	Pensions	11.089
Revenus patrimoniaux	1.126	Dotations	258
Remboursements	910	Non-valeurs et remboursements	968
Produits divers	727	Administration { rémunérations	16.668
Impôts d'assainissement monétaire	1.326	{ générale { matériel	6.779
Recettes résultant de la guerre	926	Subventions	26.197
		Travaux	1.283
		Autres dépenses	4.007
		Dépenses résultant de la guerre	745
Total...	78.070	Total...	79.146
<i>Recettes extraordinaires :</i>		<i>Dépenses extraordinaires :</i>	
Produits d'emprunts consolidés	27.942	Service de la dette publique	1.118
Produits de l'emprunt d'assainiss. mon.	2	Crédits relatifs aux avances	678
Diverses	2.423	Crédits relatifs aux participations	1.207
		Crédits relatifs { immob. nouv. ...	12.587
		aux immobilis. { rest. du dom. pub.	1.374
		Autres dépenses	—
		Investissements par l'aide Marshall ...	4
		Contrepartie de l'aide E.R.P. 1950/1951	395
Total...	30.367	Total...	17.363
TOTAL GENERAL...	108.437	TOTAL GENERAL...	96.509
		Boni...	11.928

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

Périodes	Contributions directes	Douanes et Accises	Enregistrement	Recettes globales	Recettes globales cumulatives depuis janvier ¹
1953 Moyenne mensuelle	2.568	1.081	1.997	5.646	—
1954 Moyenne mensuelle	2.711	1.122	2.057	5.890	—
1953 Octobre	1.888	1.144	2.088	5.115	57.142
Novembre	1.985	1.083	2.232	5.300	62.442
Décembre	2.000	1.175	2.129	5.304	67.746
1954 Janvier	4.202	1.022	1.964	7.188	7.188
Février	2.046	995	1.842	4.883	12.071
Mars	2.114	1.202	2.026	5.342	17.413
Avril	2.861	1.116	1.978	5.955	23.368
Mai	2.885	1.081	2.074	6.040	29.408
Juin	3.366	1.131	1.992	6.489	35.897
Juillet	4.998	1.122	2.072	8.192	44.089
Août	2.153	1.096	2.064	5.313	49.402
Septembre	2.297	1.168	2.135	5.600	55.002
Octobre	1.746	1.190	2.116	5.052	60.054
Novembre	1.980	1.107	2.191	5.278	65.332
Décembre	1.883	1.239	2.228	5.350	70.682

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 31 décembre 1954 pour les exercices 1953 et 1954

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	Exercice 1953		Exercice 1954		Décembre 1954
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exerc. 1954
I. Contributions directes ¹	32.684	34.196	25.286	26.555	1.883
II. Douanes et accises ¹	13.210	12.934	13.134	12.726	1.239
dont douanes	4.381	4.200	4.577	4.350	418
accises	7.913	8.578	7.633	8.221	733
taxes spéciales de consommat.	670		662		69
III. Enregistrement	23.958	24.035	24.676	25.256	2.228
dont enregistrement	2.353	2.370	2.521	2.370	268
successions	1.126	925	1.185	1.050	107
timbres et taxes assimilées	20.201	20.500	20.693	21.500	1.830
Total ¹ ...	69.852	71.165	63.096	64.537	5.350
Différence par rapport aux éval. budgét.	— 1.313		— 1.441		

¹ Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

REVENUS ET EPARGNE

30¹

I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en octobre 1954

Source : Institut National de Statistique.

Rubriques	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividen- de brut mis en paiement	Dette obliga- taire 1	Coupons d'obliga- tions bruts 2
	recen- sées	en béné- fice	en perte			Bénéfice	Perte			
(millions de francs)										
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique										
Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	153,8	4,2
Assurances	3	3	—	18,4	79,7	16,7	—	9,1	—	—
Opérations financières et immobilières ...	47	42	5	1.055,9	531,7	134,9	0,3	102,3	1.219,8	51,5
Commerce de détail	20	13	7	30,5	9,0	2,4	0,4	0,8	4,0	0,2
Commerce de gros et commerce extérieur	102	73	29	203,6	429,9	25,8	10,9	4,6	68,3	3,2
Fabrications métalliques	79	58	21	704,5	841,0	77,0	44,2	22,9	32,1	2,0
Métallurgie du fer	14	8	6	4.493,3	3.260,7	341,1	22,0	181,8	61,3	3,1
Métaux non ferreux	3	1	2	60,1	15,3	0,9	11,8	—	1,2	0,1
Industries textiles	53	34	19	424,1	376,8	24,5	35,6	9,1	27,5	1,9
Industries alimentaires	35	32	3	488,2	195,8	49,6	0,6	23,8	115,7	6,7
Industrie du bois	9	7	2	11,4	13,7	2,4	0,4	—	14,8	0,7
Industries chimiques	22	20	2	160,8	19,5	10,5	1,2	4,3	136,4	6,4
Industrie du verre	7	7	—	85,7	263,7	46,3	—	39,0	30,0	1,9
Electricité	4	4	—	2.298,6	108,0	249,1	—	218,1	493,7	29,2
Gaz	1	1	—	11,0	0,9	0,6	—	0,5	—	—
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	6	1	5	22,1	4,0	—	5,7	—	1,0	0,1
Papier et imprimerie	10	7	3	28,7	37,1	3,2	1,6	0,7	—	—
Transport	15	13	2	321,0	345,6	5,9	0,1	1,0	3,5	0,2
Tourisme	18	9	9	22,7	15,9	1,9	0,6	0,8	0,5	—
Intermédiaires	13	9	4	5,4	5,2	0,7	—	—	—	—
Déchets et matières de récupération	6	4	2	6,9	15,2	1,2	0,4	0,7	—	—
Construction	12	7	5	35,3	4,9	2,5	0,5	—	5,4	0,3
Charbon	—	—	—	—	—	—	—	—	13,8	0,7
Terre cuite	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ciment et industries connexes	2	—	2	1,2	1,1	—	0,8	—	120,0	7,2
Carrières	11	8	3	33,9	32,1	1,5	0,3	0,9	—	—
Chaux	2	2	—	32,1	14,6	2,5	—	2,0	—	—
Industries céramiques	4	2	2	88,7	35,3	—	6,1	—	—	—
Industrie du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Éditions, librairies, presse	4	2	2	1,9	— 0,2	—	—	—	1,0	0,1
Films, théâtres, attractions	8	6	2	10,7	— 0,6	1,5	0,2	0,6	—	—
Artisanat	21	14	7	26,7	21,0	6,3	0,2	1,0	—	—
Agriculture, horticulture, élevage, pêche .	2	1	1	3,6	— 2,6	—	—	—	—	—
Divers non dénommés	28	20	8	55,0	37,0	11,1	1,5	2,7	2,2	0,1
TOTAL ...	561	408	153	10.742,0	6.711,8	1.020,1	145,4	626,7	2.506,0	119,8
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge										
Banques, sociétés financières	4	4	—	118,0	14,7	10,5	—	5,4	4,9	0,2
Sociétés commerciales	3	3	—	4,5	1,4	3,1	—	0,2	—	—
Sociétés industrielles	3	1	2	58,0	— 4,4	—	4,5	—	2,0	0,1
Sociétés agricoles	7	6	1	105,8	267,5	28,8	0,5	10,8	5,0	0,3
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	9	4	5	313,8	63,2	22,9	7,4	7,6	50,0	3,0
Construction	1	1	—	4,0	1,2	1,1	—	—	—	—
Transport	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	1	1	—	0,3	— 0,1	—	—	—	—	—
TOTAL ...	28	20	8	604,4	343,3	66,4	12,4	24,0	61,9	3,6
C. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger										
Electricité	1	1	—	9,6	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	1	1	—	2,1	— 0,1	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	4	4	—	39,5	215,3	3,2	—	1,5	—	—
TOTAL ...	6	6	—	51,2	215,2	3,2	—	1,5	—	—
TOTAL GENERAL ...	595	434	161	11.397,6	7.269,8	1.089,7	157,8	652,2	2.567,9	123,4

¹ Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

² En outre, il a été mis en paiement pendant le mois d'octobre 1954 :

(millions de francs)	
Coupons d'emprunts de l'Etat	230,6
Coupons d'emprunts de la Colonie	37,0
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	80,6
Coupons d'emprunts d'organismes divers	117,5
	465,7
Coupons d'emprunts extérieurs	—

Tableau rétrospectif *

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire ¹	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfique	en perte			bénéfice	perte			
1952 ^a	12.118	9.293	2.825	117.894	88.757	24.715	1.026	12.988	30.108 ^b	1.267
1953 ^a	12.805	9.046	3.759	136.107	86.053	23.561	2.078	13.128	32.120 ^b	1.493
1953 Août	240	161	79	1.545	1.301	203	53	134	2.523	97
Septembre ...	362	243	119	2.047	1.650	245	42	104	2.841	117
Octobre	654	470	184	10.986	6.432	1.443	172	384	2.800	116
Novembre ...	352	251	101	10.126	6.159	1.293	81	915	2.730	113
Décembre ...	342	239	103	5.806	3.671	578	73	287	3.361	147
1954 Janvier	112	82	30	2.221	734	190	19	106	3.885	171
Février	169	123	46	649	1.466	353	13	57	2.882	124
Mars	1.576	1.160	416	12.949	10.642	2.013	189	1.146	2.718	111
Avril	2.613	1.904	709	22.946	13.942	3.043	285	1.769	2.850	138
Mai	2.580	1.899	681	31.047	23.023	5.255	525	2.859	2.321	110
Juin	1.347	967	380	20.942	13.182	3.436	187	1.728	2.399	114
Juillet	554	420	134	14.453	7.999	4.893	62	3.326	3.331	160
Août	230	165	65	1.320	1.096	211	26	102	2.161	96
Septembre ...	318	223	95	1.541	1.488	247	36	126	2.495	117
Octobre	595	434	161	11.398	7.270	1.090	158	652	2.568	123

* Les chiffres de 1954 sont provisoires.

¹ En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.² Déduction faite des doubles emplois.^a Au 31 décembre.

II. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

31

a) Dépôts sur livrets particuliers
à la Caisse d'Épargne¹ (épargne pure)

(millions de francs)

Périodes	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période
1953 Moy. mens.	1.100	807	293	45.493 ²
1953 Novembre	953	693	260	43.957
Décembre	1.283	973	310	45.493 ²
1954 Janvier ...	1.438	684	754	46.247
Février ...	1.112	757	355	46.602
Mars	1.074	958	116	46.718
Avril	1.023	969	54	46.772
Mai	982	942	40	46.812
Juin	1.026	1.002	24	46.836
Juillet ...	1.306	1.015	291	47.127
Août	1.041	813	228	47.355
Septembre	1.017	863	154	47.509
Octobre . p	1.116	865	251	47.760
Novembre p	975	835	140	47.900
Décembre p	1.266	1.065	201	49.444 ²
1955 Janvier . p	1.560	729	831	50.275

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés
à la Caisse de Retraite *

(millions de francs)

Périodes	Travailleurs manuels			Employés (Lois des 10-3-1925 et 18-6-1930)	Totaux
	Loi du 16-3-1865	Loi du 15-12-1937			
		Versements obligat.	Versements facultat.		
1952 Moy. mens.	3,2	35,5	13,3	26,1	78,1
1953 Moy. mens.	3,9	37,6	13,6	26,5	81,6
1952 Octobre ...	3,9	34,9	12,4	27,2	78,4
Novembre .	2,2	34,4	12,8	26,2	75,6
Décembre .	3,2	34,2	14,5	26,5	78,4
1953 Janvier ...	3,1	38,1	14,4	26,5	82,1
Février ...	4,8	34,6	13,2	25,7	78,3
Mars	3,6	37,7	14,1	26,4	81,8
Avril	3,5	34,6	12,6	26,4	77,1
Mai	4,0	39,4	13,7	25,5	82,6
Juin	4,1	33,8	13,0	26,8	77,7
Juillet ...	4,2	36,1	12,9	26,5	79,7
Août	3,6	37,9	13,2	25,8	80,5
Septembre .	3,5	35,5	13,5	25,9	78,4
Octobre ...	4,9	37,1	13,1	28,7	83,8
Novembre .	2,9	35,5	12,5	25,1	76,0
Décembre .	4,8	50,6	17,3	29,3	102,0

* Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 211,8 millions de francs en 1951, 228,7 millions de francs (montant provisoire) en 1952 et 227,3 millions de francs (montant provisoire) en 1953. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

¹ Y compris les livrets des prisonniers de guerre. Nombre de livrets au 31 décembre 1952 : 7.228.062 et au 31 décembre 1953 : 7.222.827.² Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice.

III. — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)
Conditions d'utilisation et méthode d'établissement : voir notre Bulletin de mai 1949, p. 233.

Périodes	Indice général *	Indices par industries																							
		Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précisions	Transports			Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer ¹	Ensemble ¹	

a) Indice des salaires horaires moyens

1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	110	119	106	106	112	104	106	114
1952 Juin	492	515	476	508	501	491	499	440	490	508	465	516	499	508	489	491	468	429	475	458	479	428	448	444	540
Septembre	486	514	478	492	489	499	495	436	458	496	458	504	482	493	489	484	458	422	464	462	484	439	448	446	527
Décembre	485	520	472	498	501	493	496	436	464	500	464	506	482	494	472	483	449	418	464	460	479	455	452	453	526
1953 Mars	485	497	477	493	492	497	495	440	460		464	513	486	499	463	484	453	416	464	463	474	445	454	452	530
Juin	487	505	475	493	491	500	497	440	459		467	513	493	503	459	488	458	414	464	463	496	445	453	452	528
Septembre	487	499	480	485	497	502	495	444	464		469	512	489	501	458	488	457	414	481	461	491	449	455	454	530
Décembre	493	507	491	493	522	501	501	447	469		478	525	501	513	459	487	458	413	494	463	484	455	459	458	538
1954 Mars	494	501	485	494	513	506	503	445	478		479	524	506	515	462	485	466	428	511	495	479	450	458	457	533
Juin	503	523	495	509	533	507	511	468	486		486	530	513	521	480	494	472	440	514	497	496	459	460	460	556
Septembre	p502	516	505	499	519	514	509	465	477		480	p530	508	p519	496	487	473	429	516	499	493	461	461	461	554
Décembre	p507	531	p508	509	529	p517	p515	p465	497		p488	p535	516	p526	p499	485	p473	428	516	503	p493	p468	p461	p462	558

b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés

1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	112	111	111	114	109	120	112	118	107	126	113	—	—	115
1952 Juin	475	456	439	463	482	466	467	420	463	474	451	500	508	504	480	450	474	419	483	490	453	410	—	—	544
Septembre	470	456	440	446	481	469	462	415	452	469	445	490	494	492	479	443	467	420	472	491	457	410	—	—	528
Décembre	469	449	438	457	489	468	467	412	452	470	449	490	494	492	461	444	456	421	472	490	451	410	—	—	530
1953 Mars	470	444	448	453	482	470	465	411	449		448	492	497	494	461	445	463	420	472	492	455	410	—	—	529
Juin	470	448	448	445	471	473	462	413	449		449	496	499	498	458	446	466	419	472	493	470	410	—	—	529
Septembre	470	445	448	440	478	473	461	411	457		453	490	506	498	458	442	459	419	472	491	458	410	—	—	531
Décembre	475	446	454	447	483	473	465	406	458		458	511	518	515	458	446	461	419	489	493	462	410	—	—	531
1954 Mars	478	458	454	452	481	477	468	408	468		463	507	524	515	462	440	465	431	499	516	459	410	—	—	539
Juin	483	465	457	462	485	479	473	428	469		467	512	523	518	476	448	472	431	502	520	468	410	—	—	553
Septembre	p484	465	464	455	483	485	474	428	469		467	p511	520	p515	493	447	473	432	503	510	452	410	—	—	555
Décembre	p488	467	p463	464	492	p490	p480	p428	469		p471	p514	530	p522	p493	438	p473	431	503	519	p466	410	—	—	555

c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés

1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	113	118	106	119	108	—	—	116
1952 Juin	475	454	461	481	514	466	477	476	440	444	430	493	521	507	470	492	428	430	439	442	482	449	—	—	493
Septembre	468	454	462	467	505	468	472	475	432	442	428	480	498	489	469	482	418	431	430	442	477	449	—	—	479
Décembre	468	452	461	470	522	466	475	475	432	441	429	478	496	487	458	482	414	431	430	443	486	449	—	—	481
1953 Mars	468	447	468	470	513	469	475	475	427		430	481	495	488	452	485	418	431	430	443	496	457	—	—	485
Juin	470	451	464	465	507	472	474	475	427		432	486	501	494	456	488	423	431	430	444	501	457	—	—	485
Septembre	469	448	464	457	505	476	473	475	432		435	483	498	490	456	481	418	431	430	443	499	457	—	—	486
Décembre	475	449	476	466	514	475	477	475	432		442	495	516	506	456	486	424	431	452	444	495	457	—	—	486
1954 Mars	475	452	473	470	515	476	479	475	444		446	493	513	503	466	485	429	442	462	467	487	457	—	—	495
Juin	479	457	473	477	524	477	483	495	444		448	492	514	503	475	471	433	442	465	476	495	457	—	—	510
Septembre	p483	457	479	476	512	491	488	495	444		449	p493	514	p504	496	477	435	442	466	480	509	457	—	—	510
Décembre	p489	460	p479	483	523	p494	p493	p495	466		p450	p513	527	p520	p497	482	p433	442	466	505	p520	457	—	—	511

* L'indice général comprend les salaires dans les charbonnages.

¹ Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

MOUVEMENT DES AFFAIRES

I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

Mouvement du débit

Périodes	Nombre de chambres à fin de période	Bruxelles										Province		Bruxelles et province	
		Call money ¹		Titres effets publics et coupons		Virem. chèques prom., quitt. etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs
		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs				
1953 Moyenne	38	2,4	154,8	1,8	8,4	159,4	75,6	2,6	3,2	166,2	242,0	185,3	56,1	351,5	298,1
1954 Moyenne	38	2,4	138,1	1,6	8,5	169,8	79,8	2,6	3,3	176,5	229,7	199,6	55,2	376,1	285,0
1953 Novembre	38	2,1	135,9	1,5	6,6	154,4	72,8	2,5	2,9	160,5	218,2	185,6	53,4	346,1	271,6
1953 Décembre	38	2,3	186,2	1,7	8,4	174,4	81,4	2,7	3,1	181,1	279,1	209,0	64,3	390,1	343,4
1954 Janvier	38	2,2	167,4	1,5	8,6	158,0	77,6	2,6	2,8	164,3	256,4	181,9	56,1	346,2	312,5
1954 Février	38	2,2	151,8	1,4	8,1	152,4	69,7	2,4	2,8	158,4	232,4	182,4	52,1	340,8	284,5
1954 Mars	38	2,4	180,5	1,7	12,0	177,2	80,8	2,8	3,4	184,1	276,7	213,5	60,2	397,6	336,9
1954 Avril	38	2,2	151,6	1,7	7,5	163,8	82,8	2,6	3,4	170,3	245,3	195,2	53,9	365,5	299,2
1954 Mai	38	2,3	131,9	1,7	7,2	165,0	74,2	2,6	3,8	171,6	217,1	195,6	51,4	367,2	268,5
1954 Juin	38	2,2	119,5	1,8	6,1	169,6	78,3	2,5	3,9	176,1	207,8	199,3	53,2	375,4	261,0
1954 Juillet	38	2,6	117,8	2,1	10,9	175,4	90,4	2,8	3,8	182,9	222,9	202,3	56,1	385,2	279,0
1954 Août	38	2,5	115,8	1,7	7,8	163,7	76,8	2,4	2,9	170,3	203,3	187,3	50,6	357,6	253,9
1954 Septembre	38	2,5	124,4	1,4	5,0	169,2	74,3	2,5	3,0	175,6	206,7	201,0	54,1	376,6	260,8
1954 Octobre	38	2,5	139,8	1,5	7,8	172,5	82,8	2,8	3,3	179,3	233,7	201,9	58,1	381,2	291,7
1954 Novembre	38	2,2	130,6	1,4	11,6	175,2	81,7	2,4	2,7	181,2	226,6	210,2	53,6	391,4	280,2
1954 Décembre	38	2,6	126,5	1,9	8,9	196,0	88,7	3,1	3,9	203,6	228,0	225,3	62,6	428,9	290,6
1955 Janvier	38	2,4	131,5	1,5	7,7	177,9	87,2	2,8	3,4	184,5	229,8	205,2	54,4	389,7	284,3

¹ Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

36

(milliards de francs)

Périodes	Milliers de comptes à fin de période	Avoir global *	Avoirs des particuliers *	Crédit		Débit		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation ²
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1953 Moyenne	664 ¹	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92	3,80
1954 Moyenne	678 ¹	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91	3,86
1953 Novembre	663	27,1	21,2	27,2	67,6	27,0	67,6	189,4	92	3,83
1953 Décembre	664	27,2	21,1	30,8	76,3	28,8	76,3	212,2	92	3,91
1954 Janvier	666	28,6	20,9	30,3	79,0	32,0	79,0	220,3	92	4,07
1954 Février	667	27,2	20,4	26,2	66,5	26,8	66,5	186,0	92	3,75
1954 Mars	669	26,7	20,1	29,2	72,2	27,8	72,2	201,4	92	3,65
1954 Avril	669	27,7	20,7	29,9	75,6	30,9	75,6	212,0	92	4,04
1954 Mai	670	28,0	20,3	27,5	71,8	28,3	71,8	199,4	92	3,92
1954 Juin	671	28,1	20,7	29,3	70,4	26,2	70,4	196,3	91	3,61
1954 Juillet	672	30,6	21,1	34,4	84,5	36,8	84,5	240,2	91	3,97
1954 Août	673	27,4	20,5	28,2	70,8	28,5	70,8	198,3	91	3,65
1954 Septembre	675	27,2	20,0	28,5	71,3	28,0	71,3	199,1	91	3,67
1954 Octobre	676	27,0	20,8	30,8	77,3	31,7	77,3	217,2	91	4,06
1954 Novembre	677	27,3	21,0	28,6	71,3	27,5	71,3	198,6	91	3,93
1954 Décembre	678	27,6	21,2	33,0	78,3	30,0	78,3	219,5	91	3,94
1955 Janvier	680	29,6	21,1	31,6	82,8	34,5	82,8	231,7	90	4,13

¹ Au 31 décembre.

² Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

* Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux						Produits chimiques			Peaux et cuirs
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Mine-raux et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	Engrais chimiques	
<i>Nombre de produits</i>	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1953 Moyenne	415	387	475	344	430	552	455	280	420	458	303	315	276	366
1954 Moyenne	410	384	458	334	422	550	438	278	410	450	304	317	271	341
1953 Novembre	412	407	453	339	426	550	438	281	417	458	302	312	277	363
Décembre	413	404	462	343	424	550	438	278	415	457	303	312	280	361
1954 Janvier	412	401	477	350	419	550	438	278	396	457	304	312	281	361
Février	412	394	495	340	420	550	438	282	396	457	304	312	282	358
Mars	410	376	491	340	420	550	438	281	401	446	305	314	282	350
Avril	410	373	488	343	422	550	438	284	406	446	303	315	273	352
Mai	409	357	494	333	423	550	438	280	410	450	301	316	265	352
Juin	412	369	486	332	422	550	438	277	410	450	302	317	266	350
Juillet	409	390	433	329	421	550	438	277	407	450	302	316	266	337
Août	408	399	420	322	423	550	438	279	411	449	302	317	267	329
Septembre	408	385	426	320	423	550	438	274	417	449	303	317	267	326
Octobre	409	383	426	324	424	550	438	272	422	448	306	322	267	329
Novembre	411	387	432	332	424	550	438	272	422	448	306	322	268	326
Décembre	412	391	433	340	424	550	438	275	423	448	307	322	272	322
1955 Janvier	418	390	439	341	429	550	443	281	429	448	314	327	282	323

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite)

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles						Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques			
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artificielles		Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métalliques	Non ferreux
<i>Nombre de produits</i>	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1953 Moyenne	232	625	427	384	457	329	478	341	259	447	438	487	402	456
1954 Moyenne	233	629	465	379	436	325	433	347	252	464	427	471	392	450
1953 Novembre	204	625	442	379	454	325	467	345	256	458	429	485	393	436
Décembre	202	628	443	381	448	332	472	341	256	458	429	484	392	434
1954 Janvier	195	624	449	378	438	329	475	335	253	461	424	472	396	426
Février	190	625	449	376	431	325	481	328	253	461	422	465	392	428
Mars	194	620	458	374	426	322	433	330	253	461	421	461	390	439
Avril	215	615	462	377	442	314	475	368	253	461	422	461	390	449
Mai	220	614	463	375	448	315	459	361	253	463	425	464	392	452
Juin	230	625	463	382	463	331	472	331	253	463	427	469	392	457
Juillet	242	625	465	382	456	329	430	335	252	463	428	472	392	455
Août	234	632	469	382	450	328	434	340	252	465	427	473	391	451
Septembre	246	632	472	381	433	328	493	345	252	468	430	474	393	463
Octobre	261	632	475	382	427	332	496	349	251	469	430	475	392	462
Novembre	284	645	475	380	412	329	499	371	250	469	435	485	396	465
Décembre	312	654	480	377	413	316	498	373	250	469	434	486	394	459
1955 Janvier	351	677	483	385	412	322	496	461	250	469	441	504	395	465

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE **45²**
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1948 = 100

Périodes	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Etats- Unis (Depart- ment of Labor, Bureau Labor Statist- ics)	France (Statist- ique générale de la France) ¹	Pays- Bas (Cen- tral Bureau voor de Statist- iek)	Royaume-Uni (Board of Trade)	Suède (Admin- istration du Com- merce)	Suisse (Office fédéral de l'In- dustrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1953 Moyenne ...	107	105	138	134	149	139	98
1954 Moyenne ...	105		p 136		p 150		99
1953 Octobre	106	105	136	133	148	138	98
Novembre	106	104	137	134	149	138	98
Décembre	106	105	138	134	149	138	97
1954 Janvier	106	105	138	135	149	138	98
Février	106	105	138	136	149	138	99
Mars	106	105	136	135	150	138	99
Avril	106	105	139	136	150	139	99
Mai	105	105	139	137	151	138	99
Juin	106	104	135	137	152	139	99
Juillet	105	105	134	134	152	139	99
Août	105	105	136	134	150	138	99
Septembre ...	105	104	135	134	150	138	99
Octobre	105	104	134	136	150	138	99
Novembre ...	106		135	136	151		100
Décembre ...	106		p 135		p 153		100

¹ Base 100 en 1949.

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL **46**
EN BELGIQUE

Base : moyenne 1936 à 1938 = 100

Périodes	Indice général	Produits alimen- taires	Produits non alimen- taires
Nombre de produits	56	34	22
1953 Moyenne	415	395	446
1954 Moyenne	422	407	444
1953 Novembre	419	401	446
Décembre	418	400	445
1954 Janvier	420	404	445
Février	424	409	445
Mars	422	407	446
Avril	422	406	445
Mai	423	408	445
Juin	424	410	445
Juillet	422	407	444
Août	424	409	444
Septembre	423	407	444
Octobre	420	403	444
Novembre	422	406	444
Décembre	423	408	444
1955 Janvier	424	409	444

PRODUCTION

I. — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

55¹

Source : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).

Périodes	Mines de Houille									Stock à fin de période (milliers de tonnes)
	Nombre moyen d'ouvriers présents (milliers)		Production par bassin (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'ex- traction	
	du fond	fond et surf.	Nons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	Total		
1936-1938 Moyenne	87	125	408	353	640	451	541	2.425 ¹	24,0	1.502
1953 Moyenne	95	132	385	307	606	417	790	2.505	24,3	3.074
1954 Moyenne	p		356	300	596	413	771	2.486		2.811
1953 Novembre	97	133	399	304	613	401	801	2.518	24,0	3.117
Décembre	97	133	350	311	619	427	833	2.540	24,0	3.074
1954 Janvier	93	129	389	306	619	411	832	2.557	24,7	3.118
Février	93	129	358	290	585	411	795	2.439	23,7	3.184
Mars	93	128	403	321	661	462	829	2.676	25,9	3.372
Avril	94	129	370	316	618	434	748	2.486	24,0	3.729
Mai	94	130	339	279	581	412	688	2.299	22,0	3.899
Juin	93	129	359	303	625	433	718	2.438	23,5	4.085
Juillet	89	124	283	230	479	342	735	2.069	21,1	4.095
Août	85	119	354	296	564	386	728	2.328	24,7	4.067
Septembre	86	121	343	311	593	417	763	2.427	25,1	4.055
Octobre	88	123	363	329	619	428	765	2.504	25,3	3.874
Novembre	90	124	341	306	585	400	814	2.446	23,8	3.490
Décembre	p		372	319	619	417	843	2.570		2.811
1955 Janvier	p		349	309	594	400	845	2.497		2.922

¹ Y compris 82.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

I. — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE (suite)

55²

Source : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).

Périodes	Cokes		Agglomérés		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	Production métallurgique (milliers de tonnes)		
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Acier et fer finis
1936-1938 Moyenne	435	3.831	142	855	37	261	253	202
1952 Moyenne	535	4.848	124	672	50	398	416	314
1953 Moyenne	496	4.736	110	585	42	351	366	280
1953 Septembre	457	4.678	130	584	41	309	336	279
Octobre	479	4.704	141	613	41	338	364	294
Novembre	466	4.678	133	598	41	333	349	263
Décembre	486	4.636	130	606	42	350	370	290
1954 Janvier	499	4.618	129	599	42	358	373	284
Février	465	4.613	127	614	43	341	364	275
Mars	507	4.636	115	580	43	372	402	300
Avril	486	4.635	91	550	45	361	391	284
Mai	497	4.627	95	559	47	376	389	278
Juin	509	4.644	104	520	46	391	417	290
Juillet	507	4.635	86	516	44	377	391	263
Août	526	4.772	102	505	44	397	411	292
Septembre	522	4.485	124	549	45	404	427	333
Octobre	545	4.478	135	576	p 44	416	447	344
Novembre	528	4.483	129	571	p 45	p 399	p 436	p 328

II. — INDUSTRIE TEXTILE

56¹

Source : Ministère des Affaires économiques (Institut National de Statistique).

Périodes	Production de fils (tonnes)							Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) (tonnes)				
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute ¹	Coton	Laine ²	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1952 Moyenne ...	898	5.141	165	6.338	436	1.375	1.081	665	3.569	5.161	1.688	373
1953 Moyenne ...	760	5.973	152	6.875	533	1.835	1.281	619	3.655	5.591	2.012	525
1953 Septembre ...	792	5.821	163	8.305	523	2.122	1.433	721	3.727	6.293	2.389	581
Octobre	938	6.659	160	7.849	608	2.204	1.461	717	3.895	7.064	2.373	650
Novembre ...	868	6.685	189	7.390	571	1.989	1.319	586	3.624	6.090	2.143	593
Décembre ...	825	6.596	176	7.841	618	2.011	1.346	678	3.620	6.382	2.212	617
1954 Janvier	830	6.359	172	7.551	547	1.777	1.222	581	3.203	6.001	1.956	568
Février	742	5.853	189	7.371	565	1.751	1.190	592	2.985	6.050	1.948	581
Mars	714	6.632	203	8.633	693	1.895	1.355	570	3.282	7.062	2.226	694
Avril	669	6.364	188	7.457	593	1.607	1.235	557	3.102	6.573	1.928	603
Mai	628	5.637	158	7.217	563	1.614	1.322	582	3.060	5.903	1.815	591
Juin	592	6.023	157	7.831	571	1.774	1.396	621	3.456	6.291	1.834	635
Juillet	555	5.273	185	4.974	401	1.421	1.162	595	3.270	5.143	1.746	477
Août	723	5.479	173	7.367	463	1.527	1.475	567	3.279	5.921	2.031	541
Septembre ...	758	6.203	166	8.719	566	1.997	1.501	659	3.437	7.145	2.411	655
Octobre	861	6.631	164	8.413	595	2.122	1.688	762	3.351	7.189	2.453	664
Novembre ...	781	5.857	228	7.680	608			708	3.420	6.746	2.337	599

¹ Y compris les tapis en jute.

² Y compris couvertures et tapis en laine.

III. — PRODUCTIONS DIVERSES

56²

Sources : Institut National de Statistique et Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Ciment	Chaux	Calcaires	Ammoniaque de synthèse et dérivés			Engrais composés	Papier		Briques		Sucres				Brasseries ⁴	Distilleries (milliers d'hectolitres)	Allumettes (millions de tiges)	Pêcho Vento de poisson ⁵	
				Azote primaire	Azote dans les engrais finis			Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement	Production		Stocks (sucres bruts et raf.) ³	Déclarations en consom.				Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)
					sucre bruts	sucre raffinés						Pêche	Vente							
(milliers de tonnes)							(millions de pièces)		(milliers de tonnes)											
1936-1938 Moy	250 ¹	117 ²	154 ²	15,2	13,8	7,7	20,1	3,3	172	12,0	17,5	17,2	159	20,7	16,4	35,0	4.421	2,3	7,2	
1953 Moyenne	386	125	163	18,6	17,2	10,8	20,1	3,3	172	12,0	31,9	16,4	253	19,5	12,4	23,1	4.694	3,7	31,8	
1954 Moyenne	p365			18,6	17,2	10,8	20,1	3,3	172	12,0	26,6	14,5	254	20,8	12,6	19,7				
1953 Octobre	447	136	203	16,3	14,9	6,8	21,8	3,9	240	14,0	169,1	28,2	132	19,1	12,3	28,8	5.316	3,1	31,6	
Novembre	355	124	190	17,3	16,4	7,6	20,3	3,7	174	12,9	174,3	30,8	247	22,1	10,9	29,1	4.949	3,5	35,6	
Décembre	349	132	147	18,0	16,8	13,3	21,6	3,6	152	12,3	33,0	16,4	253	18,9	12,5	20,2	5.432	3,4	31,4	
1954 Janvier	256	119	92	18,0	15,7	12,4	19,7	3,8	121	9,4	—	11,3	231	20,7	9,9	15,5	5.031	2,8	35,2	
Février	181	113	72	15,8	14,1	13,4	20,5	3,8	92	7,8	—	11,5	205	18,5	9,2	17,4	5.113	3,5	30,1	
Mars	375	141	129	19,3	17,8	17,2	23,9	4,3	114	10,0	—	13,4	179	18,1	13,0	29,4	5.663	5,6	50,1	
Avril	392	124	171	18,6	16,8	7,3	22,3	3,7	144	12,8	—	13,6	169	18,4	15,0	12,3	5.171	3,3	35,3	
Mai	427	125	178	18,7	17,0	1,4	21,1	3,7	199	13,4	—	12,3	153	18,2	13,6	10,3	4.643	3,7	29,7	
Juin	415	120	182	18,3	16,9	4,2	22,3	4,0	220	14,0	—	10,3	114	22,8	14,3	23,8	5.066	3,1	31,6	
Juillet	430	124	166	17,8	17,1	3,8	17,9	3,0	231	14,6	—	11,8	99	25,9	14,4	19,6	4.451	2,5	24,7	
Août	415	132	192	19,6	18,2	9,6	18,7	3,7	214	14,1	0,2	11,7	69	22,2	13,0	17,8	4.371	3,1	29,5	
Septembre	403	143	161	17,9	16,6	10,1	22,9	3,7	227	15,7	0,3	13,0	34	26,1	11,8	31,7	3.630	2,9	30,5	
Octobre	403	135	167	20,1	18,9	17,9	23,3	4,1	203	14,3	104,3	22,4	105	17,0	12,1	15,7	4.697	3,4	35,9	
Novembre	347	p142	p137	19,7	18,7	17,3	21,9	3,9	p175	p12,7	171,2	27,2	232	22,9	11,7	13,4	4.513	4,1	39,4	
Décembre	p332			20,2	19,1	15,0					43,5	15,6	254	18,8	13,1	29,8				

¹ Moyenne 1938.

² Moyenne 1937-1938-1939.

³ Fin de période.

⁴ Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

⁵ Vente aux minques d'Ostende, Nieupoort, Zeebrugge et Blankenbergh; en 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprots et crevettes.

IV. — ENERGIE ELECTRIQUE *

58

(millions de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques — Direction Energie Electrique.

Périodes	Production ¹				Importations	Exportations	Total énergie absorbée par les réseaux (7) = (4) + (5) - (6)
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels	Total pour la Belgique (4) = (1) + (2) + (3)			
	Régies communales (1)	Sociétés privées (2)					
1936-1938 Moyenne	20,4	190	228	438	5,5	2,2	441
1953 Moyenne	32,7	400	384	817	17,8	17,9	817
1954 Moyenne	35,0	442	404	881	16,6	16,3	881
1953 Octobre	35,9	445	424	904	18,4	36,3	887
Novembre	34,3	443	416	893	9,6	32,1	871
Décembre	37,7	488	428	955	8,9	44,7	919
1954 Janvier	41,3	488	431	960	8,6	45,9	922
Février	36,9	441	390	868	7,1	34,2	841
Mars	40,6	454	422	916	11,9	22,1	906
Avril	35,1	416	398	849	15,1	18,6	846
Mai	25,7	416	392	834	18,9	24,1	829
Juin	25,6	397	392	814	19,3	7,7	826
Juillet	22,6	379	361	763	19,7	4,3	778
Août	33,3	411	379	823	24,9	1,6	847
Septembre	34,6	437	394	866	22,2	4,3	884
Octobre	40,2	472	417	929	23,5	7,5	945
Novembre	39,5	471	430	941	15,4	10,6	945
Décembre	44,4	518	446	1.008	13,0	14,3	1.007

* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1952 : 222; au début de l'année 1953 : 221; au début de l'année 1954 : 218.

¹ Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V. — GAZ
(Production, Importation et Exportation) ¹

59

(millions de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques — Administration du Combustible et de l'Énergie.

Périodes	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Production des charbonnages	Total de gaz produit en Belgique (7) = (1) + (2) + (3) + (4) + (5) + (6)	Imports	Exports	Solde : imports moins exports (10) = (8) - (9)	Total de gaz disponible en Belgique (11) = (7) + (10)
	Régies et associations de communes	Sociétés privées	Régies	Sociétés privées							
				Production destinée à la distribution publique	Production destinée aux fournitures industrielles						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(8)	(9)	(10)	(11)		
1952 Moyenne	0,05	1,06	5,60	57	77	7,05	148	0,21	1,97	-1,76	146
1953 Moyenne	0,05	1,06	5,25	57	75	8,81	147	0,45	2,36	-1,91	145
1953 Septembre	0,05	1,14	4,64	57	70	8,90	142	0,53	3,11	-2,58	140
Octobre	0,05	1,05	4,92	61	76	8,36	152	0,04	4,10	-4,06	148
Novembre	0,04	0,96	5,08	60	75	8,20	149	0,03	3,60	-3,57	146
Décembre	0,04	0,98	5,33	62	79	8,52	155	0,03	3,61	-3,58	152
1954 Janvier	0,04	1,05	4,95	72	80	8,87	167	0,03	3,57	-3,54	163
Février	0,04	2,30	5,60	66	73	8,87	156	0,03	3,54	-3,51	153
Mars	0,04	1,01	5,35	65	83	8,70	163	0,05	3,45	-3,40	160
Avril	0,04	1,00	4,83	62	80	8,76	156	0,05	3,47	-3,42	153
Mai	0,05	1,17	3,17	62	82	9,06	158	0,07	3,30	-3,23	154
Juin	0,05	1,09	3,04	64	81	9,07	158	0,05	3,41	-3,36	155
Juillet	0,06	1,13	2,98	61	79	8,27	153	0,05	3,73	-3,68	149
Août	0,05	0,86	3,31	63	85	7,82	160	0,07	2,60	-2,53	157
Septembre	0,05	0,82	3,33	64	87	8,34	163	0,05	3,89	-3,84	159
Octobre	0,04	0,76	3,20	66	91	8,99	170	0,05	4,13	-4,08	166
Novembre	0,04	0,73	2,91	66	91	9,58	171	0,08	4,09	-4,01	167

¹ La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgaz des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle comprend également la production de méthane en provenance directe des charbonnages ainsi que le gaz de pétrole liquéfié transporté par canalisation, tous ces gaz étant destinés à la distribution publique.

La présente statistique ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgaz, gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz liquéfié qui sont mélangés en dehors de l'usine de production en gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours, etc.

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (8) (4) (6) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

c) Les volumes de gaz produit par les cokeries et les charbonnages sont ramenés à 4.250 kcal. 0° C., 760 mm. Hg.

d) Les cokeries produisant du gaz tant pour la distribution publique que pour les consommations industrielles directes sont comprises dans le nombre de cokeries correspondant à la colonne (5). Le nombre total des cokeries (sociétés privées produisant du gaz en 1952, 1953 et 1954) s'élève à 18.

CONSOMMATION *

I. — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

65¹

A. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

Mois	Grands magasins						Magasins à succursales		Coopératives et magasins patrons					
	Vêtements		Ameublement		Art. de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953
Décembre	545	521	585	579	1.027	1.087	485	493	256	248	658	710	496	472
	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954
Janvier	476	445	540	546	590	576	411	447	227	220	577	650	552	623
Février	350	336	532	537	545	550	406	420	217	217	538	610	423	456
Mars	472	476	605	629	624	644	399	402	239	244	569	618	551	588
Avril	499	521	609	641	667	683	406	415	236	240	560	625	504	549
Mai	486	499	570	599	659	655	403	403	229	229	551	620	449	471
Juin	419	435	538	537	619	642	402	411	243	236	551	620	388	404
Juillet	496	520	558	621	726	793	434	438	235	241	586	667	397	403
Août	346	353	507	536	688	699	423	419	227	227	557	616	375	413
Septembre	447	464	605	620	672	695	396	408	233	235	562	637	546	541
Octobre	558	560	585	574	715	701	411	427	241	244	600	650	542	595
Novembre	498	524	507	544	920	995	392	433	221	226	565	638	465	515
Décembre	521		579	605	1.087	1.160	493		248		710		472	

* Pour la consommation de sucre, voir tableau no 56².

B. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

65²

Source : Institut National de Statistique.

Mois	Grands magasins à rayons multiples																					
	Indice général	Alimentation				Habillement				Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-Papeterie		Parf.	Jeux, jouets, sports, voyage		
		Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Aunages	Dessus hommes	Dessus femmes	Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapell.	Total ¹	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie		Total	Toilette
1953 Décembre	185	333	204	175	255	63	151	134	179	138	94	165	120	155	348	174	228	301	248	256	170	415
1954 Janvier ...	136	288	152	142	208	67	110	117	164	115	122	125	123	115	261	129	103	103	121	118	113	57
Février	124	298	151	128	211	61	86	78	111	85	92	162	117	115	257	128	100	97	100	100	108	58
Mars	142	306	156	158	220	89	139	132	122	110	115	165	133	134	253	145	110	111	111	111	119	93
Avril	154	315	166	164	229	79	210	176	149	130	116	172	136	135	247	145	113	129	112	114	129	128
Mai	142	267	135	148	193	81	179	168	154	128	101	180	129	133	243	143	100	97	105	104	122	115
Juin	133	254	132	142	185	66	153	130	155	115	90	166	118	127	214	135	111	100	95	96	106	133
Juillet ...	161	280	144	169	205	65	193	161	209	141	121	201	150	153	263	163	129	139	111	115	159	190
Août	131	243	128	155	180	48	116	114	125	96	93	163	118	133	257	145	115	114	199	187	129	116
Septembre	141	261	140	152	193	69	145	135	128	111	112	189	136	136	323	154	111	109	216	200	124	79
Octobre ...	153	304	145	160	214	78	218	183	148	135	99	157	120	128	353	149	116	128	125	126	126	153
Novembre .	171	293	166	171	220	72	189	144	159	132	98	151	117	118	310	136	129	295	172	189	126	609
Décembre .	205	381	237	195	293	67	179	160	206	158	101	174	127	165	405	188	255	325	275	282	187	400

¹ Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.

65³

Mois	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement			Coopératives											Magasins à succursales		Gros-sistes
	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chausures	Alimentation générale
1953 Décembre	81	90	74	163	133	192	101	136	144	216	235	117	149	160	121	96	127
1954 Janvier	65	61	70	157	114	188	94	142	126	147	118	83	103	204	80	81	117
Février	47	34	43	146	114	169	90	123	133	145	100	81	100	193	68	64	109
Mars	90	74	69	156	129	172	118	197	168	156	126	106	122	171	91	85	118
Avril	125	112	110	155	127	173	117	209	148	168	125	104	147	155	99	109	119
Mai	112	90	97	154	121	171	102	171	158	157	211	90	141	207	105	103	114
Juin	87	71	75	149	125	171	85	139	131	168	197	85	129	191	107	107	123
Juillet	87	87	116	158	126	182	81	208	143	180	241	92	130	217	117	90	124
Août	56	47	49	150	119	170	79	138	136	155	373	92	121	246	83	81	123
Septembre	82	69	69	159	123	179	103	218	141	158	219	116	147	213	83	83	124
Octobre	106	107	84	162	129	183	115	174	146	171	293	80	123	189	94	104	p112
Novembre	91	77	65	154	120	175	109	191	154	165	178	95	126	165	85	82	p117
Décembre	86	74	78												126	94	

II. — CONSOMMATION DE TABAC 66
(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabacs à fumer, priser et mâcher
	(millions de pièces)			
1936-1938 Moy.	16,2	49,4	430	1.097
1953 Moyenne	10,9	36,9	684	834
1954 Moyenne	12,3	42,4	688	819
1954 Janvier	11,1	33,6	648	769
Février	9,9	24,9	546	645
Mars	10,7	32,6	722	909
Avril	10,6	37,7	672	829
Mai	11,5	47,5	772	874
Juin	8,5	44,5	784	925
Juillet	12,1	43,0	733	745
Août	12,8	50,4	639	827
Septembre	16,2	43,9	729	825
Octobre	14,6	41,9	635	794
Novembre	15,0	53,6	657	873
Décembre	14,8	55,4	718	812
1955 Janvier	12,1	37,6	638	720

III. — ABATTAGES DANS LES 67
12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

Périodes	Gros bétail (Boeufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
1936-1938 Moy.	16,5	0,7	12,2	26,7	6,5
1953 Moyenne	18,8	3,5	10,2	33,9	5,6
1954 Moyenne	20,1	4,1	11,1	31,6	6,1
1953 Décembre	21,1	4,6	9,8	31,9	11,6
1954 Janvier	19,2	4,5	8,7	29,1	10,9
Février	17,7	4,0	9,7	25,6	7,3
Mars	21,4	4,6	13,1	33,2	4,3
Avril	19,2	3,7	12,7	31,0	3,4
Mai	18,6	3,7	12,1	34,0	2,4
Juin	21,1	3,8	13,6	36,7	2,1
Juillet	17,5	3,6	9,7	28,7	1,8
Août	19,5	3,8	10,8	30,5	2,0
Septembre	21,7	4,6	11,9	32,0	5,4
Octobre	19,5	4,0	9,6	30,0	9,1
Novembre	22,2	4,5	10,0	31,0	12,4
Décembre	23,1	4,8	10,8	33,9	12,4

TRANSPORTS

I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

70¹

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

Périodes	Recettes				Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploitation
	Voyageurs et bagages	Marchandises	Diverses	Total			
1938 Moyenne ¹	74	147	5	226	239	— 13	106
1952 Moyenne	274	585	110	969	955	14	99
1953 Moyenne	286	560	87	933	935	— 2	100
1953 Août	343	512	85	940	924	16	98
Septembre	303	570	82	955	923	32	97
Octobre	269	621	86	976	952	24	98
Novembre	250	578	86	914	905	9	99
Décembre	263	572	89	924	850	74	92
1954 Janvier p	283	512	102	897	979	— 82	109
Février p	234	567	92	893	939	— 46	105
Mars p	278	578	102	958	981	— 23	102
Avril p	293	514	99	906	948	— 42	105
Mai p	290	508	99	897	939	— 42	105
Juin p	299	552	111	962	946	16	98
Juillet p	346	511	110	967	951	16	98
Août p	351	523	111	985	948	37	96
Septembre p	306	569	112	987	947	40	96
Octobre p	283	612	113	1.008	963	45	96

¹ Y compris le Nord-Belge.

² Y compris les subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

b) Nombre de wagons fournis à l'industrie ¹

c) Statistique du trafic

1° Trafic général

70²

Périodes	A	B	C	A+C	Voyageurs		Wagons complets ²				
					Nombre	Voyageurs km.	Tonnes transp.	Tonnes-km.			Total
								Service interne belge	Service international	Transit	
(milliers)				(millions)	(milliers)	(millions)					
1938 Moyenne ³	389	115	91	480	16,8	535	6.169	186	154	88	428
1953 Moyenne	274	95	55	328	18,9	627	5.150	171	201	105	477
1953 Octobre	313	99	58	371	19,2	608	5.892	196	215	105	517
Novembre	286	100	57	343	19,1	600	5.557	181	208	103	493
Décembre	267	103	62	329	19,6	618	5.216	162	206	120	488
1954 Janvier p	237	98	52	289	p19,1	p603	4.592	144	193	92	430
Février p	244	103	60	304	p17,8	p548	4.853	163	207	114	484
Mars p	276	99	59	335	p19,6	p616	5.215	168	207	93	468
Avril p	248	83	51	299	p20,0	p642	4.682	146	189	76	411
Mai p	243	81	53	296	p19,2	p625	4.617	147	191	83	422
Juin p	262	89	53	315	p19,2	p643	4.961	157	213	76	445
Juillet p	241	81	58	298	p17,4	p663	4.590	142	210	82	434
Août p	259	93	54	313	p18,4	p688	4.952	155	219	81	455
Septembre p	280	95	63	343	p19,1	p638	5.280	172	233	87	492
Octobre p	299	106	67	366	p19,0	p620	5.811	186	239	93	518
Novembre p	292	108	61	353	p19,7	p626	5.832	186	239	89	514

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

¹ Wagons chemins de fer et particuliers.

² Non compris les transports militaires.

³ Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

c) Statistique du trafic

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic ¹

Périodes	Tonnes-km.	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles, huiles et graisses	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers
	(millions)									
1953 Janvier	456	4.843	129	2.254	801	754	630	18	241	16
Février	426	4.556	121	2.021	767	684	691	20	235	17
Mars	507	5.428	169	2.121	881	771	1.098	25	339	24
Avril	484	5.225	129	2.086	877	763	1.132	24	193	21
Mai	460	4.929	109	1.969	808	699	1.110	21	193	20
Juin	511	5.343	107	2.103	919	787	1.158	19	228	22
Juillet	466	4.825	129	2.009	834	606	969	17	239	22
Août	423	4.733	119	2.148	614	568	970	49	247	18
Septembre ...	489	5.258	158	2.226	813	627	1.079	41	290	24
Octobre	517	5.890	694	2.267	821	707	1.095	17	267	22
1954 Janvier	430	4.593	114	2.254	718	616	584	19	271	16
Février	484	4.853	163	2.354	687	683	589	22	335	20
Mars	468	5.215	151	2.292	763	691	953	26	317	21
Avril	411	4.582	121	1.923	734	630	943	20	192	19
Mai	422	4.617	119	1.915	745	600	991	17	210	20
Juin	445	4.961	90	2.080	845	672	993	15	247	19
Juillet	434	4.590	83	1.893	794	632	905	14	249	20
Août	455	4.952	82	2.111	883	642	950	29	238	17
Septembre ...	492	5.280	102	2.219	847	709	1.040	93	251	19
Octobre	518	5.811	428	2.431	837	780	1.028	32	253	22

¹ Non compris les transports militaires.B. — Service interne belge ¹

Périodes	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles, huiles et graisses	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers	II Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux T.-km. transportées (milliers)
1953 Janvier	2.848	42	1.780	149	299	433	2	141	3	1.286
Février	2.654	39	1.590	132	274	476	2	138	3	1.294
Mars	3.208	39	1.696	171	301	811	2	182	6	1.867
Avril	3.131	33	1.645	183	300	851	3	111	6	1.784
Mai	2.898	31	1.476	173	275	827	2	109	5	1.605
Juin	3.033	33	1.526	182	289	870	2	126	5	1.805
Juillet	2.624	37	1.367	168	196	706	3	141	6	1.476
Août										1.512
Septembre ...										1.997
Octobre										4.319
Novembre ...										3.769
1954 Janvier	2.598	32	1.642	141	241	402	2	136	2	970
Février	2.604	35	1.714	109	236	369	2	137	2	940
Mars	2.991	37	1.623	169	289	691	2	174	5	1.158
Avril	2.665	31	1.383	178	259	694	1	116	3	1.027
Mai	2.690	29	1.352	185	246	756	2	117	3	1.127
Juin	2.844	32	1.433	197	280	746	2	151	3	1.036
Juillet	2.488	36	1.247	169	247	656	1	129	3	975
Août	2.779	32	1.441	192	266	700	14	132	3	1.063
Septembre ...	2.931	38	1.483	184	290	733	58	141	4	1.173
Octobre	3.299	323	1.646	179	301	705	10	132	3	2.745
Novembre ...	3.345	468	1.694	168	272	609	2	127	3	3.434

¹ Non compris les transports militaires.

III. — MOUVEMENT DES PORTS

71¹

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale					
	Entrées			Sorties			Entrées			Sorties		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ²	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ²
chargés				sur lest								
1953 Moyenne	1.084	2.538	1.201	925	156	1.147	3.678	1.565	713	3.677	1.573	817
1954 Moyenne ...	1.075	2.634		924	150		3.563	1.561	679	3.575	1.570	853
1954 Janvier	1.053	2.536	1.246	940	146	1.272	3.618	1.518	562	3.570	1.501	740
Février	911	2.207	997	775	135	938	1.778	746	250	1.945	821	538
Mars	1.151	2.694	1.318	984	148	890	4.017	1.757	741	3.941	1.696	964
Avril	1.059	2.516	1.218	910	162	1.093	3.695	1.651	752	3.639	1.622	753
Mai	1.100	2.758	1.148	912	162	1.081	3.749	1.618	741	3.569	1.572	775
Juin	1.009	2.433	1.222	891	156	1.093	3.632	1.573	735	3.775	1.612	830
Juillet	1.114	2.793	1.334	943	159	1.035	3.834	1.665	764	3.882	1.705	911
Août	1.109	2.672	1.286	946	155	1.083	3.667	1.579	666	3.685	1.607	919
Septembre ...	1.076	2.756	1.498	895	168	1.065	3.616	1.597	699	3.556	1.577	936
Octobre	1.075	2.823	1.545	927	159	1.170	3.799	1.723	778	3.927	1.803	983
Novembre ...	1.140	2.697	1.212	1.014	130	1.192	3.636	1.646	748	3.694	1.651	916
Décembre ...	1.103	2.726		951	116		3.710	1.663	717	3.713	1.677	965
1955 Janvier	1.143	2.837		986	138							

¹ Trafic international. — ² Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

71²

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale	
	Entrées			Sorties			Marchandises ¹	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Entrées	Sorties
(milliers de tonnes métriques)								
1953 Moyenne	156	116	117	156	117	76	118	46
1954 Moyenne	146	119		144	115			
1954 Janvier	145	119	97	143	115	83	86	34
Février	123	103	79	125	100	70	52	38
Mars	150	113	109	145	116	75	156	52
Avril	153	105	106	159	109	110	154	50
Mai	147	115	108	140	108	53	124	47
Juin	126	91	94	126	88	79	125	63
Juillet	144	125	126	139	115	51	166	66
Août	165	120	110	159	118	114	138	51
Septembre	155	134	148	151	123	75	174	90
Octobre	155	141	137	157	149	119	181	67
Novembre	156	134		153	127			
Décembre	138	123		133	116			
1955 Janvier	169	158		167	157			

¹ Trafic international.

IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Bateaux chargés														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1952 Moyenne ..	5.398	2.932	2.150	318	10.798	1.427	1.023	769	76	3.295	159,6	63,1	49,8	9,9	282,4
1953 Moyenne ...	7.177	3.152	2.615	400	13.344	1.778	1.039	877	94	3.788	181,3	71,1	57,4	13,4	323,2
1953 Octobre ..	8.208	3.715	2.957	358	15.238	2.001	1.263	939	87	4.290	195,3	83,4	66,3	13,6	358,6
Novembre ..	7.333	3.338	2.740	416	13.827	1.818	1.105	924	98	3.945	177,3	78,2	61,8	13,7	331,0
Décembre ..	7.595	3.244	2.656	459	13.954	1.862	1.020	846	100	3.828	182,6	74,5	57,1	13,9	328,1
1954 Janvier ...	6.568	2.651	2.338	309	11.866	1.579	850	765	69	3.263	152,2	60,8	49,7	9,6	272,3
Février ...	3.446	1.024	1.082	165	5.717	967	355	392	37	1.751	83,5	21,6	21,9	4,5	131,5
Mars	7.562	4.302	3.189	672	15.725	1.947	1.584	1.146	158	4.836	191,5	96,2	75,9	21,6	385,2
Avril	6.948	3.986	2.930	748	14.612	1.784	1.422	1.004	174	4.384	171,3	95,9	67,1	21,4	355,7
Mai	7.188	4.249	3.223	629	15.289	1.760	1.513	1.101	145	4.520	171,4	102,8	75,5	19,3	369,1
Juin	7.204	4.010	3.205	680	15.099	1.822	1.449	1.129	152	4.552	177,7	97,0	75,3	20,4	370,4
Juillet ...	7.146	4.363	3.247	796	15.552	1.859	1.571	1.135	180	4.745	187,7	104,7	77,2	23,2	392,8
Août	7.194	4.240	3.075	706	15.215	1.853	1.491	1.126	163	4.633	183,9	98,1	74,1	21,2	377,3
Septembre ..	7.275	4.373	3.111	467	15.226	1.865	1.561	1.175	108	4.709	183,0	95,2	72,8	14,9	365,9
Octobre	7.396	4.017	3.251	634	15.298	1.899	1.471	1.243	145	4.758	185,4	93,8	78,9	20,4	378,5

COMMERCE EXTERIEUR

DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)

75

Périodes	(0) Produits alimentaires	(1) Boissons et tabacs	(2) Mat. brutes non comest. à l'ex- ception des car- burants	(3) Com- bustibles miné- raux, lu- brifiants et produits connexes	(4) Huiles et grais- ses d'origine animale ou végétale	(5) Produits chimi- ques	(6) Art. manuf., classés prin- cipalement d'après la mat. première	(7) Ma- chines et matériel de transport	(8) Articles manu- facturés divers	(9) Mar- chandises non dénom- mées ailleurs	Totaux	Prix moyen par tonne (francs)	Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs)	Rapport des exporta- tions aux importa- tions en p. c.
<i>Importations.</i>														
Valeurs (millions de francs)														
1953 Décembre ...	1.905	219	2.557	881	115	584	2.063	1.722	438	101	10.585	3.203		
1954 Janvier	1.838	151	2.475	1.060	82	473	1.871	1.428	338	80	9.796	3.053		
Février	1.628	145	2.079	801	128	515	1.717	1.542	409	97	9.061	3.464		
Mars	2.107	188	2.544	1.123	209	532	2.564	2.053	527	113	11.960	3.119		
Avril	1.812	168	2.398	1.081	129	517	2.335	1.789	512	87	10.828	2.996		
Mai	1.625	179	2.576	1.020	90	610	2.021	1.948	473	114	10.656	2.922		
Juin	1.554	180	2.147	1.034	113	543	2.528	1.894	442	102	10.537	2.879		
Juillet	1.496	160	2.383	1.115	131	569	1.941	1.710	437	90	10.032	2.570		
Août	1.495	148	2.426	1.009	138	493	2.461	1.545	447	89	10.251	2.616		
Septembre ...	1.740	182	2.789	1.238	90	570	2.427	1.575	559	86	11.256	2.706		
Octobre	1.694	192	2.413	1.148	110	566	2.417	1.609	564	110	10.823	2.681		
Novembre ...	1.669	185	2.616	913	129	590	2.335	1.574	508	83	10.602	2.903		
Décembre ...	1.790	224	2.557	1.146	117	577	2.493	1.759	488	84	11.235	3.069		
<i>Exportations.</i>														
1954 Janvier	339	12	844	614	87	812	5.290	1.199	335	61	9.593	4.559	— 203	97,9
Février	290	10	726	427	53	609	4.376	830	313	29	7.663	5.702	— 1.398	84,6
Mars	362	16	840	599	73	762	5.342	1.072	363	21	9.450	4.857	— 2.510	79,0
Avril	366	15	801	535	75	829	5.664	1.347	396	16	10.044	4.842	— 784	92,8
Mai	334	12	720	574	54	680	4.658	1.241	342	78	8.693	4.342	— 1.963	81,6
Juin	371	16	825	674	60	688	5.708	1.097	356	80	9.875	4.493	— 662	93,7
Juillet	356	14	717	552	62	654	5.051	1.296	369	67	9.138	4.571	— 894	91,1
Août	291	17	639	603	62	765	4.904	954	425	63	8.723	3.833	— 1.528	85,1
Septembre ...	335	13	688	623	66	726	5.314	833	405	52	9.055	4.273	— 2.201	80,4
Octobre	453	13	798	682	74	744	6.271	926	463	65	10.489	4.481	— 334	96,9
Novembre ...	552	16	971	779	53	740	6.175	1.068	442	85	10.881	4.448	+ 279	102,6
Décembre ...	457	18	958	832	84	706	6.139	1.004	430	56	10.684	4.364	— 551	95,1
1955 Janvier											p10.984	p4.366		
<i>Importations.</i>														
Quantités (milliers de tonnes)														
1953 Décembre ...	355	10,8	1.782	878	9,4	128	106	31,3	4,1	0,1	3.305			
1954 Janvier	294	7,7	1.629	1.054	7,0	92	93	26,1	3,4	1,4	3.208			
Février	207	7,2	1.392	784	10,5	110	77	22,6	3,8	2,2	2.616			
Mars	359	10,1	2.038	1.134	17,2	96	133	40,0	4,8	1,9	3.834			
Avril	264	9,4	1.955	1.112	10,8	104	123	29,1	4,9	2,0	3.614			
Mai	289	9,4	1.993	1.069	7,6	108	117	47,9	4,9	1,4	3.647			
Juin	276	9,9	1.978	1.088	8,7	117	142	33,6	4,8	1,6	3.660			
Juillet	277	8,9	2.168	1.166	11,4	109	118	39,2	4,9	1,6	3.904			
Août	268	7,7	2.245	1.086	11,5	111	149	33,9	4,6	1,5	3.918			
Septembre ...	314	9,1	2.264	1.269	7,2	116	141	30,8	5,6	2,0	4.159			
Octobre	342	10,1	2.200	1.218	9,4	141	149	36,6	5,6	1,5	4.113			
Novembre ...	350	10,0	2.011	969	11,7	120	146	27,9	5,1	1,5	3.652			
Décembre ...	319	11,2	1.850	1.175	10,0	112	145	33,0	4,9	1,3	3.661			
<i>Exportations.</i>														
1954 Janvier	41	0,6	377	675	6,6	331	634	35,5	4,1	0,1	2.104			
Février	38	0,5	127	440	4,4	227	483	20,4	3,7	0,1	1.344			
Mars	51	0,8	296	622	5,5	282	659	25,7	3,9	0,1	1.946			
Avril	49	0,8	371	565	4,8	333	714	31,6	4,7	0,1	2.074			
Mai	39	0,7	382	610	3,8	274	624	32,3	3,9	32,0	2.002			
Juin	38	1,0	365	742	4,0	243	731	31,3	4,4	38,8	2.198			
Juillet	34	0,8	339	603	4,4	254	698	29,5	4,5	31,9	1.999			
Août	40	1,3	441	724	4,5	304	691	24,0	4,5	41,9	2.276			
Septembre ...	49	0,7	361	706	4,8	268	672	17,4	4,6	35,2	2.119			
Octobre	73	0,5	346	801	5,9	282	765	18,2	4,9	44,3	2.341			
Novembre ...	82	0,9	356	908	4,2	269	742	25,1	4,6	54,3	2.446			
Décembre ...	76	1,0	310	989	6,8	281	722	21,2	4,6	36,4	2.448			
1955 Janvier											p2.516			

CHOMAGE

I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81¹

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de chômeurs contrôlés						Nombre de journées perdues		
	Chômeurs inscrits au cours du mois			Moyennes journalières			Chômeurs		
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	Totaux
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
(milliers)						(milliers)			
1954 Janvier	280	328	608	236	132	368	7.070	3.996	11.066
Février	268	303	571	227	101	328	5.449	2.410	7.859
Mars	240	146	386	200	50	250	4.789	1.194	5.983
Avril	211	178	389	182	50	232	4.000	1.104	5.104
Mai	213	203	416	169	50	219	4.894	1.460	6.354
Juin	191	174	365	159	48	207	3.650	1.106	4.756
Juillet	185	164	349	154	44	198	3.548	1.010	4.558
Août	186	146	332	140	37	177	4.209	1.111	5.320
Septembre	163	135	298	125	37	162	3.004	881	3.885
Octobre	159	157	316	119	38	157	3.465	1.103	4.568
Novembre	167	135	302	134	43	177	3.096	974	4.070
Décembre				155	54	209			
1955 Janvier				178	118	296			

II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

81²

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											
(milliers)													

Moyenne journalière par mois

1954 Janvier	—	—	30	368,0	77,6	58,5	62,0	77,2	37,7	26,5	14,3	5,7	8,5
Février	—	—	24	327,8	70,5	52,4	54,9	67,5	31,8	22,8	15,3	4,9	7,7
Mars	—	—	24	249,5	57,2	41,0	42,9	54,0	23,2	16,4	8,5	1,8	4,5
Avril	—	—	22	232,1	52,5	37,3	39,4	51,0	22,4	14,9	10,0	0,9	3,7
Mai	—	—	29	219,1	47,3	34,7	35,8	49,6	22,1	14,6	10,9	0,7	3,4
Juin	—	—	23	206,8	45,0	33,6	33,9	47,6	21,1	13,3	8,5	0,7	3,1
Juillet	—	—	23	198,2	43,6	31,9	31,9	45,9	19,7	13,0	8,6	0,8	2,8
Août	—	—	30	177,3	39,6	29,6	27,2	41,5	17,4	12,4	6,2	0,7	2,7
Septembre	—	—	24	162,0	38,2	25,5	25,5	37,4	15,2	11,7	5,6	0,6	2,3
Octobre	—	—	29	157,4	37,6	23,5	26,4	36,0	14,6	11,6	4,9	0,6	2,2
Novembre	—	—	23	176,8	42,8	26,1	32,5	39,5	15,6	11,9	5,0	0,9	2,5
Décembre	—	—	22	208,7	46,7	30,4	39,4	48,6	18,6	13,7	6,2	2,0	3,1
1955 Janvier	—	—	30	295,8	62,8	44,6	54,3	65,7	26,1	19,2	12,5	4,6	6,0

Moyenne journalière par semaine

1955 Janvier	2	8	6	323,3	66,1	49,1	60,4	73,1	29,8	21,0	13,0	4,7	6,1
	9	15	6	321,0	66,7	48,8	59,6	71,7	28,5	20,3	13,5	5,5	6,4
	16	22	6	324,0	68,8	48,9	59,3	71,9	27,8	20,9	14,2	5,2	7,0
	23	29	6	275,1	59,9	41,1	49,3	60,2	23,5	18,6	12,8	4,0	5,7
	30	5/2	6	235,7	52,7	35,0	42,7	51,8	20,5	15,5	9,3	3,6	4,6

III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES

81³

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Total			Chômeurs complets			Chômeurs partiels		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	(milliers)								
1953 Moyenne	158,0	87,8	245,8	116,6	67,0	183,6	41,4	20,8	62,2
1954 Moyenne	147,7	77,1	224,8	107,4	59,5	166,9	40,3	17,6	57,9
1954 Janvier	268,6	99,4	368,0	161,0	74,5	235,5	107,6	24,9	132,5
Février	237,1	90,7	327,8	156,0	71,1	227,1	81,1	19,6	100,7
Mars	165,4	84,1	249,5	132,9	67,0	199,9	32,5	17,1	49,6
Avril	149,6	82,5	232,1	117,9	64,0	181,9	31,7	18,5	50,2
Mai	138,6	80,5	219,1	106,3	62,4	168,7	32,3	18,1	50,4
Juin	129,2	77,6	206,8	99,6	59,0	158,6	29,6	18,6	48,2
Juillet	125,4	72,8	198,2	98,4	55,9	154,3	27,0	16,9	43,9
Août	110,3	67,0	177,3	87,2	53,1	140,3	23,1	13,9	37,0
Septembre	98,4	63,6	162,0	74,7	50,5	125,2	23,7	13,1	36,8
Octobre	93,9	63,5	157,4	69,5	49,8	119,3	24,4	13,7	38,1
Novembre	109,2	67,6	176,8	82,5	51,9	134,4	26,8	15,6	42,4
Décembre	134,5	74,2	208,7	102,1	53,1	155,2	32,5	21,0	53,5
1955 Janvier	217,9	77,9	295,8	123,1	55,3	178,4	94,8	22,6	117,4

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

81⁴

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés) (milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Agriculture	Forêt chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameuble- ment	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation Tabac	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels- restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total	
Chômeurs complets																										
1953	Novembre ...	12,9	1,0	1,5	1,6	6,0	2,9	26,2	8,0	25,4	2,5	1,7	1,2	24,4	13,7	5,1	10,6	15,6	—	—	6,3	5,4	0,4	12,7	0,9	186,0
	Décembre ...	16,5	1,1	1,5	1,9	7,3	3,0	35,7	10,0	27,4	2,7	1,7	1,3	27,0	16,9	6,2	11,6	17,0	—	—	6,3	5,3	0,5	12,8	0,9	214,6
1954	Janvier	17,5	1,3	1,6	2,3	8,2	3,1	45,0	11,1	29,0	2,7	1,8	1,4	28,7	18,7	6,0	12,5	18,0	—	—	6,4	5,4	0,5	13,4	0,9	235,5
	Février	17,2	1,3	1,6	2,2	7,8	3,0	43,8	10,7	28,1	2,7	1,6	1,4	27,6	16,6	5,0	12,5	17,6	—	—	6,3	5,4	0,5	13,1	1,0	227,1
	Mars	14,8	1,0	1,5	1,8	5,5	3,2	32,6	9,1	26,1	2,6	1,7	1,3	26,1	13,9	4,5	12,2	16,4	—	—	6,2	5,3	0,5	12,8	0,9	199,9
	Avril	13,8	1,0	1,5	1,5	3,8	3,6	26,5	7,8	23,7	2,6	1,5	1,2	25,4	12,1	4,3	12,0	15,5	—	—	5,3	5,2	0,4	12,2	1,0	181,9
	Mai	10,1	1,0	1,5	1,4	3,3	3,3	22,8	7,1	22,6	2,5	1,5	1,2	25,1	11,7	4,2	10,8	14,8	—	—	5,1	5,0	0,4	12,1	1,2	168,7
	Juin	10,0	1,1	1,5	1,3	3,1	3,0	20,5	6,4	20,7	2,4	1,4	1,1	24,5	11,5	4,2	9,6	14,0	—	—	4,4	4,9	0,3	11,6	1,1	158,6
	Juillet	12,3	1,1	1,5	1,3	3,0	3,0	18,7	6,2	19,7	2,3	1,4	1,1	23,1	12,0	4,1	8,9	13,5	—	—	3,8	4,6	0,3	11,3	1,1	154,3
	Août	9,6	1,0	1,3	1,2	2,9	2,9	15,1	5,8	18,4	2,2	1,3	1,1	20,5	10,9	3,7	8,5	12,9	—	—	3,9	4,7	0,3	11,1	1,0	140,3
	Septembre ...	6,1	0,7	1,1	0,9	2,9	2,1	14,3	5,1	16,6	1,8	1,2	1,0	18,9	9,5	3,0	7,4	11,5	—	—	4,5	4,5	0,3	10,9	0,9	125,2
	Octobre	3,9	0,6	1,1	0,9	4,0	1,9	13,5	4,9	15,1	1,7	1,1	1,0	18,4	8,6	3,0	7,0	11,0	—	—	5,3	4,5	0,3	10,8	0,7	119,3
	Novembre ...	9,1	0,6	1,1	1,0	4,9	1,9	17,2	5,6	15,8	2,0	1,1	1,0	19,1	9,7	3,4	7,4	11,5	—	—	5,6	4,5	0,4	10,7	0,8	134,4
Chômeurs partiels et accidentels																										
1953	Novembre ...	1,0	0,4	0,2	0,5	0,7	0,3	3,8	1,6	7,0	0,5	0,3	0,2	10,8	7,6	4,1	1,7	2,2	5,9	1,5	0,3	0,3	0,1	0,4	0,0	51,4
	Décembre ...	1,2	0,7	0,4	1,2	0,8	0,3	7,5	2,8	8,5	0,7	0,5	0,2	17,0	11,3	6,4	2,3	2,7	5,8	2,1	0,3	0,4	0,1	0,4	0,0	73,6
1954	Janvier	2,4	2,5	0,9	4,6	1,7	0,3	52,3	6,7	12,3	0,8	0,5	0,3	16,9	9,7	3,3	3,0	4,8	6,4	1,7	0,4	0,4	0,1	0,5	0,0	132,5
	Février	2,0	1,9	3,1	3,2	1,4	0,4	34,2	5,0	8,8	0,6	0,4	0,3	14,2	7,0	2,4	2,7	4,1	6,5	1,3	0,3	0,3	0,1	0,5	0,0	100,7
	Mars	0,6	0,5	0,2	0,5	0,7	0,5	4,3	1,5	6,1	0,5	0,3	0,2	13,1	4,9	2,2	2,6	2,5	6,2	1,0	0,3	0,3	0,1	0,5	0,0	49,6
	Avril	0,5	0,3	3,7	0,3	0,5	0,6	2,3	1,3	5,3	0,6	0,3	0,2	14,3	4,6	2,5	2,3	2,5	6,3	0,5	0,3	0,3	0,1	0,5	0,1	50,2
	Mai	0,7	0,4	6,2	0,2	0,4	0,4	2,1	1,1	4,7	0,6	0,3	0,2	15,3	4,4	2,5	2,0	2,2	5,3	0,4	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	50,4
	Juin	1,2	0,3	4,0	0,2	0,5	0,3	1,8	1,1	3,8	0,4	0,3	0,2	13,5	5,4	4,4	1,6	2,0	5,5	0,6	0,3	0,3	0,1	0,4	0,0	48,2
	Juillet	1,0	0,3	3,9	0,2	0,4	0,3	1,7	1,0	3,3	0,3	0,3	0,2	12,9	5,4	3,1	1,4	2,0	4,4	0,8	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	43,9
	Août	0,8	0,3	2,0	0,2	0,4	0,3	1,9	0,9	3,2	0,3	0,3	0,2	10,2	4,3	2,7	1,3	1,8	3,9	1,0	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	37,0
	Septembre ...	0,7	0,4	2,4	0,3	0,6	0,2	2,1	0,9	2,8	0,4	0,3	0,1	9,5	4,1	1,8	1,4	1,7	4,8	1,3	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	36,8
	Octobre	0,8	0,4	2,0	0,3	0,5	0,2	2,9	1,1	3,1	0,5	0,3	0,2	8,9	4,7	2,6	1,8	1,8	4,3	0,7	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	38,1
	Novembre ...	0,9	0,4	0,2	0,4	0,4	0,3	3,9	1,5	3,3	0,5	0,3	0,2	9,1	6,4	3,3	1,8	1,9	4,7	1,8	0,3	0,3	0,1	0,4	0,0	42,4
Total des chômeurs contrôlés																										
1953	Novembre ...	13,8	1,4	1,7	2,1	6,7	3,2	30,0	9,6	32,4	3,1	2,0	1,4	35,2	21,3	9,3	12,2	17,8	5,9	1,5	6,6	5,7	0,5	13,1	0,9	237,4
	Décembre ...	17,7	1,8	1,9	3,1	8,0	3,3	43,2	12,8	35,9	3,5	2,1	1,5	44,0	28,1	12,7	13,9	19,7	5,8	2,1	6,6	5,7	0,5	13,3	1,0	288,2
1954	Janvier	19,9	3,8	2,5	6,9	9,9	3,4	97,3	17,8	41,2	3,6	2,3	1,7	45,6	28,4	9,2	15,5	22,9	6,4	1,7	6,7	5,8	0,6	13,9	1,0	368,0
	Février	19,1	3,2	4,7	5,4	9,2	3,4	78,0	15,7	36,9	3,3	2,1	1,6	41,8	23,6	7,4	15,2	21,7	6,5	1,3	6,7	5,8	0,6	13,6	1,0	327,8
	Mars	15,4	1,6	1,7	2,3	6,2	3,7	37,0	10,7	32,2	3,1	1,9	1,5	39,2	18,8	6,7	14,7	18,8	6,2	1,0	6,5	5,6	0,5	13,3	0,9	249,5
	Avril	14,3	1,3	5,2	1,8	4,3	4,2	28,9	9,1	29,0	3,2	1,8	1,4	39,7	16,7	6,8	14,3	17,9	6,3	0,5	5,6	5,5	0,5	12,7	1,1	232,1
	Mai	10,8	1,3	7,7	1,7	3,7	3,7	24,8	8,3	27,2	3,1	1,9	1,4	40,4	16,1	6,7	12,7	17,0	5,3	0,4	5,4	5,3	0,4	12,6	1,2	219,1
	Juin	11,2	1,4	5,5	1,5	3,5	3,3	22,3	7,4	24,4	2,8	1,8	1,3	38,0	17,0	8,6	11,3	16,0	5,5	0,6	4,7	5,2	0,4	12,0	1,1	206,8
	Juillet	13,3	1,4	5,4	1,5	3,4	3,3	20,4	7,2	23,0	2,6	1,7	1,3	36,0	17,4	7,2	10,3	15,5	4,4	0,8	4,1	4,9	0,3	11,7	1,1	198,2
	Août	10,4	1,3	3,3	1,4	3,3	3,2	17,0	6,7	21,6	2,5	1,6	1,3	30,7	15,2	6,4	9,8	14,7	3,9	1,0	4,2	5,0	0,3	11,5	1,0	177,3
	Septembre ...	6,8	1,1	3,5	1,2	3,5	2,3	16,4	6,0	19,4	2,2	1,5	1,1	28,4	13,6	4,8	8,8	13,2	4,8	1,3	4,8	4,8	0,3	11,3	0,9	162,0
	Octobre	4,7	1,0	3,1	1,2	4,5	2,1	16,4	6,0	18,2	2,2	1,3	1,1	27,3	13,3	5,6	8,8	12,8	4,3	0,7	5,6	4,8	0,4	11,3	0,7	157,4
	Novembre ...	10,0	1,0	1,3	1,4	5,3	2,2	21,1	7,1	19,1	2,5	1,4	1,2	28,2	16,1	6,7	9,2	13,4	4,7	1,8	5,9	4,8	0,5	11,1	0,8	176,8

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I. — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹ (millions de francs)

85¹

Rubriques	1954 30 avril	1954 31 mai	1954 30 juin	1954 31 juillet	1954 31 août	1954 30 septembre	1954 30 octobre	1954 30 novembre
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	2.280	2.331	2.501	2.450	2.388	2.560	2.470	2.583
Prêts au jour le jour	1.986	2.294	2.382	2.161	1.757	2.053	2.948	2.427
Banquiers	3.419	3.545	3.514	3.329	3.318	3.308	3.602	4.117
Maison-mère, succursales et filiales ...	493	522	465	394	333	427	513	687
Autres valeurs à recevoir à court terme	3.262	3.104	3.194	3.311	2.814	3.070	3.456	3.271
Portefeuille-effets	44.838	43.572	43.596	40.592	42.235	42.475	44.002	40.331
a) Portefeuille commercial ²	12.681	11.631	11.886	9.831	10.761	11.739	13.120	12.204
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	9.109	9.451	8.941	9.238	11.322	12.842	12.093	11.288
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	23.048	22.490	22.769	21.523	20.152	17.894	18.789	16.839
Reports et avances sur titres	1.547	1.474	1.125	1.303	1.236	1.168	985	1.465
Débiteurs par acceptations	8.393	8.366	8.425	8.428	8.417	8.423	8.508	8.456
Débiteurs divers	16.286	16.308	16.673	17.108	16.864	16.831	16.753	16.968
Portefeuille-titres	16.846	17.269	18.317	18.223	18.829	19.931	20.339	21.403
a) Valeurs de la réserve légale	250	250	251	250	250	250	250	250
b) Fonds publics belges	14.421	14.938	15.732	15.797	16.315	17.195	17.543	18.710
c) Fonds publics étrangers	76	73	73	161	242	346	396	283
d) Actions de banques	1.013	1.013	1.013	1.013	1.014	1.073	1.073	1.073
e) Autres titres	1.086	995	1.248	1.002	1.008	1.067	1.077	1.087
Divers	2.402	1.816	1.574	1.154	886	661	786	704
Capital non versé	44	4	4	4	4	4	4	4
Total disponible et réalisable.....	101.796	100.605	101.770	98.457	99.081	100.911	104.366	102.416
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	3	3	3	5	6	7	6	6
Immeubles	864	863	857	864	866	866	874	884
Participation dans les filiales immobil.	254	254	257	257	257	257	257	257
Créances sur filiales immobilières	266	272	277	279	272	275	276	279
Matériel et mobilier	115	117	116	114	118	117	119	123
Total de l'immobilisé.....	1.502	1.509	1.510	1.520	1.519	1.522	1.532	1.549
Total général actif.....	103.298	102.114	103.280	99.977	100.600	102.433	105.898	103.965
PASSIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	906	567	1.424	963	608	1.515	2.063	446
Emprunts au jour le jour	8	8	2	8	1	21	3	17
Banquiers	8.546	7.734	7.125	6.619	6.452	6.707	6.738	7.177
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.275	1.278	1.351	1.258	1.243	1.210	1.454	1.360
Acceptations	8.393	8.366	8.425	8.428	8.418	8.423	8.508	8.456
Autres valeurs à payer à court terme	1.795	1.383	1.532	1.561	1.347	1.642	2.150	1.768
Créditeurs pour effets à l'encaissement	630	626	601	654	671	679	615	607
Dépôts et comptes courants	68.145	69.103	69.964	67.674	69.050	69.771	71.605	71.221
a) A vue et à un mois au plus ³ ...	59.351	60.311	61.677	59.345	59.814	60.116	61.572	60.600
b) A plus d'un mois	8.794	8.792	8.287	8.329	9.236	9.655	10.053	10.621
Obligations et bons de caisse	2.278	2.397	2.489	2.594	2.668	2.732	2.770	2.798
Montants à libérer sur titres et partic.	638	639	635	634	637	641	642	641
Divers	4.260	3.585	3.202	3.019	2.933	2.454	2.718	2.835
Total de l'exigible.....	96.874	95.686	96.750	93.412	94.028	95.795	99.266	97.326
C. Non exigible :								
Capital	3.886	3.885	3.890	3.924	3.929	3.995	3.989	3.996
Fonds indispon. par prime d'émission	112	112	110	110	110	110	110	109
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	261	261	254	253	254	254	253	253
Réserve disponible	2.088	2.092	2.197	2.198	2.197	2.198	2.202	2.202
Provisions	77	78	79	80	82	81	78	79
Total du non exigible.....	6.424	6.428	6.530	6.565	6.572	6.638	6.632	6.639
Total général passif.....	103.298	102.114	103.280	99.977	100.600	102.433	105.898	103.965

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

² L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts paraétatiques s'élevait aux 30 avril, 31 mai, 30 juin, 31 juillet, 31 août, 30 septembre, 30 octobre et au 30 novembre 1954 respectivement à 7.141, 7.631, 7.699, 9.163, 8.486, 7.758, 7.085, et 7.898 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

³ Y compris les dépôts inscrits en carnets ou livrets sur lesquels il peut être disposé à concurrence de 5.000 francs par période de quatorze jours; et, à concurrence de 50.000 francs maximum, par période de quatorze jours, moyennant un préavis de quatorze jours au moins. Pour les mois d'octobre et novembre 1954, ces dépôts s'élevaient respectivement à 9.322 et 9.367 millions de francs.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

85²

(millions de francs)

Rubriques	1954 22 décembre	1954 29 décembre	1955 6 janvier	1955 13 janvier	1955 20 janvier	1955 27 janvier	1955 8 février	1955 10 février
ACTIF								
Encaisse en or	38.911	38.911	38.911	38.988	39.044	39.044	39.044	39.115
Avoirs sur l'étranger	3.541	3.419	3.664	3.646	4.085	4.073	4.133	4.044
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	8.685	8.685	8.596	8.596	8.916	8.916	8.877	8.877
b) pays membres de l'U.E.P.	500	694	872	939	482	605	785	907
c) autres pays	459	575	620	584	531	536	581	594
Débiteurs pour change et or, à terme	1.448	1.448	1.448	1.468	1.543	1.543	1.543	1.543
Effets commerciaux sur la Belgique	6.591	6.642	7.495	7.389	6.703	6.471	6.752	6.355
Avances sur fonds publics	265	314	366	485	313	331	441	345
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.495	7.835	7.745	7.770	6.895	7.470	8.140	8.185
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	852	922	991	168	593	18	20	75
c) autres effets publics belges	74	55	32	35	48	51	104	99
Monnaies divisionnaires et d'appoint	558	562	549	566	590	608	610	643
Avoirs à l'Office { Compte A	2	2	2	2	2	2	2	2
des Chèq. Post. { Compte B	211	235	—	—	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.792	1.792	1.792	1.792	1.792	1.792	1.792	1.792
Immeubles, matériel et mobilier	967	967	967	967	1.060	1.060	1.060	1.060
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	744	744	774	776	776	776	774	774
Divers	846	851	924	754	279	336	297	289
	107.601	109.313	110.408	109.785	108.312	108.292	109.615	109.359

PASSIF

Billets en circulation	99.836	100.826	102.542	101.400	100.719	100.571	102.129	101.615
Comptes courants :								
Trésor public { Compte ordinaire ...	4	7	4	5	3	3	4	5
{ Comptes Accord de Coop. Economique	88	88	89	93	93	93	93	93
Banques à l'étranger : comptes ordin.	1.022	1.030	1.067	1.073	1.033	968	935	913
Comptes courants divers	1.150	1.910	1.203	1.592	1.434	1.640	1.467	1.676
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiements :								
Pays membres de l'U.E.P.	159	102	67	151	144	136	106	127
Autres pays { a)	243	236	448	458	476	468	459	478
{ b)	211	235	—	—	—	—	—	—
Total des engagements à vue	102.713	104.434	105.420	104.772	103.902	103.879	105.193	104.907
Devises étrangères et or à livrer	1.485	1.466	1.460	1.479	1.553	1.554	1.554	1.568
Caisse de Pensions du Personnel	744	744	774	776	776	776	774	774
Divers	867	877	962	966	163	165	176	192
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	1.392	1.392	1.392	1.392	1.518	1.518	1.518	1.518
	107.601	109.313	110.408	109.785	108.312	108.292	109.615	109.359

COMPTES D'ORDRE AU 31 DECEMBRE 1954

(millions de francs)

Valeurs à l'encaissement		18
Crédits documentaires ouverts		23
Dépôts divers :		
<i>Nantissement des comptes d'avances sur fonds publics belges</i>	11.991	
<i>Garanties données par les cédants d'escompte</i>	20	
<i>Obligations de l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire</i>	9	
<i>Fonds Monétaire International</i>	8.324	
<i>Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement</i>	1.783	
<i>Autres dépôts</i>	<u>22.377</u>	44.504
Cautionnements divers reçus		133
Certificats de garantie reçus du Trésor public		1.625
Cautions données en faveur du Personnel		90
Trésor public :		
<i>Portefeuille et avoirs divers</i>		59
<i>Valeurs diverses dont l'Etat est propriétaire :</i>		
<i>Actions ordinaires S.N.C.F.B.</i>	1.000	
<i>Obligations participantes S.N.C.F.B.</i>	638	
<i>Bons du Trésor du Gouv. Grand-Ducal (Accord belg.-lux.)</i>	1.625	
<i>Obligations du gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne (accords de Londres du 27-2-1953)</i>	448	
<i>Certificats 4 ½ % S.N. des Habitations et Logements à Bon Marché</i>	4.005	
<i>Certificats 4 ½ % S.N. de la Petite Propriété Terrienne</i>	714	
<i>Valeurs diverses</i>	<u>206</u>	8.636
<i>Valeurs diverses dont l'Etat est dépositaire :</i>		
<i>Valeurs déposées par des tiers</i>	8.117	
<i>Service de la Dette inscrite</i>	10.627	
<i>Caisse des Dépôts et Consignations</i>	45.834	
<i>Valeurs déposées en cautionnement</i>	<u>1.944</u>	66.522
<i>Valeurs remises en exécution de l'Arrêté du Régent du 17 janvier 1949 relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés</i>		46
<i>Valeurs à délivrer</i>		5.669
<i>Titres retirés de la circulation</i>		10
<i>Fonds d'amortissement de la Dette publique</i>		5.891
<i>Fonds monétaire :</i>		
<i>Fonds publics</i>	<u>4.704</u>	91.537
Fonds des rentes, titres déposés		4.042
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :		
<i>Placements provisoires</i>	7.926	
<i>Nantissements de prêts</i>	10	
<i>Dépôts de garanties</i>	<u>102</u>	8.038

REPARTITION DU BENEFICE NET

(millions de francs)

1. Aux actionnaires : un premier dividende de 6 % du capital nominal	24,0
2. De l'excédent, soit 312,3 millions de francs	
a) 10 % à la réserve	31,2
b) 8 % au personnel	25,0
3. Du surplus, soit 256,1 millions de francs	
a) A l'Etat 1/5 ^e	51,2
b) Aux actionnaires, un second dividende	204,6
c) Le solde à la réserve	<u>0,3</u>
Total du bénéfice à répartir	336,3

OPERATIONS FAITES PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE POUR SON PROPRE COMPTE

(en millions de francs)

1954

Localités	Effets commerciaux escomptés				Comptes courants d'avances			Comptes courants divers					Chèques déplacés			
	Nombre	Montant	Impayés		Nombre de comptes ouverts	Montant		Montant		Effets remis à l'encaissement par les titulaires		Versements au crédit de comptes ouverts dans d'autres localités ²	émis		payés	
			Nombre	Montant		Débit ²	Crédit ²	Débit ²	Crédit ²	Nombre	Montant		Montant	Nombre	Montant	Nombre
Antwerpen	33.417	4.036	302	7,3	83	11.538,7	11.524,2	34.403	34.769	4.660	491,8	33.999	996	213,1	2.328	362,0
Aalst	9.718	730	87	2,7	13	11,3	11,2	1.654	1.660	75	5,9	3.207	24	5,5	123	40,1
Boom	—	—	6	0,1	8	9,4	7,5	247	248	—	—	246	—	—	61	12,7
Brügge	5.548	409	31	0,4	24	219,3	218,3	1.604	1.608	—	—	2.530	87	13,9	303	59,3
Dendermonde ...	2.310	121	29	1,4	3	21,9	21,8	563	568	—	—	421	—	—	54	6,6
Eeklo	2.073	352	10	0,3	8	7,2	7,7	773	774	—	—	624	9	10,0	120	21,1
Gent	7.883	533	224	8,9	50	216,5	216,1	4.747	4.759	5.133	311,4	6.436	59	12,1	327	216,8
Geraardsbergen .	11.145	323	20	0,5	12	37,7	38,4	522	522	16	1,3	441	26	1,2	346	31,1
Hasselt	3.502	426	46	1,9	16	20,1	20,3	2.217	2.221	45	1,8	2.519	5	0,7	148	25,1
Leper	—	—	18	0,4	7	17,9	17,9	211	211	—	—	171	—	—	170	22,9
Kortrijk	10.324	916	62	1,6	22	41,1	41,5	2.149	2.154	79	20,5	4.654	2	0,1	136	33,2
Leuven	9.329	1.042	34	0,6	10	1,5	1,6	2.477	2.480	12	0,4	4.530	89	15,0	162	53,4
Mechelen	3.436	311	101	3,3	13	34,5	34,9	1.485	1.486	11	0,6	1.310	2	0,3	156	18,7
Oostende	1.218	113	26	0,2	14	6,0	6,0	1.097	1.104	—	—	1.108	11	4,5	129	42,6
Oudenaarde	1.506	78	5	0,1	12	19,2	19,3	189	192	6	0,3	374	1	0,1	56	7,3
Roeselare	5.222	296	38	0,9	18	454,5	453,9	2.009	2.036	—	—	1.321	4	1,1	78	22,4
Ronse	3.770	248	22	1,8	27	5,9	6,2	608	610	3	—	479	5	—	26	6,9
Sint-Niklaas	2.175	188	74	2,5	6	29,5	29,4	352	353	3	0,1	797	—	—	134	37,1
Tienen	21.332	2.802	15	0,3	7	0,1	0,2	3.662	3.682	—	—	2.257	130	134,4	139	42,2
Tongeren	5.740	446	16	0,1	19	5,5	2,9	788	794	4	0,1	234	2	0,2	72	8,3
Turnhout	2.546	165	24	1,0	4	10,2	10,1	1.636	1.637	—	—	924	—	—	249	37,6
Veurne	—	—	22	0,3	8	12,4	11,8	59	60	—	—	142	2	—	70	36,6
Liège	22.803	2.427	197	4,3	222	325,1	325,2	16.225	16.275	247	35,0	9.159	91	7,9	582	360,7
Arlon	710	40	33	0,3	6	0,6	0,3	868	869	2	0,1	738	—	—	68	6,9
Ath	922	74	11	0,2	8	0,8	0,9	175	175	13	0,3	130	—	—	166	59,8
Charleroi	12.414	813	234	26,6	75	303,0	287,8	5.992	6.001	765	100,9	4.664	121	16,0	492	123,1
Dinant	3.369	104	33	1,1	14	0,9	0,8	230	230	—	—	174	1	0,4	74	15,4
Huy	7.829	499	128	3,6	25	245,4	257,5	2.308	2.312	609	119,3	849	28	9,3	235	43,7
La Louvière	6.934	682	36	1,0	22	29,8	30,0	1.896	1.898	1	0,2	2.945	35	1,0	417	65,3
Malmédy	—	—	24	0,4	1	—	0,1	157	161	181	11,2	5	3	0,3	113	13,4
Marche	—	—	8	0,1	34	16,0	15,4	2	3	1	0,2	13	19	3,8	93	17,8
Mons	9.524	519	78	1,5	44	87,9	61,3	2.303	2.309	228	1,1	2.457	2	—	371	52,8
Mouscron	2.941	402	14	0,2	14	3,6	4,4	491	495	—	—	1.088	—	—	116	9,9
Namur	1.230	262	109	4,9	45	78,4	44,9	2.449	2.453	15	0,3	1.955	3	0,7	125	47,0
Neufchâteau	1.329	62	13	0,2	8	3,1	2,7	233	233	1	0,2	76	—	—	67	6,4
Nivelles	7.848	321	17	0,1	5	0,3	0,3	809	810	—	—	268	2	0,1	124	17,3
Péruwelz	2.148	366	7	0,2	18	9,6	8,9	655	657	40	4,5	354	10	1,7	90	10,9
Philippeville	1.078	295	1	—	57	10,4	8,1	338	338	14	0,3	288	185	9,3	104	9,2
Soignies	12	1	15	0,1	4	1,3	0,9	114	114	93	0,7	17	—	—	79	9,4
Tournai	2.209	177	63	0,9	36	84,3	82,7	1.587	1.593	1	1,1	1.755	204	18,9	71	57,0
Verviers	12.553	1.358	131	2,6	53	281,9	280,2	3.256	3.258	79	3,3	3.291	12	1,8	212	47,3
Wavre	3.968	206	26	1,1	8	36,8	36,9	365	370	—	—	464	1	0,1	24	6,1
Luxembourg	3	1	26	0,1	5	10,4	10,4	7.300	7.303	105	2,9	1.615	29	0,3	107	4,5
Total...	242.018	22.144	2.416	86,1	1.088	14.250,0	14.160,9	111.205	111.785	12.442	1.115,8	101.029	2.200	483,8	9.117	2.127,9
Bruxelles	101.155	81.881	3.836 ¹	69,7 ¹	585	12.924,3	13.325,8	308.203	308.495	32.817	498,2	25.580	7.082	1.692,7	172	53,1
Total général	343.173	104.025	6.252	155,8	1.673	27.174,3	27.486,7	419.408	420.280	45.259	1.614,0	126.609	9.282	2.176,5	9.289	2.181,0

¹ Y compris les effets impayés présentés par l'Administration des Postes. — ² Non compris les opérations de « call money ».

OPERATIONS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE POUR LE COMPTE D'AUTRES ORGANISMES
(en millions de francs)

1954

Localités	Trésor				Fonds d'amortissement de la dette publique	Nombre de coupons payés		Caisse Générale d'Epargne et de Retraite				S. N. C. I. *		C. N. C. P. *		Chambre de compensation				
	Compte courant et opérations en numéraire		Fonds publics et valeurs du Trésor			Paiements	Pour l'Etat	Pour divers	Compte courant		Effets escomptés		Escompte et prêts		Escompte et prêts		Nombre de membres affiliés	Pièces compensées ¹		
	Montant		Montant				(en milliers)	Recettes ¹	Paiements ¹	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre		Montant	Nombre	Montant
	Recettes	Paiements	Entrées	Sorties																
Antwerpen	12.412	26.477	111,6	534,0	159,8	4.154	257	119,2	257,1	533	86,5	19	2,4	11	2,8	21	766.341	171.672		
Aalst	349	2.315	2,0	94,0	50,1	630	76	28,1	36,0	5.262	602,1	365	31,5	140	24,7	5	66.039	12.071		
Boom	328	487	0,4	5,0	4,9	112	13	13,1	18,9	—	—	—	—	—	—	5	14.860	2.740		
Brugge	3.293	2.140	1,8	91,6	40,6	567	84	18,1	45,0	2.431	326,9	30	1,4	—	—	6	73.785	10.267		
Dendermonde ...	35	508	0,4	12,1	4,8	81	11	3,6	4,8	2.988	315,0	34	2,5	4	0,7	6	20.122	2.720		
Eeklo	123	353	1,3	21,8	2,0	50	14	4,4	6,5	1.873	198,3	—	—	—	—	5	14.578	3.072		
Gent	6.171	5.706	32,9	249,9	97,6	1.688	200	382,0	408,3	1.098	158,2	—	—	3	0,5	7	136.882	25.972		
Geraardsbergen	126	110	—	1,8	2,9	49	9	2,2	4,9	3.440	342,5	163	14,9	10	2,0	5	10.343	916		
Hasselt	2.444	3.711	0,1	62,1	9,4	212	18	10,3	54,9	5.703	592,2	110	6,5	92	14,7	5	53.335	13.036		
Ieper	232	269	0,2	23,8	8,9	98	20	0,5	3,9	—	—	—	—	—	—	5	11.394	1.274		
Kortrijk	3.097	4.530	1,4	234,2	79,8	923	107	42,4	91,9	2.649	260,8	15	2,4	10	2,2	6	117.766	24.387		
Leuven	1.819	4.745	1,8	205,0	97,5	905	79	80,7	92,5	2.453	248,7	53	7,3	29	6,3	6	81.677	21.330		
Mechelen	1.219	520	0,3	47,5	11,5	301	30	24,2	85,1	2.380	253,8	96	6,8	13	2,8	5	35.456	4.337		
Oostende	744	850	3,5	70,0	15,6	283	25	36,3	44,8	605	68,5	5	0,6	5	0,7	8	50.444	5.084		
Oudenaarde	179	349	0,3	5,8	7,1	90	20	1,1	3,7	478	46,7	23	1,0	9	1,1	6	14.723	2.053		
Roeselare	790	880	0,3	42,8	12,4	134	22	3,4	17,4	2.242	286,0	172	23,4	98	22,3	6	75.490	8.317		
Ronse	202	666	0,2	4,6	3,9	72	19	14,5	17,9	873	117,6	21	1,5	5	0,9	5	21.231	3.307		
Sint-Niklaas	475	751	0,3	25,2	5,0	135	26	16,0	52,5	605	76,5	40	2,9	9	1,8	5	28.518	4.975		
Tienen	1.019	815	1,8	38,4	18,5	278	35	15,1	41,9	308	48,8	—	—	1	—	5	27.599	7.613		
Tongeren	122	33	0,1	0,1	1,7	30	4	7,4	9,9	2.315	276,3	45	5,2	10	1,8	5	14.157	869		
Turnhout	417	937	0,9	32,0	3,1	107	12	6,2	46,0	2.586	240,6	58	4,8	7	1,4	6	26.310	3.705		
Veurne	166	87	0,1	25,1	4,9	61	19	16,4	17,3	—	—	—	—	—	—	5	7.926	903		
Liège	7.390	11.108	18,3	253,2	101,4	3.122	145	647,3	669,1	3.475	402,8	129	12,5	33	6,0	11	178.062	41.977		
Arlon	968	687	0,1	34,3	14,0	274	39	3,1	25,9	818	105,6	—	—	7	1,7	4	15.982	3.133		
Ath	592	162	0,3	2,9	1,8	67	12	2,0	11,0	99	10,0	—	—	—	—	4	8.430	597		
Charleroi	5.094	5.401	13,1	99,6	49,0	1.991	176	23,3	135,2	3.603	402,9	57	4,0	26	4,4	8	139.689	27.830		
Dinant	85	24	1,8	28,0	0,6	20	2	0,4	1,7	502	69,5	103	5,7	10	1,7	—	—	—		
Huy	591	470	1,8	16,3	6,8	103	79	4,6	15,5	2.778	371,5	99	11,0	27	5,9	7	27.345	3.154		
La Louvière	350	2.667	15,1	66,3	34,6	753	583	22,1	57,6	1.270	137,3	2	4,0	10	1,2	5	46.818	16.062		
Malmédy	254	30	—	35,5	1,1	14	1	—	11,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Marche	106	6	1,6	23,9	0,4	7	3	5,3	12,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Mons	2.107	2.884	52,1	88,9	41,1	1.437	144	16,3	80,4	866	116,5	7	1,6	—	—	5	58.757	12.927		
Mouscron	109	639	0,2	3,0	3,2	89	10	5,3	20,0	204	25,8	7	0,3	—	—	7	19.554	3.929		
Namur	2.363	2.257	2,3	88,1	43,2	1.043	115	17,8	35,4	2.911	357,6	48	4,1	23	3,6	6	57.592	7.435		
Neufchâteau	37	8	0,3	49,7	0,4	6	2	2,6	4,6	1.006	104,3	1	0,1	1	0,3	—	—	—		
Nivelles	168	147	0,9	9,6	1,9	65	11	0,2	3,6	707	106,4	66	16,7	—	—	5	8.978	1.160		
Péruwelz	48	148	1,8	6,2	1,6	32	13	0,3	0,3	838	111,2	—	—	—	—	6	9.040	972		
Philippeville	28	7	0,1	10,6	0,7	9	6	7,5	8,7	403	44,2	29	2,3	14	2,2	—	—	—		
Soignies	86	46	0,2	2,5	0,8	30	4	0,8	0,5	473	63,7	1	0,4	—	—	4	6.033	685		
Tournai	974	1.871	0,8	109,6	32,2	859	113	27,8	47,7	276	28,7	9	1,4	3	0,6	6	42.538	8.010		
Verviers	1.010	1.490	5,0	60,0	25,1	898	76	78,9	72,7	804	108,0	17	1,6	—	—	8	89.941	14.942		
Wavre	114	158	0,2	33,0	2,2	68	11	3,7	11,9	277	47,5	43	16,0	25	6,0	5	17.940	1.641		
Luxembourg	—	—	—	—	—	39	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total...	58.236	87.449	277,7	2.848,0	904,1	21.886	2.648	1.714,5	2.586,2	62.132	7.159,5	1.867	196,8	635	120,3	—	2.395.675	475.074		
Bruxelles	271.439	242.210	64.816,8	60.250,6	1.640,3	12.092	7.484	58.347,5	57.753,0	7.752	3.327,6	—	—	—	—	35	2.089.271	1.099.207		
Total général...	329.675	329.659	65.094,5	63.098,6	2.544,4	33.978	10.132	60.062,0	60.339,2	69.884	10.487,1	1.867	196,8	635	120,3	—	4.484.946	1.574.281		

¹ Non compris les opérations de « Call money ».

* S. N. C. I. : Société Nationale de Crédit à l'Industrie. — C. N. C. P. : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI

(millions de francs)

Rubriques	1954 31 mai	1954 30 juin	1954 31 juillet	1954 31 août	1954 30 septembre	1954 31 octobre	1954 30 November	1954 31 décembre
ACTIF								
Encaisse or	5.401	5.849	5.873	5.880	5.889	5.779	5.742	5.735
Avoirs en monnaies convertibles en or ...	5.101	4.643	4.371	4.065	3.779	3.876	3.951	3.942
Avoirs en francs belges :								
Banques et divers organismes	2	2	2	1	2	1	1	105
Certificats du Trésor belge	1.895	1.791	1.791	1.803	1.821	1.732	1.667	1.566
Autres avoirs	1.880	1.607	1.505	1.561	1.406	1.414	1.247	1.632
Avoirs en autres monnaies	54	71	54	43	59	46	57	34
Débiteurs pour change et or à terme	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets commerc. sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi	61	52	37	23	19	38	59	70
Avances sur fonds publ. et subs. précieuses	58	73	41	6	12	7	23	24
Avoirs aux Offices des Chèques postaux ...	57	24	24	16	5	11	13	12
Effets publics (art. 6, § 1, litt. 3a des Statuts) émis par le Congo Belge	50	50	50	50	50	—	—	—
Effets publics belges émis en francs cong.	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436
Fonds publics (art. 6, § 1, litt. 12 et 13 des Statuts)	414	414	392	420	471	535	554	542
Immeubles, matériel et mobilier	88	94	101	108	116	120	124	137
Divers	59	70	62	71	74	77	95	47
	19.556	19.176	18.739	18.483	18.139	18.072	17.969	18.282

PASSIF

Billets et monnaies métalliques en circul.	4.422	4.691	4.800	4.721	4.625	4.556	4.512	4.785
Comptes courants et créditeurs divers :								
Congo Belge	4.886	4.990	5.207	4.964	4.827	4.842	5.316	4.884
Ruanda-Urundi	734	717	726	689	631	620	551	541
Comptes courants divers	3.655	3.252	2.566	2.730	2.883	2.976	3.397	3.732
Valeurs à payer	152	151	133	162	200	289	204	399
<i>Total des engagements à vue</i>	13.849	13.801	13.432	13.266	13.166	13.283	13.980	14.341
Engagements en francs belges :								
A vue	666	300	401	624	781	649	683	847
A terme	3.075	3.105	2.960	2.840	2.665	2.705	1.990	1.970
Engagements en monnaies étrangères :								
En monnaies convertibles	1.334	1.299	1.250	1.159	1.009	899	762	649
En autres monnaies	12	24	15	16	11	7	8	13
Monnaies étrangères et or à livrer	200	212	162	124	51	53	56	44
Divers	230	245	329	264	266	286	300	228
Capital	150	150	150	150	150	150	150	150
Fonds de réserve et d'amortissement	40	40	40	40	40	40	40	40
	19.556	19.176	18.739	18.483	18.139	18.072	17.969	18.282

STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES ¹

85⁴

(millions de francs)

Fin de mois	A la disposition de l'économie belge								Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total du stock monétaire à la disposition de l'économie belge		P.o. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire *	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique *	Avoirs en comptes chèques postaux *	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements paratratiques *	Stock de monnaie scripturale			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	(9) = (8) / (8)	(10)	
1952 Novembre ...	5.546	96.262	100.450	510	20.501	50.376	71.387	171.837	58,5	6.899
1953 Octobre	5.619	99.896	104.191	517	20.369	49.484	70.370	174.561	59,7	7.916
Novembre ...	5.606	99.626	103.869	568	20.641	50.373	71.582	175.451	59,2	7.763
Décembre ...	5.623	101.592	105.924	625	21.403	51.426	73.454	179.378	59,1	7.733
1954 Janvier	5.617	100.330	104.604	594	20.724	50.920	72.238	176.842	59,2	7.867
Février	5.621	99.346	103.600	881	20.142	50.717	71.740	175.340	59,1	8.032
Mars	5.575	98.813	102.941	489	21.229	50.528	72.246	175.187	58,8	8.429
Avril	5.600	99.862	104.087	473	20.972	51.785	73.230	177.317	58,7	9.007
Mai	5.583	99.645	103.831	482	20.480	52.599	73.561	177.392	58,5	9.394
Juin	5.588	100.190	104.315	688	22.120	53.379	76.187	180.502	57,8	8.673
Juillet	5.640	102.295	106.411	667	21.417	51.275	73.359	179.770	59,2	8.380
Août	5.574	101.489	105.641	629	20.969	51.934	73.532	179.173	59,0	7.639
Septembre ...	5.535	101.162	105.198	516	20.666	52.415	73.597	178.795	58,8	7.855
Octobre	5.501	101.617	105.684	496	20.853	53.966	75.315	180.999	58,4	7.778
Novembre ...	5.429	100.476	104.369	515	21.686	52.001	74.202	178.571	58,4	7.941
Décembre ...	5.387	102.679								

* Déduction faite des encaisses du système bancaire.

¹ Cfr. Bulletin d'Information et de Documentation de décembre 1949, vol. II, n° 6 : « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », pp. 888 et suivantes.

VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE EN BELGIQUE

85⁵

Mois	Comptes Chèques postaux ¹	Mois	Dépôts à vue dans les banques
1953 Novembre	3,83	1953 Septembre	1,59
Décembre	3,91	Octobre	1,80
1954 Janvier	4,07	Novembre	1,59
Février	3,75	Décembre	1,86
Mars	3,65	1954 Janvier	1,66
Avril	4,04	Février	1,78
Mai	3,92	Mars	1,86
Juin	3,91	Avril	1,78
Juillet	3,97	Mai	1,71
Août	3,65	Juin	1,84
Septembre	3,67	Juillet	1,95
Octobre	4,06	Août	1,70
Novembre	3,93	Septembre	1,78
Décembre	3,94	Octobre	1,81
1955 Janvier	4,13	Novembre	1,89

¹ Voir tableau n° 86.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, parce qu'ils ne sont pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

II. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

BANQUE DE FRANCE
(milliards de francs français)

86¹

Rubriques	1954 10 juin	1954 8 juillet	1954 5 août	1954 9 septembre	1954 7 octobre	1954 4 novembre	1954 9 décembre	1955 6 janvier
ACTIF								
Encaisse or	201	201	201	201	201	201	201	201
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements ...	32	35	39	42	46	49	53	58
Monnaies divisionnaires	8	8	8	8	8	8	16	13
Comptes courants postaux	31	28	28	29	31	33	31	35
Av. au Fonds de Stabilisat. des changes ¹	66	44	50	56	71	76	101	140
Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique	4	4	4	4	4	4	4	4
Prêts sans intérêts à l'Etat ²	50	50	50	50	50	50	50	50
Av. provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 ³	426	426	426	426	426	426	426	426
Avances provisoires à l'Etat ⁴	195	195	195	195	195	195	195	190
Avances spéciales à l'Etat ⁵	197	178	170	177	158	159	158	124
Portefeuille d'escompte	937	1.063	1.042	1.051	1.087	1.077	1.113	1.169
<i>Effets escomptés sur la France</i>	555	649	579	591	594	547	583	614
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
<i>Effets garant. par l'Office des céréales</i> ⁶	23	15	8	5	20	39	52	49
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	359	399	455	455	473	491	478	506
Effets négociables achetés en France ⁷ ...	239	245	266	258	257	242	205	223
Avances à 30 jours sur effets publics	20	18	20	18	21	18	12	16
Avances sur titres	9	9	9	8	9	10	8	9
Avances sur or	—	—	—	—	—	—	—	—
Hôtel et mobilier de la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rentes pourvues d'affectations spéciales ⁸	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Effets en cours de recouvrement	21	19	33	16	21	46	13	20
Divers	49	46	47	48	48	51	49	48
Total ...	2.485	2.569	2.588	2.587	2.633	2.645	2.635	2.726

PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	2.304	2.386	2.397	2.397	2.455	2.447	2.452	2.541
Comptes courants créditeurs	114	115	121	126	111	111	114	117
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
<i>Comptes courants des accords de coopération économique</i>	1	3	0,3	2	2	0,1	3	4
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères</i>	54	52	59	64	49	52	49	50
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	59	60	62	60	60	59	62	63
Capital de la Banque	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Bénéfices en addition au capital ⁹	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves mobilières légales ¹⁰	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve immobilière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	67	68	70	64	67	87	69	68
Total	2.485	2.569	2.588	2.587	2.633	2.645	2.635	2.726

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 18 juin 1878, prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947.

³ Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944.

⁴ Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1^{er} septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1^{er} octobre 1947, convention du 22 janvier 1953 approuvée par la loi du 23 janvier 1953.

⁵ Convention au 11 juillet 1953 approuvée par la loi du même jour.

⁶ Loi du 15 août 1938, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941.

⁷ Décret du 17 juin 1938.

⁸ Loi du 17 mai 1854, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857.

⁹ Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897.

BANK OF ENGLAND

(millions de £)

86²

Rubriques	1954 7 juillet	1954 4 août	1954 8 septembre	1954 6 octobre	1954 10 novembre	1954 8 décembre	1955 5 janvier	1955 9 février
-----------	-------------------	----------------	---------------------	-------------------	---------------------	--------------------	-------------------	-------------------

Département d'émission

ACTIF

Dette de l'Etat	11	11	11	11	11	11	11	11
Autres fonds publics	1.660	1.735	1.660	1.660	1.660	1.710	1.760	1.710
Autres titres	1	1	1	1	1	1	1	1
Monnaies autres que monnaies d'or	3	3	3	3	3	3	3	3
Montant de l'émission fiduciaire	1.675	1.750	1.675	1.675	1.675	1.725	1.775	1.725
Monnaies d'or et lingots	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	1.675	1.750	1.675	1.675	1.675	1.725	1.775	1.725

PASSIF

Billets émis :								
En circulation	1.662	1.717	1.648	1.639	1.647	1.703	1.731	1.659
Au département bancaire	13	33	27	36	28	22	44	66
	1.675	1.750	1.675	1.675	1.675	1.725	1.775	1.725

Département bancaire

ACTIF

Fonds publics	349	329	318	326	347	348	273	273
Autres titres :								
Escomptes et avances	7	6	7	9	7	6	66	16
Titres	14	14	15	14	15	15	15	15
Billets	14	34	28	36	28	22	44	66
Monnaies	2	2	2	2	2	2	2	2
	386	385	370	387	399	393	400	372

PASSIF

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Réserves	4	4	3	3	3	3	3	4
Dépôts publics :								
Comptes publics (y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes)	18	15	16	21	14	12	19	15
Trésor, compte spécial	9	10	4	6	7	10	11	5
Autres dépôts :								
Banquiers	274	274	266	276	296	289	281	267
Autres comptes	66	67	66	66	64	64	71	66
	386	385	370	387	399	393	400	372

FEDERAL RESERVE BANKS ¹

86³

(millions de \$)

Rubriques	1954 7 juillet	1954 4 août	1954 8 septembre	1954 6 octobre	1954 10 novembre	1954 8 décembre	1955 5 janvier	1955 9 février
ACTIF								
Certificats-or	20.387	20.367	20.287	20.287	20.185	20.164	20.165	20.174
Fonds de rachat des billets des F.R.	858	851	837	839	842	865	867	861
Total des réserves de certificats-or	21.245	21.218	21.124	21.126	21.027	21.029	21.032	21.035
Billets F. R. d'autres banques	134	119	109	123	139	143	215	213
Autres encaisses	329	383	328	330	315	302	382	460
Escompte et avances	84	170	154	255	293	345	358	335
Prêts à l'économie privée	1	1	1	1	1	1	1	1
Fonds publics :								
Achetés directement								
Effets	2.316	1.604	1.323	1.859	2.024	2.167	2.117	1.181
Certificats	6.600	6.600	6.600	6.600	6.600	6.600	13.882	13.882
Billets	13.029	13.029	13.029	13.029	13.029	13.029	6.037	6.037
Obligations	3.092	3.092	3.092	3.093	3.092	3.092	2.802	2.802
Total achetés directement ...	25.037	24.325	24.044	24.581	24.745	24.888	24.838	23.902
Détenus en vertu d'une convention de rachat	—	—	—	—	—	—	—	114
Total des fonds publics	25.037	24.325	24.044	24.581	24.745	24.888	24.838	24.016
Total des prêts et des fonds publics	25.122	24.496	24.199	24.837	25.039	25.234	25.197	24.352
Avoirs sur banques étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—
Moyens de trésorerie non encaissés	3.429	3.418	3.238	3.627	3.679	3.568	4.149	3.635
Immeubles	54	54	54	54	54	55	55	55
Autres avoirs	101	132	149	145	180	214	142	177
Total actif ...	50.414	49.820	49.201	50.242	50.434	50.545	51.172	49.927

EXIGIBLE

Billets de la Federal Reserve	25.801	25.554	25.709	25.647	25.873	26.297	26.179	25.613
Dépôts :								
Banques affiliées — compte de réserve	19.406	18.733	18.274	18.875	19.410	19.072	19.566	18.838
Trésor américain — compte général ...	300	677	446	625	214	350	222	307
Etrangers	571	525	524	556	432	358	563	471
Autres	380	428	391	427	249	380	401	457
Total dépôts	20.657	20.363	19.635	20.483	20.305	20.160	20.752	20.073
Moyens de trésor. avec disponib. différée	2.815	2.809	2.732	2.963	3.137	2.943	3.139	3.113
Autres engagements et dividendes courus	13	14	16	17	19	22	14	14
Total exigible ...	49.286	48.740	48.092	49.110	49.334	49.422	50.084	48.813

COMPTES DE CAPITAL

Capital libéré	273	273	275	276	283	284	288	291
Surplus (section 7)	625	625	625	625	625	625	661	661
Surplus (section 13b)	28	28	27	28	28	27	28	28
Autres comptes de capital	202	153	182	203	164	187	111	134
Total passif ...	50.414	49.820	49.201	50.242	50.434	50.545	51.172	49.927
Engagements éventuels sur acceptations achetées p ^r correspondants étrangers ...	12	8	5	8	15	20	19	24
Engagem. d'emprunts à l'économie privée	3	2	2	2	2	2	1	3
Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R.	45,7 %	46,2 %	46,6 %	45,8 %	45,5 %	45,3 %	44,8 %	46,0 %

¹ Situation globale des douze banques de réserve fédérale.

NEDERLANDSCHE BANK

(millions de florins)

86⁴

Rubriques	1954 5 juillet	1954 9 août	1954 6 septembre	1954 4 octobre	1954 8 novembre	1954 6 décembre	1955 10 janvier	1955 7 février
ACTIF								
Effets, promesses et obligat. escomptés ¹	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4 ^o , de la loi bancaire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Certif. du Trésor repris par la Banque à l'Etat en vertu de la conv. du 26-2-1947	293	270	300	303	335	335	385	385
Avances en comptes courants nantis (y compris les prêts)	30	45	28	29	29	30	39	29
<i>sur titres, etc.</i> ²	30	44	27	27	26	27	36	26
<i>sur produits et cédules</i>	—	1	1	2	3	3	3	3
Avances à l'Etat (art. 20 de la loi ban- caire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Créance comptable sur l'Etat en vertu de la convention du 26-2-47	400	400	400	400	400	400	300	300
Lingots et monnaies	2.964	3.032	3.033	3.034	3.034	3.035	3.032	3.030
<i>Monnaies et lingots d'or</i>	2.948	3.015	3.015	3.015	3.015	3.015	3.014	3.015
<i>Monnaies d'argent, etc.</i>	16	17	18	19	19	20	18	15
Créances et titres libellés en monnaies étrangères	1.755	1.678	1.470	1.424	1.425	1.500	1.619	1.509
Moyens de paiement étrangers	1	1	1	1	1	1	2	1
Créances en florins résultant d'accords de paiement	214	200	223	270	258	243	236	228
Placement du capital, des réserves, du fonds des pensions et du fonds de pré- vision	184	185	186	187	187	187	187	188
Immeubles et inventaires	1	1	1	1	1	1	1	1
Comptes divers	27	30	31	33	35	38	40	46
	5.869	5.842	5.673	5.682	5.706	5.770	5.841	5.717

PASSIF								
Capital	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de réserve	25	25	25	25	25	25	25	25
Réserves spéciales	101	101	101	101	101	101	101	101
Fonds de pension	40	40	40	40	40	40	40	40
Fonds de prévis. du personnel temporaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Billets en circulation (émissions ancien.)	29	29	29	29	28	29	28	28
Billets en circulation (émissions nouvelles)	3.363	3.343	3.385	3.423	3.409	3.462	3.514	3.462
Accréditifs en circulation	—	—	—	—	—	—	—	—
Comptes courants	2.129	2.093	1.904	1.863	1.903	1.927	1.945	1.864
<i>Trésor public</i>	569	591	405	435	459	560	548	671
<i>Trésor public, compte spécial</i>	814	821	801	804	704	646	650	653
<i>Avoirs des banques aux Pays-Bas</i>	521	531	526	484	594	586	613	408
<i>Engagements résultant d'accords de paiement</i>	81	53	76	40	46	41	31	36
<i>Autres avoirs de non-résidents</i>	26	25	26	26	17	17	21	23
<i>Autres engagements</i>	118	72	70	74	83	77	82	73
Engagements libellés en monnaies étrang.	133	149	124	133	129	116	115	113
Comptes divers	28	41	44	47	50	49	52	63
	5.869	5.842	5.673	5.682	5.706	5.770	5.841	5.717

¹ Dont Certificats du Trésor (escomptés directe- ment par la Banque)	—	—	—	—	—	—	—	—
² Dont à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1938 — <i>Staatsblad</i> , n ^o 99)	24	21	21	21	21	21	21	21

N.B. — Soldes en florins résultant d'accords de paiement et placés en bons du Trésor néerlandais	30	27	24	19	17	17	17	17
Billets mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat	152	154	153	154	156	158	158	155

SVERIGES RIKSBANK
(millions de kr.)

86⁵

Rubriques	1954 30 juin	1954 31 juillet	1954 31 août	1954 30 septembre	1954 30 octobre	1954 30 novembre	1954 31 décembre	1955 31 janvier
ACTIF								
Monnaies et lingots d'or	482	482	482	482	494	543	584	584
Surplus de valeur d'or	650	649	649	649	665	731	786	786
Fonds publics étrangers *	477	603	640	729	739	597	485	410
Effets sur l'étranger *	63	69	62	55	83	97	126	119
Créances nettes sur banques et banquiers étrangers *	816	658	656	654	594	579	493	511
Autres avoirs sur l'étranger	1	1	1	1	1	1	1	1
Effets et obligations du Trésor suédois *	2.405	2.530	2.572	2.477	2.642	2.699	3.267	2.997
Effets payables en Suède *	14	14	13	15	17	17	16	16
Prêts nantis *	279	24	21	25	15	34	65	14
Avances en comptes courants *	140	18	12	44	12	21	18	0,1
Prêts sur ventes à tempérament	56	56	56	56	56	55	55	55
Fonds de pensions déposés à l'administra- tion de la Dette publique	7	7	7	7	7	7	7	7
Monnaies (autres qu'en or)	15	17	18	18	17	19	15	18
Chèques et effets bancaires	56	8	7	16	16	7	10	11
Autres valeurs actives intérieures	9	9	20	19	18	27	55	48
Quota de la Suède au F.M.I.	517	517	517	517	517	517	517	517
Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D.	103	103	103	103	103	103	103	103
Total ...	6.090	5.765	5.836	5.867	5.996	6.054	6.603	6.197
PASSIF								
Billets en circulation ¹	4.593	4.463	4.523	4.615	4.730	4.738	5.087	4.855
Effets bancaires	6	1	2	1	1	2	4	2
Dépôts en comptes chèques :	416	221	228	182	190	242	441	265
<i>Institutions officielles</i>	376	100	150	149	105	213	289	123
<i>Banques commerciales</i>	38	119	75	24	72	25	150	137
<i>Autres déposants</i>	2	2	3	9	13	4	2	5
Dépôts	121	121	121	105	103	100	98	98
Comptes d'ajustement de change	301	301	301	302	302	302	302	303
Autres engagements	37	42	46	48	57	57	59	11
Capital	50	50	50	50	50	50	50	50
Fonds de prêts sur ventes à tempérament	65	65	65	65	65	65	65	65
Fonds de réserve	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de pensions	7	7	7	7	7	7	7	7
Bénéfices reportés	1	1	1	1	1	1	1	1
Bénéfice pour 1954	—	—	—	—	—	—	—	51
Fonds Monétaire International	388	388	388	388	388	388	388	388
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement	85	85	84	83	82	82	81	81
Total ...	6.090	5.765	5.836	5.867	5.996	6.054	6.603	6.197

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marquées d'un astérisque.

¹ Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée par la loi no 704 du 11 décembre 1953 était de 5.100 millions de kr. Depuis la loi no 826 du 4 juin 1954 le montant maximum a été porté à 5.500 millions de kr.

BANCA D'ITALIA
(milliards de lires)
86⁶

Rubriques	1954 31 mars	1954 30 avril	1954 31 mai	1954 30 juin	1954 31 juillet	1954 31 août	1954 30 septembre	1954 30 octobre
ACTIF								
Encaisse en or	4	4	4	4	4	4	4	4
Or à l'étranger dû par l'Etat	2	2	2	2	2	2	2	2
Caisse ¹	11	11	10	10	9	9	8	9
Portefeuille d'escompte	245	244	243	247	252	278	279	286
Effets reçus à l'encaissement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants	86	99	87	103	81	86	78	93
Disponibilités en devises à l'étranger	65	67	69	71	74	77	79	82
Titres émis ou garantis par l'Etat	31	30	30	30	30	30	31	31
Immeubles	—	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs divers	682	677	671	675	681	693	705	700
Créances diverses	4	4	4	4	4	4	4	4
Avances provisoires à l'Etat	77	77	77	77	77	77	77	77
Avances extraordinaires à l'Etat	343	343	343	343	343	343	343	343
Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte	145	145	145	145	145	145	145	145
Compte-courant du Trésor ²	—	—	17	—	65	39	88	71
Placements en titres pour le compte du Trésor	260	260	260	260	290	281	291	291
Services divers pour le compte de l'Etat	21	17	18	21	16	13	12	7
Dépenses diverses	3	4	5	14	15	17	18	19
Total de l'actif ...	1.979	1.984	1.985	2.006	2.088	2.098	2.164	2.164
PASSIF								
Billets en circulation	1.332	1.343	1.348	1.341	1.392	1.395	1.410	1.403
Chèques et autres dettes à vue ³	16	13	14	14	15	15	15	12
Comptes courants à vue	49	41	45	56	43	54	45	44
Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques	406	421	438	435	479	475	523	532
Créditeurs divers	115	112	112	109	113	110	115	112
Comptes courant du Trésor public :								
ordinaire	25	14	—	6	—	—	—	—
spécial	6	6	—	6	—	—	—	—
Comptes courants des Accords de coopé- ration économique	24	27	21	22	28	30	35	39
Capital	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds de réserve ordinaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Fonds de réserve extraordinaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Bénéfices de l'exercice en cours	4	4	5	15	16	17	19	20
Total du passif et du patrimoine ...	1.979	1.984	1.985	2.006	2.088	2.098	2.164	2.164
Déposants de titres et valeurs (compte d'ordre)	2.656	2.510	2.569	2.643	3.328	3.329	3.371	3.244
Escomptes effectués	88	111	43	30	94	140	43	33
Avances effectuées	257	289	224	292	261	319	255	336
Opérations au comptant liquidées par les Chambres de compensation	4.238	4.319	4.026	4.427	4.948	4.281	4.454	5.308
¹ Comprend les billets et monnaies pour compte du Trésor	7	6	6	6	5	5	5	5
² Solde du fonds spécial	—	—	6	—	2	2	2	2
Comprend valeurs et assignations	13	12	12	13	13	12	12	11

BANK DEUTSCHER LÄNDER
(millions de D.M.)

867

Rubriques	1954 7 juillet	1954 7 août	1954 7 septembre	1954 7 octobre	1954 6 novembre	1954 7 décembre	1955 7 janvier	1955 7 février
ACTIF								
Or	1.754	2.048	2.328	2.413	2.514	2.568	2.625	2.752
Avoirs auprès de banques étrangères	7.674	7.692	7.635	7.663	7.650	7.612	7.696	7.815
Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger	479	519	521	578	626	745	930	903
Avoirs en comptes chèques postaux	72	58	65	74	61	70	87	66
Effets sur l'intérieur	1.051	940	689	745	711	967	1.237	842
Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt des administrations de l'Etat ...	—	—	—	—	12	5	49	—
Monnaies divisionnaires allemandes	93	88	88	79	76	59	79	89
Prêts sur créances de compensation	25	8	26	19	23	37	23	32
Avances et crédits à court terme	96	175	154	111	125	139	136	190
Titres	38	47	43	43	43	43	47	47
Créances sur les pouvoirs publics	2.255	2.473	2.529	1.839	1.903	1.743	1.312	1.266
a). <i>créances de compensation</i>	1.633	1.851	1.907	1.217	1.281	1.121	690	644
b). <i>titres d'obligation</i>	622	622	622	622	622	622	622	622
Crédit à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire et à la Banque Mondiale	183	183	183	377	391	391	391	391
Autres valeurs actives	240	252	254	268	259	256	89	77
	13.960	14.483	14.515	14.209	14.394	14.635	14.701	14.470

PASSIF

Billets en circulation	11.050	11.139	11.216	11.494	11.571	11.889	11.792	11.462
Dépôts :								
a) des banques centrales des Länder ...	749	1.070	1.069	585	703	605	892	962
b) des Administrations de l'Etat : ...	361	379	355	344	359	367	322	318
<i>comptes de contre-valeur de l'Etat</i> ...	337	357	333	327	336	347	306	300
<i>autres avoirs</i>	24	22	22	17	23	20	16	18
c) administrations alliées	525	511	515	511	488	485	484	488
d) autres	143	247	227	151	122	136	147	162
Engagements résultant des transactions avec l'étranger	362	337	327	307	329	341	419	429
Autres valeurs passives	448	478	484	495	500	490	323	327
a) <i>provisions</i>	193	193	193	193	193	193	179	179
b) <i>autres</i>	255	285	291	302	307	297	144	148
Capital social	100	100	100	100	100	100	100	100
Réserves légales et autres	222	222	222	222	222	222	222	222
	13.960	14.483	14.515	14.209	14.394	14.635	14.701	14.470

BANQUE NATIONALE SUISSE
86⁸
(millions de francs suisses)

Rubriques	1954 7 juillet	1954 7 août	1954 7 septembre	1954 7 octobre	1954 6 novembre	1954 7 décembre	1955 7 janvier	1955 7 février
ACTIF								
Encaisse or	6.155	6.198	6.222	6.278	6.321	6.321	6.323	6.298
Disponibilité à l'étranger	521	504	530	527	506	479	575	585
<i>pouvant servir de couverture</i>	521	504	530	527	506	479	575	585
<i>autres</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse	82	82	81	80	80	86	96	87
<i>Effets de change</i>	82	82	81	80	80	86	94	87
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i>	—	—	—	—	—	—	2	—
Avances sur nantissement	28	23	20	27	28	35	36	21
<i>dénonçables à 10 jours</i>	28	—	—	—	—	—	—	—
<i>autres avances sur nantissement</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Titres	49	49	49	49	49	49	46	47
<i>pouvant servir de couverture</i>	—	—	—	—	—	—	—	1
<i>autres</i>	—	49	49	49	49	49	46	46
Correspondants en Suisse	11	11	10	11	8	10	8	7
Autres postes de l'actif	23	27	31	29	30	35	35	28
Total ...	6.869	6.894	6.943	7.001	7.022	7.015	7.119	7.073

PASSIF

Fonds propres	46	46	46	46	46	46	46	46
Billets en circulation	4.880	4.874	4.906	4.968	4.989	5.096	5.210	4.944
Engagements à vue	1.784	1.818	1.838	1.828	1.826	1.714	1.701	1.931
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	—	1.404	1.393	1.373	1.274	1.178	1.252	1.483
<i>Autres engagements à vue</i>	—	414	441	455	552	536	449	448
Autres postes du passif	159	156	157	159	161	159	162	152
Total ...	6.869	6.894	6.943	7.001	7.022	7.015	7.119	7.073

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION
86⁹

(au 31 janvier 1955)

(en % depuis la date indiquée)

Allemagne	20 mai 1954	3,—	Grèce	1 janvier 1954	10,—
Autriche	3 juin 1954	3,50	Irlande	25 mai 1954	3,—
Belgique	29 octobre 1953	2,75 ¹	Italie	6 avril 1950	4,—
Congo belge et Ruanda-Urundi	6 avril 1953	3,50 ²	Norvège	9 janvier 1946	2,50 ³
Danemark	23 juin 1954	5,50	Pays-Bas	7 avril 1953	2,50
Espagne	1 juillet 1954	3,75	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	16 avril 1954	1,50	Suède	20 novemb. 1953	2,75
Finlande	1 décemb. 1954	5,—	Suisse	26 novemb. 1936	1,50
France	2 décemb. 1954	3,—	Turquie	26 février 1951	3,—
Grande-Bretagne	27 janvier 1955	3,50	Yougoslavie	20 août 1948	1,— à 3,—

¹ Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

² Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

³ Depuis le 14 février 1955 : 3,50 %.

IV. — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

 88¹

 Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable
 en millions d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

ACTIF	Début des opérat. 1-7-1950	A l'issue des opérations pour chaque période comptable								
		Jun 1951	Déc. 1951	Jun ² 1952	Déc. 1952	Jun 1953	Déc. 1953	Jun 1954	Nov. 1954	Déc. 1954
I. Disponibilités.										
a) Montant de l'eng. du gouv. des E.U.A. (\$)	950,0	286,1	111,9	123,3	123,3	123,5	123,5	123,5	123,5	123,5
b) Or en lingots	—	—	100,3	149,5	153,0	153,0	153,0	153,0	153,0	153,0
c) Solde du compte courant (dollars)	—	65,9	4,6	78,4	96,7	17,1	20,1	174,7	34,3	46,2
d) Bons Trésor E.U.A. au prix d'achat	—	—	—	—	—	142,6	177,9	92,4	117,7	100,2
II. Soldes int. débit, attribués p^r l'exercice finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore utilisés.	350,0	352,0	216,8	351,2	373,0	436,2	474,5	543,6	428,5	422,9
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	44,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	21,2	21,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	150,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	215,3	21,2	—	—	—	—	—	—	—	—
III. Versement d'or dû par le Danemark et différé par décision du 30-6-1952	—	—	—	1,9	2,6	—	—	—	—	—
IV. Crédit spécial ouvert à la Turquie (19-9-50) ...	—	—	—	—	3,4	—	—	—	—	—
V. Prêts consentis à des Parties contract. (19-9-50).										
Danemark	—	61,1	38,5	27,0	29,7	40,4	62,5	97,6	100,7	97,4
Allemagne	—	182,5	—	—	—	—	—	—	—	—
France	—	—	168,0	270,6	312,0	312,0	312,0	312,0	243,4	241,4
Islande	—	—	—	1,8	1,6	1,8	3,4	5,6	5,9	4,5
Italie	—	—	—	—	—	12,0	83,9	122,3	109,6	116,9
Pays-Bas	—	175,6	23,1	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	—	20,0	9,7	—	16,5	49,7	79,8	89,2	94,3	98,6
Royaume-Uni	—	—	539,2	636,0	589,6	530,3	559,4	465,4	335,4	343,4
Suède	—	44,3	—	—	—	—	—	—	—	—
Turquie	—	28,2	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
	—	511,7	808,5	965,4	979,4	976,2	1131,0	1142,1	919,3	932,2
VI. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des sold. init. crédit. attribués à titre de prêt¹										
Norvège	—	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Turquie	—	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
	—	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0
VII. Divers	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—
	565,3	920,3	1060,3	1353,5	1393,4	1447,4	1640,5	1720,7	1382,8	1390,1
PASSIF										
I. Fonds de roulement	286,3	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6
II. Sold. init. crédit. attr. à titre de dons p^r l'exerc. finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore util.										
Autriche	80,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	115,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Islande	4,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	30,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	50,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	279,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
III. Crédits reçus de Parties contractantes (19-9-50).										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	147,4	201,3	201,3	201,3	201,3	201,3	201,3	143,7	148,3
Allemagne	—	—	43,3	205,5	239,0	300,0	300,0	300,0	300,0	300,0
Autriche	—	—	—	—	15,1	19,3	42,0	42,0	42,0	42,0
France	—	149,6	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie	—	12,1	123,0	123,0	94,2	—	—	—	—	—
Norvège	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	—	—	153,1	183,7	213,0	213,0	206,7	168,2	181,2
Portugal	—	36,5	42,0	42,0	38,8	38,5	33,5	29,6	8,7	6,5
Suède	—	—	111,7	141,7	133,2	121,3	136,6	104,7	48,1	40,3
Suisse	—	11,1	96,0	110,3	117,8	150,0	150,0	150,0	150,0	150,0
Royaume-Uni	—	292,0	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	648,7	617,3	977,5	1023,1	1043,4	1076,4	1034,3	860,7	868,3
IV. Crédits reçus de Parties contractantes (19-9-50).										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	—	140,0	42,6	47,1	34,7	34,8	15,7	—	—
Allemagne	—	—	—	—	—	38,7	160,6	303,8	189,0	197,9
Autriche	—	—	—	—	—	—	13,6	30,8	10,1	2,0
Italie	—	—	16,3	1,9	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	—	—	—	—	—	7,6	—	—	—
Portugal	—	—	14,9	9,0	—	11,5	—	—	—	—
Suisse	—	—	—	—	—	4,1	32,5	31,3	18,0	17,6
	—	—	171,2	53,5	47,1	89,0	249,1	381,6	217,1	217,5
V. Crédit spécial accordé par l'U.E.B.L. (19-9-50).	—	—	—	50,0	50,0	40,0	40,0	30,0	30,0	30,0
VI. Divers	—	—	0,2	0,9	1,6	3,4	3,4	3,2	3,4	2,7
	565,3	920,3	1060,3	1353,5	1393,4	1447,4	1640,5	1720,7	1382,8	1390,1

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus figurent dans la situation ci-dessus. — ¹ Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 25 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union, en vertu de l'article 10 de l'accord en date du 10 septembre 1950. — ² Après exécution des ajustements effectués conformément aux décisions du Conseil de l'O.E.C.E. en date du 30 juin 1952.

1^{er} juillet 1950 au 31 décembre 1954

(millions d'unités de compte)

A — POSITION BRUTE ET POSITION CUMULATIVE NETTE					B — POSITION COMPTABLE CUMULATIVE					
Pays membres (et leur zones monétaires) *	Position brute		Intérêts montant net payé (—) ou reçu (+) par le pays membre	Position nette cumulative au 31 décembre 1954 excédent (+) ou déficit (—) (b+c+d) 1	Position comptable cumulative après exécution des opérations relatives au mois de novembre 1954 excédent (+) ou déficit (—)	Opérations effectuées au titre du mois de novembre 1954		Position comptable cumulative après exécution des opérations relatives au mois de décembre 1954 excédent (+) ou déficit (—) du pays membre (f+g+h) 1 3	Quotas	« Ballonges » facilités de règlement au delà des quotas créateur (C) débitéur (D) 5
	Excédents (+) b	Déficits (—) c				Ajustements reflétant les versements échelonnés bilatéraux effectués au titre du mois de décembre 1954 (égaux à deux fois le crédit remboursé) 2	Excédent (+) ou déficit (—) comptable pour décembre 1954			
a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k
Autriche	331,9	353,4	+ 2,4	— 19,1	+ 104,2	— 0,6	— 15,6	+ 88,0	84,0	{ 32,6 C ⁶ 70,0 C
Belgique-Luxembourg	1.452,0	774,3	+ 23,2	+ 700,9	+ 287,4	{ — 5,0 — 0,6 ^s	+ 14,9	+ 296,6	432,0 ⁴	125,0 C
Danemark	548,5	716,4	— 5,3	— 173,2	— 201,5	+ 0,7	+ 5,9	— 194,8	234,0	18,2 D
France	952,4	1.903,6	— 22,1	— 973,2	— 486,9 ⁷	+ 4,2	néant	— 482,7 ⁷	624,0	45,5 ⁷ D
Allemagne	2.342,5	1.124,6	+ 21,8	+ 1.239,7	+ 978,0	{ — 4,9 — 1,2 ^s	+ 23,8	+ 995,7	600,0	{ 313,6 C ⁶ 450,0 C
Grèce	86,9	410,5	+ 0,0	— 323,6	— 57,0	—	+ 2,2	— 54,8	54,0 ⁴	—
Islande	6,0	28,9	— 0,2	— 23,1	— 11,8	+ 2,8 ^s	— 0,0	— 9,0	18,0	1,6 D
Italie	704,9	1.053,6	+ 0,7	— 348,0	— 219,2	+ 8,5	— 23,2	— 233,8	246,0	164,0 D
Pays-Bas	1.339,2	991,1	+ 10,3	+ 358,4	+ 336,4	{ — 2,0 — 0,5 ^s	+ 28,4	+ 362,3	426,0	100,0 C
Norvège	433,9	661,4	— 5,0	— 232,5	— 188,7	+ 0,9	— 9,3	— 197,1	240,0	14,8 D
Portugal	241,8	221,5	+ 3,6	+ 23,8	+ 17,5	— 1,1	— 3,2	+ 13,1	84,0	20,0 C
Suède	785,7	698,6	+ 8,3	+ 95,3	+ 96,2	— 2,3	— 13,4	+ 80,5	312,0	—
Suisse	818,2	428,1	+ 11,6	+ 401,7	+ 336,0	{ — 2,7 — 0,5 ^s	+ 2,5	+ 335,2	300,0	125,0 C
Turquie	264,6	571,2	— 5,6	— 312,3	— 227,3	—	— 3,0	— 230,3	60,0	—
Royaume-Uni	2.625,5	2.996,8	— 42,3	— 413,5	— 670,7	+ 4,3	— 20,5	— 686,9	1.272,0	77,5 D
Totaux ...	12.934,0	12.934,0	+ 81,8 — 80,4	+ 2.819,9 — 2.818,5	+ 2.155,7 — 2.063,0	{ + 18,7 + 2,8 ^s	+ 77,8 — 88,3	+ 2.171,5 — 2.089,4		

* L'Irlande et Trieste sont compris dans les zones monétaires du Royaume-Uni et de l'Italie, respectivement; le Royaume-Uni comprend, outre ses territoires d'outre-mer, les pays non participants de la zone sterling.

¹ La différence entre la position cumulative nette (colonne e) et la position comptable cumulative (colonne i) correspond à l'effet net des facteurs suivants : utilisation de ressources existantes, de soldes initiaux et de ressources spéciales; règlements spéciaux effectués au 1^{er} juillet 1952 dans le cas de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et du Portugal; ajustements et règlements opérés lors du renouvellement de l'U.E.P. le 1^{er} juillet 1954; remboursements initiaux effectués par l'Islande au titre des opérations du mois de décembre 1954 (cf. note 8); versements échelonnés au titre de l'amortissement effectués jusqu'à ce jour; remboursements en or faits à la France jusqu'à ce jour conformément à l'article 10 bis; les deux premiers versements effectués en remboursement du crédit spécial accordé par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise à l'U.E.P.

² Ces ajustements n'entraînent aucun versement d'or; ils sont opérés pour maintenir la position comptable cumulative (colonne i) à un montant double de la dette ou de la créance de chaque pays.

³ La position comptable cumulative est égale au double de la dette ou de la créance de chaque pays, sauf dans les cas suivants : Millions d'unités de compte
Grèce : règlement intégral en or ou en dollars en vertu de l'Article 13 (a) au delà de son quota débiteur qui est bloqué et considéré comme égal à zéro 54,8
Turquie : quota débiteur utilisé 60,0
règlement entièrement en or ou en dollars en vertu de l'Article 13 (a) au delà de son quota débiteur 170,3

⁴ Le quota débiteur de la Grèce est bloqué et considéré comme égal à zéro, le quota effectif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en tant que créateur est de 402,6 millions d'unités de compte.

⁵ Chiffres définitifs, calculés compte tenu des modifications opérées depuis le 1^{er} juillet 1954 et faisant apparaître la rallonge dont dispose l'Islande à la suite de sa participation au plan de remboursement à dater des opérations de décembre 1954.

⁶ Ces montants, qui font partie des « rallonges » de l'Autriche et de l'Allemagne, étaient nécessaires pour couvrir les excédents venant en dépassement du quota de ces pays au début de l'exercice 1954-55.

⁷ Non compris les montants d'or versés par la France à l'Union avant le 30 juin 1954 au delà de son quota. Ces montants ont été exclus de la position comptable cumulative, mais peuvent être recouverts par la France en règlement d'excédents nets pour la période postérieure au 30 juin 1954. Du total de ces montants (369,4 millions d'u.c.), 18,1 millions ont été remboursés jusqu'aux opérations au titre du mois de décembre 1954 inclusivement, laissant un solde de 351,3 millions.

⁸ Le montant de ces ajustements équivaut au double des remboursements initiaux effectués par l'Islande à l'Union Belgo-Luxembourgeoise à l'Allemagne, aux Pays-Bas et à la Suisse dans le cadre des opérations de décembre 1954.

TABLE DES MATIERES

STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

	Tabl.		Tabl.
MARCHE DE L'ARGENT.		CONSOMMATION.	
I. — Taux d'escompte et de prêts	2	I. — Indices des ventes à la consommation.	
II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Épargne	4	a) Indices des ventes mensuelles : base moyenne ° 1936 à 1938 = 100	65 ¹
III. — L'argent au jour le jour	8	b) Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100	65 ² et 65 ³
METAUX PRECIEUX.		II. — Consommation de tabac	66
Cours des métaux précieux	9	III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays	67
MARCHE DES CHANGES.		TRANSPORTS.	
I. — Cours officiels fixés par la Banque Nationale de Belgique	10 ¹	I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges :	
II. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	10 ²	a) recettes et dépenses d'exploitation	70 ¹
MARCHE DES CAPITAUX.		b) wagons fournis à l'industrie	70 ²
I. — Cours comparés de quelques fonds publics	14	c) trafic :	
II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers	15 ¹	1° trafic général	70 ²
III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles	15 ²	2° grosses marchandises	70 ³
IV. — Rendement des principaux types de valeurs à revenu fixe	16	A) ensemble du trafic	
V. — Emissions de capitaux en Belgique et au Congo belge :		B) service interne belge	
Tableau rétrospectif	17 ¹	II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux	70 ⁴
Groupement par importance du capital	17 ⁴	III. — Mouvement des ports :	
VI. — Emprunts des pouvoirs publics	18	a) Port d'Anvers	71 ¹
VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal	19	b) Port de Gand	71 ²
VIII. — Inscriptions hypothécaires	20	IV. — Mouvement général de la navigation intérieure	72
FINANCES PUBLIQUES.		COMMERCE EXTERIEUR.	
I. — Situation de la Dette publique	25 ¹	Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.)	75
II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique	25 ²	CHOMAGE.	
III. — Aperçu de l'exécution des budgets	25 ³	I. — Chômage complet et partiel	81 ¹
IV. — Rendement des impôts	26	II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province ...	81 ²
REVENUS ET EPARGNE.		III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés	81 ³
I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises :		IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions	81 ⁴
Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en octobre 1954	30 ¹	STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES.	
Tableau rétrospectif	30 ²	I. — Belgique et Congo belge :	
II. — Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	31	Situations globales des banques	85 ¹
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne;		Banque Nationale de Belgique :	
b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite.		Situations hebdomadaires	85 ²
III. — Indice trimestriel des salaires	32	Bilan et compte de profits et pertes au 31 Décembre 1954	
MOUVEMENT DES AFFAIRES.		Mouvement des opérations pendant l'exercice 1954	
I. — Activité des Chambres de Compensation	35	Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi :	
II. — Mouvement des chèques postaux	36	Situations mensuelles	85 ³
PRIX.		Stock monétaire en francs belges	85 ⁴
a) Indices des prix de gros en Belgique	45 ¹	Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique	85 ⁵
b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger	45 ²	II. — Banques d'émission étrangères.	
c) Indices des prix de détail en Belgique	46	Situations :	
PRODUCTION.		Banque de France	86 ¹
I. — Production charbonnière et métallurgique ... 55 ¹ et 55 ²		Bank of England	86 ²
II. — Industrie textile	56 ¹	Federal Reserve Banks	86 ³
III. — Productions diverses	56 ²	Nederlandsche Bank	86 ⁴
IV. — Energie électrique	58	Sveriges Riksbank	86 ⁵
V. — Gaz	59	Banca d'Italia	86 ⁶
		Bank Deutscher Länder	86 ⁷
		Banque Nationale Suisse	86 ⁸
		Taux d'escompte	86 ⁹
		III. — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle ...	87
		IV. — Union Européenne de Paiements :	
		Résumé de la situation financière	88 ¹
		Règlement de la position des pays membres	88 ²

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

Imprimerie
de la Banque Nationale de Belgique.

L'Ingénieur en Chef
des Services Techniques :
Ch. AUSSEMS
15, Square des Nations, Bruxelles
